

N^o 20.

SÉANCES DU JEUDI 8 JUIN 1939.

VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 8 JUNI 1939.

SEANCE DU MATIN.
OCHTENDVERGADERING.

SOMMAIRE :

- CONGE :
Page 295.
- COMMUNICATION :
MINISTRE DES FINANCES :
Petite propriété terrienne; bilan et rapport, exercice 1938, p. 296.
- INTERPELLATION (Demande) :
De MM. de la Barre d'Erquelines, Boël et Rodolphe Bernard, à M. le ministre des communications et à M. le ministre des travaux publics, p. 296.
- BUDGET (Discussion) :
AFFAIRES ÉCONOMIQUES :
Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1939. Discussion générale. *Orateurs* : M. Vandewiele, p. 296. — MM. Brunet, Sasserath, p. 298. — MM. Servais, Tincler, Moulin, Spreutel, F. Demets, p. 303.
- MOTIONS D'ORDRE :
1^o Rectification : M. De Bruyne, p. 298. — 2^o M. F. Demets, p. 303.

INHOUDSOPGAVE :

- VERLOF :
Bladzijde 295.
- MEDEDEELING :
MINISTER VAN FINANCIËN :
Kleinen landeigendom; balans en verslag, dienstjaar 1938, blz. 296.
- INTERPELLATIE (Aanvraag) :
Van de heeren de la Barre d'Erquelines, Boël en Rodolphe Bernard, tot den heer minister van verkeerswezen en den heer minister van openbare werken, blz. 296.
- BEGROOTING (Behandeling) :
ECONOMISCHE ZAKEN :
Begrooting van het ministerie van economische zaken en middenstand voor het dienstjaar 1939. Algemeene behandeling. *Sprekers* : De heer Vandewiele, blz. 296. — De heeren Brunet, Sasserath, blz. 298. — De heeren Servais, Tincler, Moulin, Spreutel, F. Demets, blz. 303.
- ORDEMOTIES :
1^o Terechtwijzing : De heer De Bruyne, blz. 298. — 2^o De heer F. Demets, blz. 303.

PRESIDENCE DE M. GILLON, PRESIDENT.

VOORZITTERSCHAP VAN DEN HEER GILLON, VOORZITTER.

MM. J.-J. De Clercq et Hanquet, secrétaires, prennent place au bureau.

De heeren J.-J. De Clercq en Hanquet, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 heures.

De vergadering wordt geopend te 10 uur.

CONGE.

- M. de Man, encore indisposé, demande un congé.
— Ce congé est accordé.
- MM. Bologne, Corbeels, retenus par des devoirs administratifs; Smets, Coole, retenus par des devoirs professionnels; Longville, indisposé; Beauvuin, empêché, s'excusent de ne pouvoir assister aux réunions de ce jour.
— Pris pour information.

ANN. PARLEM. SÉNAT. — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1939.
PARLEM. HAND. SENAAT. — BUITENGEWOON ZITTINGSJAAR 1939.

VERLOF.

- De heer de Man, nog ongesteld, verzoekt om verlof.
— Dit verlof wordt toegestaan
- Verontschuldigen zich oaar zij de vergaderingen van neden niet kunnen bijwonen : de heeren Bologne, Corbeels, door ambtsplichten weerhouden; Smets, Coole, door heroepslichten weerhouden; Longville, ongesteld; Beauvuin, belet.
— Voor kennisneming.

COMMUNICATION. — MEDEDEELING.

M. le président. — En exécution de l'article 17 de l'arrêté royal du 27 février 1935 instituant la Société nationale de la petite propriété terrienne, M. le ministre des finances transmet au Sénat, pour être déposés sur le bureau, le bilan de la société et le rapport du conseil d'administration pour l'exercice social 1938.

Ter uitvoering van artikel 17 van het koninklijk besluit van 27 Februari 1935, tot oprichting van de Nationale Maatschappij voor den kleinen landeigendom, maakt de minister van financiën aan den Senaat de balans der maatschappij over en het verslag van den raad van beheer voor het boekjaar 1938, om ter tafel te liggen.

— Il est donné acte à M. le ministre des finances de cette communication.

Den minister van financiën wordt van deze mededeeling akte gegeven.

DEMANDE D'INTERPELLATION. — VRAAG OM INTERPELLATIE.

M. le président. — MM. le comte de la Barre d'Erquelines, le baron Boël et Rodolphe Bernard demandent à interpeller M. le ministre des communications et M. le ministre des travaux publics et de la résorption du chômage sur « la mise en adjudication de la construction de la nouvelle gare du Nord à Bruxelles et l'emploi, pour cette construction, d'une trop grande quantité de pierres étrangères, au moment où les carrières belges connaissent la crise la plus grave de leur histoire, ce qui paraît être en contradiction avec la politique du gouvernement de favoriser les produits belges ».

Cette interpellation sera inscrite à la suite de l'ordre du jour et les honorables interpellateurs voudront bien se mettre d'accord avec MM. les ministres intéressés pour en fixer la date.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES POUR L'EXERCICE 1939. —
REPRISE DE LA DISCUSSION.BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE
ZAKEN EN MIDDENSTAND VOOR HET DIENSTJAAR 1939. —
HERVATTING VAN DE BEHANDELING.

M. le président. — Nous reprenons la discussion.

La parole est à M. Vandewiele.

M. Vandewiele. — Mesdames, messieurs, l'industrie textile traverse en ce moment une crise dont on ne peut méconnaître l'extrême gravité. Le gouvernement paraît s'en rendre compte et se préoccupe d'y trouver les remèdes appropriés.

Cette préoccupation se manifeste spécialement dans le projet de l'organisation professionnelle, déposé par M. le ministre des affaires économiques. Ce n'est ni le moment ni l'endroit pour discuter le fond du projet qui est soumis à nos délibérations. Quelles que soient les réserves exprimées à l'égard de certaines dispositions du projet, ce dernier témoigne, de la part du gouvernement, du désir de rechercher dans la consultation des commissions compétentes et dans une réglementation économique judicieuse les moyens de remédier à la situation lamentable dans laquelle se débat l'industrie.

Une seconde mesure réside dans la nomination d'un commissaire royal à l'industrie textile.

Cette nomination est attendue avec impatience et inspire les plus grands espoirs. Si le commissaire royal étudie tous les problèmes que comporte sa mission, il peut rendre à l'industrie, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, les services les plus signalés. Mais son rôle ne sera efficace que si l'on tient compte de ses suggestions. En effet, de nombreux commissaires royaux ont été désignés, mais nous ne trouvons nulle part trace de leur action.

M. Coart-Fresart, notamment, a été chargé de la simplification fiscale et a émis des propositions accueillies avec la plus grande faveur dans les milieux industriels. Quant au résultat, il est nul et les industriels, mués en percepteurs d'impôts, restent soumis aux formalités complexes et souvent inextricables imposées par le régime fiscal en cours. Outre la complication inhérente aux charges sociales, existe le fardeau que ces charges entraînent pour l'industrie aux bois.

Aujourd'hui que la dévaluation de 1935 a cessé de produire ses effets, notre industrie se retrouve exposée aux mêmes dangers qu'au cours de la crise précédente. Notre production, dans le centre textile que je représente, est tombée à 50 p. c. de son niveau de 1937; notre exportation ne représente plus, d'après les statistiques de la Chambre de commerce de Renaix, que 40 p. c. de celle de 1937.

Quelles sont les causes de cette situation?

Au premier rang se trouve l'ensemble des charges fiscales et sociales, qui dépassent de loin les forces contributives de l'industrie et font obstacle à la rémunération du capital, au renouvellement et à l'amortissement du matériel et au progrès industriel.

Pour illustrer cette vérité, nous avons recherché quelle est l'importance des charges fiscales et autres pour une industrie moyenne de notre place, réunissant dans son sein les diverses manipulations, depuis la préparation jusqu'à l'achèvement du tissu.

Le tableau suivant, des plus suggestifs, démontre à l'évidence que le prix de revient est grevé d'un tel pourcentage que la concurrence devient impossible avec les pays accordant à leurs nationaux des primes à l'exportation ou des avantages indirects compensant les bas prix pratiqués outre-mer.

Voici les charges relevées :

Assurance (accidents personnel)	fr. 6,547 09
Contributions	30,132 40
Pension (cotisation patronale)	27,130 63
Congés payés	25,454 47
Ceuvres sociales (allocations familiales, etc.)	36,317 76
Timbres fiscaux (2.5 p. c. sur ventes, taxe forfaitaire, effets de commerce, etc.)	187,058 51
Taxe autos (camion et voiture)	1,518 75
Impôt et taxe sur assurance-incendie	1,049 75
Frais de bureau nécessités par ces lois (approximativement)	8,750 »

Total fr. 323,959 36

Et ce n'est pas tout!

Pour apprécier exactement l'incidence des taxes, il faut y ajouter la taxe de transmission grevant les produits livrés à la firme; les 2.5 p. c. mis à charge des acheteurs et la cascade des taxes jusqu'au consommateur, majorée de 5 p. c. depuis le 1^{er} février.

Ces frais divers entraînent une surcharge de plus de 10 p. c. du produit au stade de la consommation.

Contenues dans des limites raisonnables, les lois fiscales sont la rançon de l'ordre public, de l'administration du pays et de la défense du territoire.

Dans ces limites, elles échappent à toute critique. De même, les lois sociales sont bienfaisantes en tant qu'elles assurent la paix intérieure et le progrès social; mais lorsqu'elles dépassent les facultés contributives des citoyens, elles anéantissent l'économie générale en ruinant l'industrie. Celle-ci court à sa perte si nos gouvernants, assagis par les leçons de l'expérience, ne réagissent pas avec énergie contre le régime funeste que nous subissons et que de nouvelles lois sociales menacent d'aggraver.

C'est la raison pour laquelle la Chambre de commerce de Renaix mène campagne en vue de l'abaissement du taux d'escompte à l'exportation, pour l'escompte à long terme des traites documentaires, mais surtout pour l'octroi d'une prime à l'exportation.

La crise produit des effets désastreux sur la situation financière de l'industrie. Elle a sa répercussion sur les finances publiques en réduisant les recettes de l'Etat sur les bénéfices industriels.

Une conséquence plus grave encore réside dans l'extension du chômage, cette plaie de la nation, qui, en raison du régime instauré, est entrée dans nos mœurs et qui menace de ne plus jamais se guérir si l'on ne parvient pas à l'extirper en rendant l'activité à l'industrie.

Il devient impossible à l'Etat d'équilibrer son budget, et le mal ira en empirant si, en vue d'arriver à l'équilibre, il emploie le moyen artificiel qui consiste à endosser toute la charge à l'industrie, en faisant ployer sous le fardeau la même catégorie de citoyens déjà à bout de souffle!

La concurrence étrangère sévit en Belgique et l'industrie textile tout spécialement en subit les conséquences. Voici à ce sujet ce qu'écrivit, en date du 11 août 1938, un journal de Verviers, *Le Courrier du Soir* :

« Statistiques inquiétantes.

» Laissez-nous, tout d'abord, situer avec précision l'importance de la véritable invasion dont a été l'objet le sud des Flandres de la part des usines françaises du département du Nord.

» Il est exact qu'en 1936 une importante quantité de matériel textile français a été importée en Belgique; les statistiques officielles de l'administration des douanes sont établies au poids et en valeur; nous préférons, pour la clarté du raisonnement, convertir ces quantités en nombre de machines; nous ne citerons pas les accessoires et nous bornerons à énumérer le matériel le plus important.

» C'est dans cet ordre d'idées que nous relevons qu'en filature il a été importé une quantité correspondant à 10 assortiments neufs ou 20 usagés en 1937, et pour les cinq premiers mois de 1938, 3 assortiments neufs ou 6 usagés.

» Respectivement en 1936, 1937 et 1938, nous subissons l'importation de 37, 67 et 30 métiers continus complets à filer et à retordre.

» Pour les métiers à filer neufs, renvideurs, etc., complets, nous aurons respectivement les quantités de 52, 71 et 2 machines.

Abordons enfin le tissage où furent introduits dans notre pays 316 métiers en 1936, 231 en 1937 et 38 pour les cinq premiers mois de 1938.

» Une catégorie secondaire prouve combien le tissage est la branche qui souffre le plus de cette importation, si nous citons les quantités pour la même période : 4,300, 2,150 et 720 navettes.

» Il est indéniable qu'il y a eu une invasion anormale; le point culminant est l'année 1936, mais les statistiques des cinq premiers mois de cette année nous révèlent que le mouvement n'est nullement enrayé. »

Il m'a été assuré que pour venir en aide à son industrie textile, la France procure certains avantages aux maisons qui s'occupent de l'exportation de tissus et filés, comme, par exemple, en accordant, sous forme de déduction d'impôts en fin d'année, une ristourne de 5 p. c. Nul doute que cette ristourne ne se soit accusée par une plus-value de l'exportation en 1938 sur le chiffre de 1937.

Je vous prie donc, monsieur le ministre, de bien vouloir examiner la possibilité d'accorder le même avantage à nos industriels belges, ce qui aura pour effet de diminuer considérablement le nombre de chômeurs.

Au moyen des métiers ainsi importés en Belgique, de nombreuses maisons étrangères, et spécialement françaises, ont équipé chez nous des usines importantes, qui ne sont rien d'autre que des succursales, ayant l'avantage de pouvoir se servir des collections établies pour leur pays et conviennent également pour la clientèle belge. Il en résulte une économie qui, pour une usine d'importance moyenne, peut se chiffrer par plusieurs centaines de milliers de francs l'an.

On est en droit de se demander quel sort est réservé aux industriels belges, si une telle pratique continue.

Au surplus, ces firmes étrangères, la plupart formées en société anonyme, disposant de capitaux énormes, peuvent se contenter d'un intérêt raisonnable, alors que nos industriels d'importance moyenne n'ont que ces seules ressources pour subvenir aux besoins de leur famille.

Sans doute la Belgique a-t-elle toujours été le pays du libre-échange; elle n'a jamais cessé d'accueillir avec bienveillance les industriels étrangers qui s'installent chez elle, pour autant qu'ils respectent les lois et les usages du pays. Loin de nous l'intention de déclancher une croisade protectionniste et de bannir tout étranger qui voudrait installer une usine en Belgique.

Toutefois, il est des situations qui doivent être examinées froidement. Si, d'après les statistiques citées ci-dessus, la filature semble moins concurrencée, il est certain que le nombre de métiers à tisser introduits en Belgique suffit à lui seul pour provoquer un déséquilibre de notre industrie de tissage, et tout homme d'affaires sait combien cette branche a été éprouvée ces dernières années. La concurrence se fait de plus en plus âpre; l'exportation est pour ainsi dire tarie et le marché intérieur est trop restreint pour absorber les produits fabriqués.

En général, l'industriel belge ne demande aucun avantage en ce qui concerne les droits de douane, mais il n'est pas possible que les nations étrangères jouissent d'une faveur quelconque, le marasme dans lequel se débat l'industrie textile belge ne le permettant plus, faute de quoi on va carrément à la ruine.

J'aurai l'occasion tantôt, monsieur le ministre, de faire connaître d'autres injustices imposées à l'industrie textile belge en ce qui concerne les droits de douane.

J'ai pris connaissance de l'arrêté royal que voici, paru au *Moniteur belge* en date du 18 janvier dernier et relatif à l'importation de machines pour l'industrie textile :

« Art. 1^{er}. Est subordonnée à la production préalable d'une autorisation, délivrée conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention du 23 mai 1935, l'importation des articles désignés ci-après :

- » 1^o Métiers continus complets à filer et à retordre (n^o 1046 du tarif des douanes);
- » 2^o Métiers à filer autres, renvideurs, etc., complets (n^o 1047);
- » 3^o Métiers à tisser (n^o 1048);
- » 4^o Mécaniques jacquard (n^o 1049);
- » 5^o Broches pour métiers à filer ou à retordre pesant 10 kilos et au-dessous (n^o 1049);
- » 6^o Lisses pour tissage en fil de fer, acier, etc.;
- » 7^o Cadres à lisses. »

Le dit arrêté ne fait pas mention des pièces détachées, qui, jusqu'à l'heure actuelle, entrent librement en Belgique.

Dans ces conditions, la loi sera bien aisément tournée; il suffira de démonter à l'origine les métiers pour lesquels une autorisation aura été obtenue et ils entreront comme par le passé en franchise de droit.

Afin d'éviter de telles surprises, voici ce qu'écrivait à ce sujet le journal précité :

« Un remède s'impose d'urgence.

» Suggérons à notre gouvernement une solution qui nous paraît mitigée, c'est-à-dire qu'elle ne part ni d'un libre-échange inconscient et démodé, ni d'un protectionnisme exacerbé.

» Que le gouvernement, qui intervient si souvent à moins bon escient, décrète l'interdiction totale de l'importation des machines textiles étrangères usagées.

» Nous disons « usagées », parce que nous ne voulons pas fermer la porte aux constructeurs étrangers, qui, en concurrence avec les nôtres, peuvent continuer à lutter avec eux à qui construira le matériel le plus moderne et, partant, le plus apte à maintenir la supériorité de notre industrie.

» Cette solution avantagera, d'autre part, les constructeurs belges, qui sont déjà éprouvés par la crise à l'exportation; les industriels belges, mis dans l'impossibilité d'acquérir du vieux matériel de l'étranger, seront poussés à se remodeler; enfin, et c'est là notre principal objectif, l'industriel étranger désireux de s'installer en Belgique ne pourra le faire qu'avec du matériel neuf.

» La nécessité de l'amortissement rétablira la juste concurrence avec les anciennes firmes belges qui ont modernisé leurs installations et qui les amortissent encore chaque année. L'industriel belge ne subira plus chaque année des amortissements, alors que son concurrent étranger établi dans notre pays avec du vieux matériel n'a plus aucune écriture à passer au poste « amortissement » de son bilan. »

Ruban de laine.

Depuis plusieurs années, le ruban de laine fabriqué en France est admis en Belgique exempt de droit de douane, tandis que la France perçoit 1 1/2 p. c. *ad valorem* pour les mêmes genres de rubans exportés par la Belgique en France.

En tenant compte que la France importe en Belgique 7 millions de kilogrammes de rubans, elle reçoit ainsi, à raison de 50 centimes au kilogramme, le joli cadeau de 3,500,000 francs, ce qui lui procure un avantage sérieux pour combattre l'industrie belge.

Ces 7,000,000 de kilogrammes de rubans importés de France, sans paiement d'un centime de taxe quelconque, représentent la production d'un peignage de vingt-quatre assortiments, marchant huit heures par jour en plein rendement, avec une production journalière de 24,000 kilogrammes. Cette usine établie en Belgique occuperait environ 1,300 ouvriers recevant comme salaires 17,000,000 de francs.

En outre, si ces 7,000,000 de kilogrammes de rubans, c'est-à-dire 16,000,000 de kilogrammes de laine brute, nous parvenaient par le port d'Anvers, il en résulterait pour ce port une diminution sérieuse de chômage. Ajoutons aussi que la dépense en combustible et autres pour produire cette quantité de rubans est de l'ordre de 13,000 tonnes de charbon, 210,000 kilogrammes de savon, 500,000 kilogrammes de soude, 70,000 kilogrammes d'emballages, dont pourraient profiter des diverses industries, ce qui diminuerait par la même occasion dans de fortes proportions le nombre de chômeurs.

En conséquence, monsieur le ministre, dans l'intérêt général de l'industrie belge et surtout des peigneurs de laines, j'insiste pour que le droit de 1 1/2 p. c. *ad valorem* soit appliqué aux rubans de laine provenant de France, c'est-à-dire la réciprocité pour les deux pays.

J'irai même plus loin, et je me demande s'il n'y aurait pas lieu de tenir compte de la dévaluation française, qui donne un nouvel avantage au peignage français, puisque, de ce fait, le prix de la façon est supérieur en Belgique, ce qui ressort de ce qui suit :

Le tarif de façon belge est de 4 fr. 40 c. belges au kilogramme.

Le tarif de façon français est de 3 fr. 84 c. belges au kilogramme.

D'où une différence de 56 centimes belges, soit environ 1 1/2 p. c. *ad valorem* au cours actuel du prix du ruban.

C'est vous dire, monsieur le ministre, qu'en ce moment les Français obtiennent :

1^o L'avantage de la libre entrée en Belgique, soit 1 1/2 p. c. *ad valorem*;

2^o La différence sur le coût du salaire, 56 centimes au kilogramme de ruban, soit 1 1/2 p. c. *ad valorem*.

De sorte que les peigneurs français sont avantagés de 3 p. c. *ad valorem* par rapport aux peigneurs belges.

Qu'il me suffise de vous dire, monsieur le ministre, que, depuis 1935, notre balance des exportations était en augmentation, alors que, brusquement, en 1938, elle est en diminution de 1 million 364,407 kilogrammes sur le montant de l'année 1937.

En ce qui concerne l'importation française, qui était pour les onze premiers mois de 1937 de 5,869,038 kilogrammes, pour l'année 1938, le chiffre s'élève à 6,529,469 kilogrammes, soit une augmentation de 660,431 kilogrammes.

Je crois pouvoir vous l'assurer, monsieur le ministre, si vous voulez maintenir l'activité de nos peigneurs de laines en Belgique, il n'y a pas un instant à perdre pour établir la réciprocité des droits de douane pour ce genre d'industrie.

Attendre plus longtemps sera l'arrêt complet de nos usines. Cela, vous ne le voudrez pas. Je suis convaincu que vous prendrez immédiatement les dispositions nécessaires afin d'éviter une telle catastrophe.

Suppression du timbre de transmission.

Je me permettrai de répéter ce que je disais dans mon dernier discours, lors de la discussion du budget des finances, en 1938.

Déjà en 1931, j'ai suggéré l'idée de supprimer une forte dépense incombant au gouvernement, par suite de la création du timbre de transmission que les commerçants appliquent sur les factures et facturiers.

La méthode que j'ai l'honneur de vous proposer, monsieur le ministre, n'est pas une innovation. On l'applique en France depuis une dizaine d'années. Je veux parler de la suppression complète du timbre de transmission. Son application occasionne un très grand travail. Vous trouverez, à mon avis, un bénéfice énorme à renoncer au timbre, car, outre la suppression de la fabrication proprement dite, vous supprimerez un très grand nombre d'employés chargés de son débit.

Ma proposition consiste à obliger les commerçants à remettre à chaque fin de mois la liste détaillée des factures établies durant le mois.

Il suffirait à l'employé de l'administration de vérifier ces listes. Il est bien entendu qu'en toute circonstance l'administration garderait le droit d'envoyer ses agents à domicile afin de reconnaître l'exactitude des listes déposées. Le paiement général des taxes des factures du mois se ferait le mois suivant, et, afin de ne pas surcharger de besogne l'employé de l'Etat qui sera chargé de faire les recettes, il suffirait de désigner le jour où les intéressés auraient à se présenter pour s'acquitter de leurs dettes du mois écoulé.

Voici un exemple :

Les redevables dont les noms commencent par les lettres A et B se présenteraient au guichet pour s'acquitter de leurs dettes le 5 du mois suivant la remise de la liste. Le tour des lettres C et D viendrait le 6 du mois; le tour de E et F, le 7 du mois, et ainsi jusqu'à épuisement de toutes les listes. Déjà le gouvernement belge autorise les commerçants dont les produits sont demandés journellement par leur clientèle, à remettre des notes d'envois en créant à chaque fin de mois une seule facture, sur laquelle on applique le timbre de transmission, ceci dans le but de simplifier la besogne. La suppression du timbre procurera une économie considérable à l'Etat, par suite de la suppression de la dépense importante inhérente à l'impression du timbre et de celle d'un grand nombre de fonctionnaires préposés à la vente. Quant aux commerçants que j'ai consultés au préalable, tous s'accordent à reconnaître qu'ils y trouveraient le grand avantage à ne plus être astreints au travail fastidieux de l'application et de l'oblitération du timbre. Ceci supprimerait en outre le contrôle très difficile, tant à l'achat qu'à l'emploi de ces timbres, ainsi que le démontrent les nombreuses erreurs qui se commettent involontairement par les employés qui sont chargés de les appliquer. Ces erreurs sont passibles d'une condamnation par les agents du fisc sans que le contrevenant puisse invoquer sa bonne foi.

Je me permettrai, monsieur le ministre, de signaler que, ayant consulté un grand nombre de commerçants français appartenant à la grande et à la moyenne industrie, je puis certifier sans crainte d'être contredit que tous m'ont déclaré avoir la plus grande satisfaction du système que je viens de préconiser : il est simple, facile et recommandable sous tous les rapports.

En date du 6 avril dernier, j'ai reçu une lettre des bureaux du ministère des finances, ainsi conçue :

« Voulant se documenter sur le système en vigueur en France, la commission a tenu à solliciter l'avis d'une personnalité française, particulièrement compétente, qui a exprimé à l'égard de la formule « Taxation du chiffre d'affaires » et des complications qu'elle entraîne un avis nettement défavorable. Ces considérations ont déterminé l'avis négatif de la commission de simplification. »

Ma réponse sera brève, monsieur le ministre.

Je respecte très volontiers l'avis personnel de cette personnalité compétente, mais je me permettrai de répéter que toutes les personnes les plus honorables du nord de la France me donnent et soutiennent un avis en opposition complète avec ces allégations. Je me demande même comment il pourrait en être autrement.

Avec le système actuel, les agents du fisc français n'ont à vérifier que le seul facturier de l'industriel et peuvent, s'ils le jugent à propos, confronter chez les clients la date et le montant des factures inscrites. Quant à la taxation, il leur suffit, pour en contrôler le montant, d'examiner au bureau des contributions les relevés remis par l'industriel en fin de mois.

Il en résulte un contrôle réellement efficace et aisé. Puisqu'en France tout le monde est satisfait du système adopté, ceci ne constitue-t-il pas une garantie de sa valeur, légitimant son application en Belgique? En homme d'affaires expérimenté, je puis vous certifier, monsieur le ministre, que son application chez nous trouverait le meilleur accueil chez les intéressés et procurerait une économie notable pour l'Etat. Aussi suis-je persuadé que vous voudrez bien examiner avec bienveillance l'idée que je viens de me permettre de vous suggérer.

Confections en gros.

Pour inciter nos confectionneurs à donner leur préférence aux tissus de provenance belge, ne pourrait-on leur ristourner la taxe de transmission apposée sur les factures des fabricants belges relatives aux tissus dont la confection est destinée à l'exportation?

Je me permets de vous faire remarquer, monsieur le ministre, que les confectionneurs étrangers qui peuvent acheter leurs tissus chez le producteur en Belgique et d'autres pays étrangers sans l'application de la taxe de transmission sont de ce fait avantagés de 5 p. c. sur les confectionneurs belges.

Cette ristourne de 5 p. c. mettrait nos confectionneurs à même de lutter au même titre que les confectionneurs étrangers et, par le fait même, la production belge s'amplifiant, il en résulterait une régression du chômage dans l'industrie du tissage ainsi que chez les confectionneurs, et ce ne serait que justice, puisque ce serait l'égalité pour toutes les nations, alors que la Belgique seule est en infériorité de 5 p. c. en ce moment.

Ce n'est pas parce que l'exonération de la taxe de transmission se heurte à des difficultés d'organisation pratique qu'il faut réserver un avis défavorable à ma proposition, puisque c'est l'Etat belge qui en retirera des avantages avant n'importe qui.

Je compte, monsieur le ministre, que satisfaction sera donnée à cette juste et loyale revendication. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

TERECHTWIJZING. — RECTIFICATION.

De heer voorzitter. — Het woord is aan den heer De Bruyne.

De heer De Bruyne. — In vergadering van gisteren namiddag, heeft de achtbare minister van openbaar onderwijs onder meer verklaard dat « de administratieve dienst van het technisch onderwijs sedert verscheidene jaren reeds in twee taalrollen is gesplitst. Die organisatie werd door den Vlaamschen kultuurraad als een model van aanpassing aan de taaleischen beschouwd. » Dat zou dus ook de meening geweest zijn van den heer De Bruyne.

Het spijt mij te moeten doen opmerken dat de heer minister geen teksten heeft aangehaald om die bewering te staven. Het officieel jaarverslag van den Nederlandschen kultuurraad vermeldt niets dergelijks. Integendeel, in de verslagen van den kultuurraad, die ik nagezien heb, wordt er op gewezen dat de administratieve dienst van het technisch onderwijs geenszins bevrediging geeft wat de taalkwestie betreft.

— Het incident is afgelopen.

L'incident est clos.

(*M. Leyniers, vice-président, remplace M. Gillen au fauteuil de la présidence.*)

(*De heer Leyniers, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op.*)

REPRISE DE LA DISCUSSION.

HERVATTING VAN DE BEHANDELING.

M. le président. — Nous reprenons la discussion.

La parole est à M. Brunet.

M. Brunet. — Mesdames, messieurs, le pays est saturé de débats et de discours.

Je voudrais cependant vous dire toute l'importance que mon groupe attache au relèvement de la vie économique de la nation par une intervention utilitaire énergique et immédiate du gouvernement.

Il serait vain de rechercher ici les avantages et les inconvénients théoriques soit du libéralisme économique, soit de l'autarcie; j'estime qu'en présence de la détresse incontestable de nos finances et de notre économie, il importe qu'à l'instar même des nations dites démocratiques, le gouvernement agisse sans répit pour ranimer l'économie nationale.

Il ne suffit pas de discourir :

Au sujet des débouchés nouveaux pour l'industrie ou l'agriculture;

Au sujet de la protection du commerçant établi;

Au sujet de la lutte contre le colportage et le chômage;

Au sujet du statut à donner aux étrangers et des taxes à leur imposer;

Au sujet du tourisme.

Et que sais-je!

Il faut agir.

Il ne suffit pas de crier victoire parce que l'or réintègre, momentanément peut-être, les caves de la Banque Nationale, ou parce que le gouvernement obtient des majorations d'impôts ou de nouveaux impôts, ou parce qu'il réussit à renouveler un emprunt ou à contracter des dettes nouvelles.

En clôturant son discours-programme, le 26 avril dernier, l'honorable ministre des finances posait cette question : « N'est-ce là un programme qui vaut d'être tenté? »

Si ce programme va de pair avec un vaste programme économique, je lui répondrai : Oui.

Dans la négative : Non, car dans six mois tout serait à recommencer.

M. le ministre des finances nous a rappelé que pour faire de bonnes finances, il fallait de la bonne politique.

Je pense que pour faire de bonnes finances, il faut développer la vie économique, et c'est pourquoi les seules paroles qui m'aient frappé durant les premières journées passées dans cette assemblée furent celles de notre honorable collègue M. Loumaye, lorsque par une intervention de quelques mots, équivalant à un discours, il disait à l'honorable ministre des finances : « Relevez la vie économique du pays, et vous n'aurez pas à majorer les impôts. » Et celles aussi de l'honorable M. Barnich, qui s'efforçait de démontrer que pour redresser l'économie du pays, il fallait notamment rechercher de nouveaux débouchés extérieurs.

Je voudrais que l'honorable ministre des classes moyennes et des affaires économiques, d'accord avec M. le ministre des finances, s'attachât sans arrêt à faire travailler l'industrie et le petit artisanat et à faciliter toutes les transactions commerciales.

Il ne fait plus de doute qu'en présence de l'action très marquée, dans ce domaine, de la plupart des Etats étrangers, le gouvernement doit lui-même faciliter, par son intervention, la production des richesses, leur circulation, leur répartition et leur consommation.

La nature est un élément de la production des richesses, le travail est un agent de cette production et le capital en est un instrument.

Sans l'aide de l'Etat pour forcer cet élément, pour diriger cet agent, pour protéger cet instrument et, enfin et surtout, pour coordonner l'un et l'autre, nous connaîtrons la surproduction, un chômage plus accentué, la mévente, la fuite des capitaux.

L'économie est partout orientée et dirigée; à titre exemplatif : la presse financière ne vient-elle pas de nous apprendre qu'aux Etats-Unis d'Amérique le projet gouvernemental de « troc » de matières premières, présenté à la Chambre par le sénateur Byrnes, avait reçu l'approbation des milieux politiques et commerciaux?

Il est vrai que selon M. Cordell Hull, secrétaire d'Etat, ce projet n'affecterait pas les traités de commerce actuellement en vigueur et se situerait en dehors des échanges commerciaux ordinaires, puisque les négociations se feraient directement avec les pays intéressés et porteraient uniquement sur des matières premières destinées à constituer des réserves de défense nationale.

C'est peut-être ce qui a fait dire à un caricaturiste que vous connaissez, que les Américains avaient joint un prix courant à leur promesse de nous aider économiquement en cas de guerre!

Ce troc américain serait, dès lors, différent des méthodes de « troc » pratiquées par l'Allemagne et l'Italie, méthodes qui, là-bas, s'accompagnent de restrictions monétaires, de contrôle des changes, etc.

Mais c'est là tout de même une dérogation nouvelle à la politique américaine traditionnelle.

Si la nation la plus riche du globe fait appel à ce procédé, nous pouvons y recourir également.

Quoi qu'il en soit, il apparaît que dans le cycle des phénomènes économiques, le « troc » renaît presque partout.

Nous revoyons :

Le troc, mais par l'Etat ou avec le concours de l'Etat ou avec sa garantie;

Le crédit à plus long terme, également par l'Etat ou avec sa garantie;

Le ducroire par l'Etat.

J'ai le sentiment que les échanges, le crédit interindividus ou inter-firmes feront place de plus en plus à ces mêmes tractations, mais inter-Etats ou sous le contrôle et la garantie de l'Etat, et plus tard, peut-être, de banques internationales.

Contrairement à ce que porte le rapport de la commission des affaires économiques, — et j'ouvre ici une parenthèse pour rendre hommage au travail si complet accompli par M. le rapporteur, — il n'est pas établi que le troc ou les autres mesures protectionnistes puissent exercer une influence néfaste sur nos exportations.

Et je ne me suis pas laissé convaincre par les statistiques relevées dans son rapport.

J'y puise quelques chiffres :

Nos exportations vers l'Angleterre ont diminué de 4,116 millions en 1931, à 3,493 millions en 1937; vers les Pays-Bas, de 2,968 millions à 2,832 millions, tandis qu'avec le Japon, elles montent de 166 millions à 295 millions; avec le Brésil, de 143 millions à 329 millions; avec l'Allemagne, de 2,389 millions à 2,810 millions.

Il vous apparaît immédiatement que ces chiffres ne démontrent pas ce que M. le rapporteur entendait établir.

En effet, nos exportations vers l'Allemagne (pays à change contrôlé et clearing) et vers le Brésil et le Japon (pays avec contrôle des changes) augmentent, tandis que nos exportations vers l'Angleterre, pays sans contrôle de change ni contingentement, et vers les Pays-Bas (pas de contrôle de change, mais certains accords de contingentement) diminuent.

Au surplus, le troc ne doit pas être considéré comme une cause, mais comme un effet.

Lorsque le troc est général dans un pays, c'est qu'il est devenu nécessaire par suite du contrôle des devises ou d'un accord international de paiement, qui procèdent l'un et l'autre du manque de métal jaune.

Nous savons où se trouve le métal-or.

Les Etats-Unis, l'Angleterre, la France en détiennent 85 p. c. environ.

Il reste environ 15 p. c. de l'or mondial pour les autres pays du globe!

Et 87 de ces pays ont déjà instauré le contrôle des devises!

Ces nations devront, tôt ou tard, pratiquer le troc, qui, combiné avec d'autres dispositions, permettront un jour d'abandonner l'étalon-or, dont les peuples sont, par indolence ou naïveté, les uns, les vassaux trop soumis, les autres, les victimes résignées.

Et relativement à la politique d'autarcie, le rapport annuel de la Banque des Règlements internationaux porte ce qui suit :

« L'opinion pessimiste suivant laquelle le développement pris par la politique d'autarcie ne peut que réduire sérieusement le champ et l'importance du commerce extérieur s'est, en somme, révélée erronée... »

Et il ne suffit pas de nous dire que toutes ces mesures protectionnistes et autres se neutralisent.

Je dis, moi, que des mesures unilatérales chez autrui, sans contre-mesures chez nous, ce serait la ruine dans le pays!

Aussi, lorsque le rapport de la commission du Sénat (p. 11, § 1^{er}) conclut à l'inutilité de certaines mesures d'intervention de l'Etat, je dois marquer mon désaccord exprès sur ce point.

J'estime, au contraire, que des mesures d'intervention doivent être prises d'urgence : mesures d'ordre fiscal et financier; mesures sur le plan social; mesures dans le domaine économique et démographique, sinon, nous aurons la paralysie des affaires, la fuite de l'or et des capitaux, le tarissement des sources de taxes, d'impôts et de droits, et les conséquences de tout cela : déficit budgétaire, chômage, emprunts nouveaux et vous aurez préparé une nouvelle dévaluation.

Impôts et charges sociales.

Dans le domaine des charges qui frappent l'industriel, l'artisan, le petit commerçant ou l'agriculteur, il importe de fixer ceux-ci clairement sur les obligations fiscales et sociales qui frappent leurs bénéficiaires, ou simplement leur travail, et parfois même leurs pertes.

Si vous ne dites pas à l'industriel, à l'artisan, au petit commerçant et à l'agriculteur, au début de l'année fiscale, d'une façon claire, précise et incontestable, sans conflit possible avec les administrations, quelles sont les charges qui les grèveront, vous découragez leur esprit d'entreprise.

Non seulement le poids des charges sociales écrase chaque année davantage l'industrie, mais l'accumulation de ces charges, c'est-à-dire leur multiplication, les changements incessants dans les dispositions légales qui les régissent, posent aux chefs d'industrie des problèmes tous les jours plus complexes et parfois même insolubles.

L'industriel se donne, et cela courageusement, à ses tâches essentielles, de plus en plus lourdes d'ailleurs, qui sont techniques et commerciales.

Absorbés par ces tâches, les industriels ne peuvent, malgré toute leur bonne volonté, consacrer à l'étude des lois sociales le temps qui serait nécessaire pour en connaître tous les détails.

Déjà dans des entreprises d'importance moyenne, des employés ne font pas autre chose que de tenir à jour la documentation imposée par les règlements d'ordre social : registres du personnel, bordereaux pour allocations familiales, déclarations relatives à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, formulaires pour l'assurance-chômage, cartes de pension, cartes de vacances, carnets de salaires, fiches pour la tutelle sanitaire.

Si l'on voulait contraindre l'industriel à fermer son usine, on ne s'y prendrait pas autrement!

Oh, loin de moi la pensée de demander des restrictions sociales définitives! Bien au contraire. On ne fera jamais assez pour soulager celui qui travaille et aider celui qui peine.

Le relèvement du salaire minimum, plus de bien-être, d'air, de lumière au foyer et dans l'usine, voilà nos préoccupations. Mais cela ne signifie pas qu'il faille mettre le gagne-pain de tous, c'est-à-dire l'usine, en péril, en faillite.

Nos gouvernants doivent trouver la formule. Elle existe.

Par ailleurs, de même que la prestation d'un ouvrier sera rémunérée différemment suivant qu'on se trouve au Canada ou au Beloutchistan, suivant qu'il s'agit d'un docker d'Anvers ou d'un

boy nègre du Congo, de même le montant du salaire et surtout des divers avantages sociaux doit différer dans un même pays, suivant son degré de prospérité. Il n'y a pas que l'index qui doit jouer pour déterminer le salaire. Il vaut mieux permettre à une usine en difficulté d'ajourner d'un an ou deux ses cotisations sociales et prélèvements sociaux que de lui voir fermer ses portes.

M. Doutrepoint. — C'est votre formule?

M. Brunet. — Sauf à l'Etat à intervenir. Bien entendu, il ne doit pas en résulter une perte pour l'ouvrier. L'Etat doit intervenir dans une certaine mesure, qui doit être prévue dans nos lois sociales.

C'est pourquoi je demande que le Code social soit établi, mais convenez qu'en tout cas il ne faut pas que l'industriel se voie contraint de fermer son usine parce que les charges sociales sont trop lourdes. Actuellement, il n'y a pas de Code social. Interrogez les industriels; personne ne s'y retrouve, et vous non plus, d'ailleurs.

M. le chevalier Dessain. — Et qui payera?

M. Brunet. — Le gouvernement doit trouver la formule.

UN MEMBRE A GAUCHE : Est-ce Rex qui la donnera?

M. Brunet. — Il n'est pas question de Rex en ce moment. Quand on cherche une formule pour sauver l'économie du pays, il ne s'agit pas de rexisme. Il faut la collaboration de tous pour cela, et il est heureux qu'une réaction magnifique se manifeste à cet égard dans le monde ouvrier. Voyez en France.

L'amélioration du climat social en France a eu pour conséquence immédiate son amélioration économique : baisse de 39 p. c. du déficit commercial pour les quatre premiers mois de l'année!

Le travailleur comprend qu'il vit des heures où les restrictions sont momentanément nécessaires. Il sait que ces restrictions seront compensées dans la suite. Rex possède une formule... Oui... Mais c'est là, néanmoins, une question nationale.

L'ouvrier a besoin de fraternité, de solidarité et d'amour, mais il se rend compte que tout cela ne se concrétise pas nécessairement dans et sur des registres, des cartes, des fiches, des formulaires, des bordereaux...

Le pays ploie déjà sous le fardeau, et l'on voudrait en imposer un nouveau : l'assurance-chômage.

Vous savez tous qu'un nombre considérable d'usines sont fermées, que des petits artisans ont arrêté leurs machines, que d'autres, en sourdine et en veilleuse, s'efforcent de ne pas mourir.

Quand on a appris qu'un des grands charbonnages du pays devait fermer ses portes, ce fut un coup de tonnerre. Pour les dirigeants seulement et dans les milieux politiques. Oh, pas pour les industriels ni pour l'opinion publique, car l'homme d'affaires sait que ce n'est là qu'un signe extérieur d'une crise de mauvaise gestion gouvernementale, qui aura des conséquences bien plus grandes encore demain.

Non, la situation de ce charbonnage ne provient pas d'un accident. C'est une évolution logique que nos gouvernants ont préparée et que certains, ici, ont voulue.

Croyez-vous que vous encouragez l'investissement de capitaux nouveaux ou que vous contrecarriez la contraction du crédit si l'homme d'affaires n'aperçoit, en balance, avec un profit douteux et peut-être une perte, que des charges sociales et fiscales immédiates et, en cas de bénéfices, la taxation de ceux-ci à concurrence de 40 p. c.?

M. Doutrepoint. — Supprimez les lois sociales!

M. le président. — N'interrompez pas l'orateur.

M. Harmegnies. — Et affamez les ouvriers!

M. Brunet. — Mais non, il ne s'agit pas de cela. Vous plaisantez. Réduire momentanément les obligations sociales des industriels ne signifie pas supprimer les lois sociales ni affamer les ouvriers.

M. le président. — Continuez, monsieur Brunet, et ne répondez pas à l'interrompueur.

M. Brunet. — Qu'on s'abstienne alors de m'interrompre, car autrement je devrais répondre.

M. Doutrepoint. — Répondez!

M. Brunet. — Oh, monsieur Doutrepoint, je vous assure que, si vous êtes de taille à attaquer, je suis de taille à répondre.

M. Doutrepoint. — Allez-y!

M. Brunet. — Que M. le président veuille m'y autoriser, et j'accepte le débat.

M. le président. — Continuez, monsieur Brunet.

M. Brunet. — Nous connaissons des financiers, des négociants qui ont cessé de travailler, préférant conserver leur avoir que de le risquer dans les conditions que je viens d'exposer.

Est-ce cela que vous voulez?

Et c'est cette situation que M. le ministre Gutt visait lorsqu'il disait :

« Il est certain que l'Etat dépense une trop grande proportion du revenu national; il devra, dorénavant, diminuer ses dépenses dans le cadre d'un budget strict. Sans cela, l'effort que nous allons accomplir serait vain. »

Et encore :

« Je répète que si l'Etat devait, dans la situation actuelle du monde, rester au niveau des dépenses auquel il est arrivé, l'économie n'y résisterait pas longtemps. »

Et le Roi lui-même ne parlait-il pas à ses ministres, au cours d'un conseil qu'il présidait, de la nécessité d'adapter les budgets aux possibilités financières du pays?

Dans toutes les déclarations ministérielles, dans tous les programmes électoraux, on reconnaissait : que le plafond fiscal était atteint; qu'à vouloir le « crever », on paralysait l'économie générale du pays; qu'en forçant le taux de l'impôt, on diminuait son rendement réel.

Et qu'a-t-on fait? Que va faire M. le ministre Gutt, qui déclare solennellement que l'économie n'y résisterait pas si l'Etat maintenait son niveau de dépenses? Des économies? Non! Des emprunts nouveaux et des impôts nouveaux, très lourds, paraît-il, dont on ne nous apprendra le montant que quand nous serons en vacances et dès lors hors d'état de protester.

Les charges sociales comportent une moyenne de 8.53 p. c. des salaires.

UN MEMBRE A DROITE : C'est bien davantage pour certaines industries!

M. Brunet. — Oh! je ne l'ignore pas. Ce pourcentage constitue une moyenne déjà très élevée, lourde surtout, car l'industriel doit de ce chef déboursier des sommes non seulement avant la réalisation de bénéfices, mais même en cas de perte. Il vit alors sur son capital, qui s'amenuise. Mais, ainsi qu'un honorable membre vient de le signaler, ce taux est souvent dépassé. Et alors, en cas de perte, ce taux conduit à la ruine.

Pour certaines industries, telle que l'industrie charbonnière, ce taux s'élève à 21.04 p. c., sans compter les frais de bureau de l'industriel.

De même qu'un impôt, une charge qui n'est pas supportable est néfaste et parfois mortelle.

Les lois sociales doivent être codifiées et simplifiées. Il faut un « Code social », et, pour l'ouvrier, un « carnet social ».

Les lois fiscales frappant l'industriel, l'artisan, le commerçant doivent aussi être codifiées et simplifiées.

Actuellement, c'est le maquis, le fouillis inextricable.

En outre, l'industriel, l'artisan ne peuvent être frappés, tout au moins durant une période transitoire, avant la réalisation de profits, et sur ceux-ci seulement.

Par ailleurs, que les rôles soient établis par an, soit, mais les taxes ne doivent rester acquises au Trésor que s'il y a bénéfice durant une période décennale ou, pour le moins, quinquennale.

D'où modification de la structure de l'impôt frappant le commerce et l'industrie en vue de supprimer les obstacles empêchant les affaires de progresser.

M. Morgenthau, secrétaire du Trésor des Etats-Unis, vient de faire une déclaration dans ce sens au cours d'une conférence à la presse, tenue à Washington.

Enfin, s'il le faut, mais alors seulement, il me paraît plus normal de restaurer les jeux, mais d'en frapper les bénéfices, de généraliser les loteries, de rapporter la loi sur l'alcool, mais d'imposer plus fort sa fabrication et son débit, que de frapper d'impôt soit celui qui investit un capital nouveau, soit celui qui emprunte pour travailler, car, dans ce dernier cas, à l'immoralité on joint l'injustice, le ridicule et l'illogisme.

M. Doutrepoint. — Que demande le peuple? Les jeux et l'alcool...?

M. Brunet. — J'ai dit : « S'il le faut, et alors seulement. » Je suis précis dans ce que je dis. Vous ne m'avez pas écouté.

M. Doutrepoint. — Mais si.

M. Brunet. — J'ai vu des ministres socialistes boire de l'alcool à la terrasse d'un café au littoral.

M. Doutrepoint. — Il fallait les dénoncer au procureur du Roi.

M. Brunet. — Pas du tout; c'était aux ministres à ne pas violer la loi.

Relativement au chômage, je voudrais qu'on reprit cette formule sympathique, mais qui ne fut jusqu'ici qu'une phrase égarée d'un discours : « Faire travailler ».

Personne n'évisage de laisser sans ressources les masses de chômeurs involontaires, mais, par tous moyens, du travail doit être donné aux chômeurs. Ceux-ci, en tout cas, devraient fournir un rendement ou une prestation, fût-ce à titre de volontaire ou d'apprenti, soit pour les initier à des industries nouvelles ou des industries de guerre.

Le chômage n'aurait pu être que la conséquence d'une situation inattendue et momentanée. Si, dans un pays comme le nôtre, le chômage dure, c'est que des fautes sont commises. Le chômage par surprise se conçoit, mais le chômage constant est anormal.

Je suis convaincu que l'honorable ministre des affaires économiques arrivera à solutionner cet important problème.

Les moyens en sont nombreux.

J'en rappelle rapidement quelques-uns :

1. La multiplication des possibilités d'emploi, notamment par l'exonération de certains impôts ou taxes ou leur réduction au profit de toutes les firmes actuellement existantes qui embaucheraient du personnel supplémentaire. En cas de création d'industries nouvelles ou d'investissements nouveaux, une exonération allant de pair avec un subside s'élevant au montant des indemnités de chômage.

2. Le développement de la production agricole et spécialement arboricole, défrichement de terres incultes, l'accroissement de la production des produits agricoles nécessaires durant une guerre.

3. Une colonisation effective du Congo et des provinces sous mandat.

Est-il croyable que le nombre des colons belges — fonctionnaires compris — ne s'élève qu'à 17,536, soit le même chiffre qu'en 1930?

Le Roi Léopold II nous a dotés, presque malgré nos dirigeants d'alors, d'un magnifique empire où plus de 300,000 colons belges devraient être installés. Mais nos gouvernants de maintenant, comme ceux d'alors, négligent la colonie, cependant si convoitée, d'une part, et si nécessaire, d'autre part, au redressement de notre économie.

4. Question plus complexe et plus délicate : le travail féminin.

Depuis la grande guerre, une évolution s'est produite dans ce domaine. Jadis, la femme qui travaillait en dehors du foyer le faisait presque uniquement durant ses années de célibat et dans certaines maisons de commerce seulement. Actuellement, la femme pénètre partout : au bureau, à l'usine, à l'atelier, etc.

Est-il normal qu'un ouvrier ou un employé, père de plusieurs enfants, doive céder la place à la jeune femme vivant chez des parents aisés, qui travaille pour se créer des revenus supplémentaires?

Des mesures dans ce sens ont été prises à titre transitoire dans plusieurs pays. Et ces mesures produisirent d'excellents résultats. Des chômeurs purent ainsi être réemployés. Dans l'un de ces pays, l'économie générale s'améliora bientôt et les femmes écartées des emplois, il y a deux ans à peine, y sont maintenant réemployées, vu la pénurie générale de main-d'œuvre.

5. Enfin, il est tout naturel, à propos de chômage, d'examiner le problème des étrangers, des émigrés et des fugitifs entrés en Belgique durant ces dernières années.

On dit qu'il y a 20,000 mineurs étrangers dans nos mines, mais que 3,000 mineurs belges chôment! N'est-ce pas paradoxal?

On dit aussi que l'on compte en Belgique un étranger pour vingt Belges.

Nous avions chez nous, en 1920, 139,000 étrangers; en 1938, leur nombre a monté jusqu'à 340,000, sans compter les milliers de malheureux non recensés, sans domicile fixe.

Le fait que ce problème préoccupe l'opinion mondiale et devient une question internationale ne doit pas nous empêcher d'examiner dans quelle mesure l'étranger est pour la Belgique un danger non seulement social et politique, mais surtout économique.

La Belgique est et demeurera une terre hospitalière, généreuse et chevaleresque. La Belgique a toujours respecté et respectera les droits acquis.

Mais peut-on raisonnablement admettre que nous devions recevoir et conserver les étrangers sur notre territoire, le plus peuplé du monde, alors que des territoires étendus sont inhabités en Russie, aux Etats-Unis, au Canada et ailleurs?

La Belgique peut-elle assister impuissante à une invasion étrangère qui aura pour conséquence inévitable d'enlever le travail de ses ouvriers et ruiner certaines catégories de ses propres citoyens?

Celui qui n'est pas affecté dans ses moyens par le développement de l'immigration vous dira que si l'étranger produit, il consomme aussi et que, dès lors, une balance s'établit.

Ce n'est pas l'avis de ceux qui, installés de père en fils, se voient contraints de fermer boutique, chassés par les étrangers, qui, si j'en crois le rapport de la commission du Sénat, se livrent à une « concurrence anormale, malhonnête et déloyale » aux classes moyennes établies, se souciant fort peu, ajoute le rapport, des charges fiscales et sociales.

Si le fait de consommer suffisait pour justifier l'immigration, si le consommateur, par ce fait, devenait une utilité économique, pourquoi les territoires américains seraient-ils fermés à l'immigration depuis si longtemps déjà?

Qu'un Belge sans fortune s'efforce de s'installer aux Etats-Unis!

Pourquoi, de l'Asie aux Amériques, tous les pays, même les pays neutres, refuseraient-ils l'entrée des malheureux chassés d'Allemagne?

Déjà des sociétés hypothécaires refusent de prêter sur les immeubles sis dans les quartiers envahis. Les prix de location et de vente s'y déprécient, disent-elles.

Loin de nous l'idée d'inquiéter les étrangers qui, installés dans le pays depuis vingt ans et plus, sont véritablement entrés dans la communauté nationale. Ils ont fusionné avec nous. A juste titre ceux-ci s'émeuvent-ils à la pensée qu'eux aussi, victimes d'une généralisation, pourraient subir un jour un préjudice par suite de l'invasion en masse à laquelle nous assistons actuellement.

Il y a en Belgique une élite d'étrangers qui a collaboré et collaboré avec sincérité et désintéressement au développement social, intellectuel et commercial du pays, qui redoute de froisser nos nationaux ou de leur porter préjudice, qui s'efforce d'adopter nos habitudes et se conforme à nos traditions, qui ne se soustrait pas à nos lois sociales et fiscales, une élite qui ne se rassemble pas dans des quartiers d'où sont chassés nos compatriotes, une élite qui n'entend pas former un Etat dans l'Etat et se coaliser pour comploter contre la Belgique et par une certaine presse contre les nations étrangères. Cette élite sert la Belgique.

Mais des dispositions doivent être prises contre ceux qui pénètrent tous les jours dans le pays.

Nous avons des devoirs envers nos nationaux, qui ne peuvent devoir céder la place, économiquement parlant, aux étrangers nouveaux venus.

Le rapport de la commission du Sénat prend nettement position sur la question.

Notre législation est plus accueillante que celle des Etats-Unis, de l'Angleterre et même que la législation française, où l'étranger naturalisé n'est pas l'égal du Français de naissance. Et M. le ministre Marchandeaup dépose un projet de loi tendant à renforcer les dispositions relatives à l'immigration et à la naturalisation.

Veuillez nous dire, monsieur le ministre, ce que vous comptez faire à cet égard.

Ce problème doit retenir les soins spéciaux et tout à fait diligents du gouvernement.

Monsieur le ministre, nous connaissons votre savoir, votre expérience, votre combativité, vous êtes homme de ressources, ne s'embarrassant ni de préjugés ni de doctrines préconçues. Vous connaissez la structure économique du pays, sa puissance de production et de consommation, ses possibilités d'importation et d'exportation.

La situation est difficile, j'en conviens. Mais il y a des remèdes.

Pour les exercer, il faudra faire taire les crieries intéressées. Exiger des sacrifices qui seront très durs; il faut, notamment, une « pause » sociale.

Faire appel à la sagesse de chacun.

Du travail, tout de suite et n'importe lequel, pour les chômeurs. Des économies massives réelles; les économies que le gouvernement propose sont des économies de parade. C'est de l'opium pour le contribuable.

Des accords commerciaux sans tarder par voie de troc et autres. Depuis plus d'un mois, le gouvernement est investi des pouvoirs spéciaux.

Pour les obtenir, des promesses solennelles et expresses ont été faites. Seront-elles tenues? Economies sérieuses; bonne gestion; redressement économique; chasse aux cumuls.

Des mesures doivent être prises : des mesures transitoires et des mesures définitives; des mesures transitoires pour mettre fin aux difficultés budgétaires et de trésorerie; des mesures définitives pour relever le standing économique de la nation.

Est-il acquis que nous pouvons vivre dans une indépendance économique totale?

Il vous appartient d'étudier cette question et d'établir ce fait.

Dans la négative, il convient que vous recherchiez si nous devons marcher davantage dans le sillage de l'Angleterre avec alors un rattachement à la livre, mais au cours actuel, ce qui ne serait pas une dévaluation, contrairement à ce qu'a déclaré M. le ministre des finances, ou si, ainsi que le propose M. le sénateur Barnich, nous devons rechercher la collaboration avec l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays centraux.

Pour ma part, je doute de la possibilité pour la Belgique de vivre seule dans le domaine économique.

Quoi qu'il en soit, il nous faut une politique d'ensemble à maintenir durant plusieurs années.

Il faut rompre avec une politique économique à la petite semaine. Nos usines doivent s'entendre; il faut, à cet effet, une réglementation ou une coordination, donc intervention de l'Etat.

Peut-on admettre qu'une belle industrie comme celle du zinc, par exemple, doive disparaître parce qu'elle a besoin de combustible qu'elle paie 20 p. c. plus cher que ses concurrentes étrangères?

Est-il concevable qu'on ne fasse rien pour relever l'industrie textile qui périclite? Même carence pour l'industrie de la chaussure!

Outre des mesures transitoires et des mesures définitives, il y a la masse des moyens à exploiter pour soulager légèrement, mais immédiatement, les artisans, commerçants, industriels en difficultés ou aux abois :

1° Des prêts à taux **réduit**; des réductions de droits d'enregistrement sur les crédits, emprunts, cessions de créance, mainlevée à accorder sur simple déclaration que les fonds servent à donner de l'extension aux affaires ou en tout cas sans formalités compliquées;

2° Des immunités fiscales temporaires pour plusieurs catégories d'industries. Subsidés sous forme d'avantages fiscaux. Règlement de certains impôts à terme;

3° En vue d'encourager la construction, réduction importante des droits d'enregistrement et de transcription sur toute acquisition de terrain à bâtir et sur tous emprunts en vue de construction;

4° En matière d'habitations ouvrières, réduction plus forte des droits et simplification des formalités actuellement trop compliquées;

5° Dégrèvements pour tous capitaux investis dans les affaires d'exportation, création de nouveaux débouchés, nouveaux marchés;

6° Bonification des indemnités de chômage à l'industriel qui engagerait ou embaucherait en surcroît des ouvriers chômeurs et d'autres moyens de ce genre.

Madame et messieurs de la majorité, la Belgique est à un tournant de sa vie économique, sociale et politique.

Le libéralisme avait rendu le socialisme inévitable :

Par les excès tolérés dans le régime du travail;

Par une méconnaissance des valeurs morales;

Par la concentration du prolétariat ouvrier dans les agglomérations;

Par la formation de trusts, de cartels, dirigés par quelques hommes souvent incompetents et toujours trop absorbés;

Par l'abandon à elles-mêmes des classes moyennes et des classes ouvrières.

Ce qui devait être la liberté et la libre concurrence devint de la domination par quelques-uns.

De ces excès naquit le socialisme avec ses fautes, ses erreurs, sa démagogie, son incapacité de gérer, son mépris des valeurs morales.

M. Doutrepoint. — Et vous n'en faites pas, de la démagogie?

M. Brunet. — Non, pas du tout!

M. Doutrepoint. — Vous proposez la suppression de notre régime fiscal et de faire table rase de tous les impôts existants. Ce n'est pas de la démagogie, cela?

M. le président. — N'interrompez pas l'orateur. Continuez, monsieur Brunet.

M. Brunet. — Si l'on m'y autorisait, je vous répondrais.

Le socialisme fit ailleurs le lit des dictatures. (*Protestations à gauche*)

Vous le nierez aussi, sans doute?

Mais, ici, le chemin lui fut coupé. Nous avons ici une majorité antimarxiste. Vous l'avez obtenue pour partie grâce à la menace venant de l'étranger. Vous la devez aussi à la campagne menée par Rex. Celui qui sème n'est pas toujours celui qui moissonne.

M. Doutrepoint. — Et les 30 millions?

M. Brunet. — Profitez de cette majorité pour réformer le régime...

M. Doutrepoint. — Il serait beau!

M. Brunet. — ... en tenant compte de la primauté des valeurs spirituelles. Substituez-lui un régime plus humain. Créez un code social. Arrêtez une politique économique définitive. Cessez de vivre sur le capital, substance même du pays, en renonçant aux emprunts, aux dévaluations et à la fiscalité forcenée. (*Très bien! sur les bancs rexistes.*)

M. Sasserath. — Mesdames, messieurs, je désire faire connaître à M. le ministre des affaires économiques les doléances présentées par deux industries de la province de Namur.

Tout d'abord, celles de l'Entente pour la défense des intérêts généraux des carrières de grès de la Meuse et du Bocq.

Monsieur le ministre, sous la date du 4 février 1939, cette société avait l'honneur d'adresser à votre prédécesseur, M. le ministre Barnich, une lettre dont voici la teneur :

« Monsieur le ministre,

» La situation toujours plus précaire de l'industrie des carrières à pavés et concassés du Namurois me force à vous demander d'examiner les moyens qui donneraient à ces carrières la possibilité de pouvoir continuer à occuper leur personnel sans devoir les mettre en chômage.

» Le gouvernement, pendant les années précédentes, avait engagé un budget considérable pour les travaux publics. L'importance de ces travaux et le délai dans lequel ils devaient être exécutés n'ont pas permis aux carrières belges de fournir tous les matériaux nécessaires et l'on importait en Belgique, en 1937, 221,000 tonnes de pavés étrangers et, pour les onze premiers mois de 1938, 127,000 tonnes. Ceci représente sept fois la production annuelle normale des carrières de notre groupement.

» Il fut importé également en Belgique, en 1937, 792,000 tonnes de graviers de rivière et 799,000 tonnes pour les onze premiers mois de 1938, soit environ deux fois la production de pierrailles concassées de nos carrières du Namurois.

» Actuellement, le gouvernement restreint tous les crédits aux travaux publics; nous nous trouvons donc à la veille d'arrêter nos industries si l'on ne met pas un frein sérieux à l'entrée de tous ces matériaux qui nous font la concurrence.

» Il n'est pas normal qu'un pays achète des produits à l'étranger et qu'il mette en chômage les carrières qui lui procurent ces mêmes produits.

» La Hollande a importé en Belgique, les onze premiers mois de 1938, 633,000 tonnes de graviers de rivière, alors que nous n'avons pu fournir que 151,000 tonnes de concassés en Hollande; les administrations hollandaises prévoient même dans certains de leurs cahiers des charges l'emploi exclusif de graviers concassés hollandais, ceux-ci étant considérés chez eux comme « produit national »; cependant, ce gravier concassé, soi-disant « national hollandais », est dragué en grande partie de la Meuse belge.

» Ces situations de fait demandent un examen sérieux; la chute verticale du budget des travaux publics et l'importation constante des matériaux étrangers vont nous mettre dans l'impossibilité de continuer à travailler. »

Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que les arguments développés dans cette lettre en faveur d'une intervention du gouvernement sont péremptoires?

M. Van Overbergh. — Il faut acheter belge et le gouvernement doit donner l'exemple.

M. Sasserath. — Nous sommes tout à fait d'accord, mon cher collègue; sans cela, nous n'en sortirions pas. C'est d'ailleurs une façon de faire renaître la confiance, qui, à l'heure actuelle, est perdue.

On m'a assuré, monsieur le ministre, que vous aviez reçu une délégation des carriers de la Meuse et du Bocq, au sujet de la construction de la nouvelle gare centrale de la Jonction. Trois projets de façade sont à l'étude : le premier, en pierres de taille; le second, en pierres de taille et en pierres françaises, la proportion de la pierre de taille étant d'environ mille mètres cubes; le troisième, uniquement en pierres françaises.

L'industrie belge espère pouvoir compter que vous défendrez ses intérêts en faisant intégrer, dans cette façade, le plus de pierres de taille possible, provenant des carrières belges.

M. Van Overbergh. — Une demande d'interpellation à ce sujet a été introduite par plusieurs de nos collègues.

M. Sasserath. — En effet, M. le président en a donné connaissance au Sénat.

Puis-je espérer que ma modeste intervention attirera sur l'industrie des carrières votre bienveillante attention?

J'ose l'espérer et je vous remercie de ce que vous voudrez bien faire en ce sens.

Je désire maintenant m'occuper de l'industrie coutelière gembloquoise et de ses branches annexes, notamment l'industrie nouvelle de la fabrication des couvercles en acier inoxydable.

Sa situation est désespérante et la diminution du franc français, le dumping et d'autres procédés commerciaux institués par les Allemands sur une très grande échelle ont fermé des débouchés et permis une concurrence plus sérieuse encore sur le marché intérieur.

La situation est telle, que le chômage s'est installé dans la plupart des ateliers et usines, — y compris ceux des ciseaux, — qui occupent douze cents ouvriers spécialisés; ce chômage atteindra dorénavant et a déjà atteint pour certaines firmes douze à quinze jours mensuellement. Le mois passé, soit en mai, on a chômé vingt jours, et les usines fermeront à partir de samedi prochain.

Depuis des années, ces industriels ont fait part de leurs doléances et de leurs difficultés aux différents ministres qui se sont succédé aux affaires économiques.

Dès 1920, ils réclamèrent l'application de la marque d'origine sur les fabricats étrangers introduits en Belgique, et ils obtinrent, il y a deux ans, une satisfaction partielle en ce qui concerne la coutellerie; cette mesure a d'ailleurs freiné l'invasion du marché intérieur pour ces articles.

Il conviendrait que ces dispositions fussent aussi appliquées aux couverts et qu'elles fussent complétées par un poinçonnage indiquant la qualité du métal employé.

Depuis 1924, — voilà quinze ans, — les industriels gembloutois réclament le rajustement des tarifs douaniers, qui sont encore appliqués comme avant-guerre.

Il faut noter qu'à cette époque, on travaillait l'acier ordinaire, qui a été remplacé presque complètement par l'acier inoxydable, dont la valeur est quadruple ou quintuple. Et, si l'on veut réfléchir, les droits étant spécifiques et non *ad valorem*, depuis l'armistice, il en résulte une perte appréciable pour le trésor. Il faut y ajouter la vente des couteaux et des couverts en dessous du prix de revient, par les usines allemandes.

J'insiste tout spécialement sur le fait que cette situation a été signalée particulièrement en 1934, 1935, 1936 et 1937 et, enfin, en mars et avril 1938. Cependant, aucune amélioration ne s'est produite; aucune mesure n'a été prise.

Un fait est brutal : antérieurement, 80 p. c. de la production gembloutoise étaient exportés; actuellement ce chiffre est tombé à 5 p. c., d'après les plus récentes statistiques.

Non seulement on accable l'industrie de charges sociales qui atteignent 12 à 15 p. c. du prix de revient, mais on laisse pratiquer des procédés commerciaux complètement défavorables, tandis que les droits d'entrée, chez nous, sont nettement insuffisants.

En ce qui concerne les droits de douane, les produits étrangers paient 828 francs aux 100 kilogrammes, alors que l'exportation de produits gembloutois en France est taxée 3,000 francs aux 100 kilogrammes; depuis des années, nos fabricants réclament l'aménagement du droit d'entrée à 1,500 francs, ce qui n'est certes pas exagéré.

Au moment où l'on a ajouté au tarif des douanes le couteau tout en acier inoxydable, dit « Monobloc », la Chambre syndicale demandait 1,200 francs pour les 100 kilogrammes, ce qui représentait 14 p. c. de la valeur : on en a obtenu 800. En ce qui concerne le couvert en acier inoxydable, — je le disais tantôt, — la Chambre demandait 1,500 francs, ce qui a été obtenu. Quant aux couverts, cette nouvelle industrie paraissait suffisamment protégée, mais un élément nouveau en est venu compliquer la vente. Le dumping allemand a contribué à avilir les prix du marché, au point que la marchandise est vendue, par eux, au prix coûtant du métal. Il me revient que les industriels gembloutois ont averti le département des affaires économiques depuis trois ans au moins et que, malgré cela, rien n'a été fait en leur faveur.

D'autre part, il se trouve actuellement sur le marché des articles allemands offerts en dessous du prix de revient en matières premières des fabricants gembloutois, alors que ces produits — les couverts, par exemple — sont vendus en Allemagne aux prix imposés par le syndicat des fabricants et qui correspondent aux prix offerts par nos industriels.

Le dumping allemand atteindrait jusqu'à 48 p. c., et il suffirait, monsieur le ministre, que vous fîssiez une enquête près des gros acheteurs pour vous en convaincre.

Si cela continue, les industriels gembloutois sont décidés à ne plus se réapprovisionner en matières premières : ce serait alors le marasme complet.

Il faut noter que les Gembloutois sont obligés de s'approvisionner en grande partie en Allemagne pour leur métal, où on leur compte le prix fort. En outre, ils doivent acquitter les droits d'entrée en Belgique.

Les Allemands arrivent, grâce aux primes d'exportation et aux avantages que leur accorde leur gouvernement, à nous vendre leurs produits au-dessous du prix de revient de nos fabricants belges. C'est ainsi que nos industries périssent. J'attire tout spécialement l'attention de M. le ministre sur cette question absolument intolérable.

M. Van Overbergh. — Nous devons absolument être défendus; vous avez cent fois raison.

M. Sasserath. — Je vous remercie, mon cher collègue. Je vous ai parlé de la diminution du change français, du dumping, du troc, des échanges pratiqués par les fabricants d'Allemagne; je vous ai signalé les charges sociales qui pèsent lourdement sur les prix de revient et qui, malheureusement, sont de plus en plus supportées par les employeurs seuls.

Tous les perfectionnements techniques apportés dans les spécialités gembloutoises, toute l'ingéniosité et le travail acharné de nos fabricants sont insuffisants pour défendre le marché intérieur lui-même, tandis que les débouchés extérieurs sont, les uns après les autres, devenus inexistantes et aléatoires.

Les couteliers gembloutois ne réclament aucune faveur, mais simplement un appui; les marchés qu'ils ont pu conserver leur restent ouverts, grâce au fini et à la qualité de leurs produits et aussi, je me

plais à le dire et à le proclamer pour la bonne renommée de notre industrie nationale, parce que les concurrents étrangers n'ont pas toujours fourni des marchandises conformes aux qualités exigées.

Une enquête que j'ai faite auprès des fabricants gembloutois m'a permis d'avoir la certitude que les industries intéressées restent parfaitement viables; la qualité des fabricats reste largement au-dessus de ceux offerts par la concurrence étrangère; la main-d'œuvre ne fait point défaut, l'outillage et les méthodes de fabrication subsistent une évolution constante en s'améliorant sans cesse; l'ouvrier coutelier pourrait, dans des conditions normales, gagner honnêtement sa vie.

En résumé, je pense, monsieur le ministre, que les difficultés rencontrées ne seraient pas insurmontables si l'on pouvait compter sur la collaboration de ceux qui ont la direction du pays, et en tout premier ordre sur celle de M. le ministre des affaires économiques.

J'ai eu l'honneur, monsieur le ministre, de vous entretenir, il y a quelques jours et très brièvement, de la situation que je viens de décrire aujourd'hui, d'accord avec vous.

Vous m'avez promis de l'étudier avec intérêt et bienveillance et d'apporter les remèdes nécessaires pour que l'industrie gembloutoise reprenne force et vigueur.

Je veux vous faire confiance. (*Applaudissements sur les bancs libéraux.*)

MOTION D'ORDRE. — ORDEMOTIE.

M. F. Demets. — Lorsque, il y a un peu plus de deux ans, j'ai eu l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à modifier la loi instituant l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre, cette proposition a été envoyée à l'examen de la commission de la justice. Or, actuellement, l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre dépend du ministère de la santé publique. Je demande au Sénat de bien vouloir décider que la commission de la justice soit dessaisie au profit de la commission de la santé publique. (*Assentiment.*)

M. le président. — Il en sera donc ainsi.

REPRISE DE LA DISCUSSION.

HERVATTING VAN DE BEHANDELING.

M. le président. — Nous reprenons la discussion du budget des affaires économiques.

La parole est à M. Servais.

M. Servais. — Monsieur le ministre, messieurs, le budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour 1939 a été, comme celui de 1938, rapporté par notre ancien collègue M. Van Coillie, que les représentants des classes moyennes, tout particulièrement, regrettent de ne plus voir siéger sur ces bancs. Ils souhaitent que cette absence ne soit que momentanée; M. Van Coillie, en effet, était spécialement qualifié pour dresser le bilan de l'activité économique du pays, et le document qu'il nous a laissé pour la discussion de ce budget est un travail statistique d'une réelle valeur.

Après avoir établi quelle est notre situation économique par rapport aux autres pays et avoir déterminé l'état de crise que nous traversons depuis dix ans, l'honorable rapporteur en souligne la gravité et nous invite à ne pas trop nous fier à un retour éventuel à une situation florissante. Les mesures prises par beaucoup de pays, leurs tendances autarciques, la concurrence des pays neufs, les fluctuations monétaires et bien d'autres causes doivent nous inciter à la prudence et, par ailleurs, à l'amélioration de la capacité professionnelle et industrielle de tous ceux qui ont une part d'activité dans la production, la transformation et la vente, tant pour l'intérieur que pour l'extérieur.

Je ne puis suivre aujourd'hui M. Van Coillie dans les détails de son rapport, puisque aussi bien la discussion de ce budget doit être écourtée en raison du retard apporté à son vote et, avec notre nouveau rapporteur, M. Pierre De Smet, qui s'est référé au rapport de son prédécesseur, je souhaite que le gouvernement, et spécialement le nouveau ministre des affaires économiques et des classes moyennes, auquel nous faisons confiance, puisse « créer des conditions plus favorables » au développement de notre économie nationale.

Ceci dit, je voudrais, une fois de plus, attirer l'attention très sérieuse du ministre et du gouvernement sur la situation vraiment inférieure faite aux classes moyennes commerçantes, artisanales et industrielles.

C'est avec combien de raison que notre honorable collègue M. De Smet recommande au gouvernement de sauvegarder les intérêts très menacés de ces catégories de citoyens, au profit desquels, tout d'abord, il demande, avec insistance, le vote du projet

d'organisation des métiers et négoce. Ce projet est prêt; il était rapporté déjà; il est aujourd'hui reproduit à nouveau devant la Haute Assemblée et il est prouvé qu'il ne va nullement à l'encontre du projet général d'organisation des professions.

Dans quelques jours, notre collègue M. Houben, qui a remplacé dans cette tâche un autre collègue disparu momentanément, M. Lohcst, auquel il me plaît de rendre hommage, notre collègue, dis-je, déposera un nouveau rapport. En apportant un peu de bonne volonté à sa discussion, nous pourrions en finir cette année et donner aux classes moyennes la possibilité, en se groupant légalement, de poursuivre une action bienfaisante dans le cadre de l'intérêt général bien compris.

Il y a lieu aussi, et c'est à M. le ministre spécialement que je m'adresse, de passer aux actes en ce qui concerne l'institut d'études et de documentation. M. le ministre Heymans a fait voter, en juin dernier, la loi permettant la création de cet institut. Pourquoi rien n'a-t-il donc été fait depuis un an? Pourquoi le conseil d'administration de cet institut n'a-t-il pas été nommé? Laissez-moi vous dire, monsieur le ministre, que les classes moyennes ne parviennent pas à comprendre un si long retard. On ne peut invoquer ici les changements de gouvernement ou la dissolution; la mise en œuvre de cette institution est un acte purement administratif. Je regrette sincèrement qu'il n'ait pas été posé et je demande à M. le ministre Sap d'attacher son nom, sans délai, à cette création.

Une autre question très urgente, c'est le vote d'une loi réglementant le commerce en détail. Nous vivons encore, jusqu'au 31 juillet, sous le règne de la loi de cadenas, la cinquième depuis 1936. Des projets dus à l'initiative parlementaire ont été déposés, l'administration des classes moyennes en a élaboré un au cours de l'an dernier, mais il n'a pas été distribué. Ou bien le gouvernement le déposera et le fera voter d'urgence, ou bien il devra, à la faveur des pouvoirs lui accordés, renouveler la loi de cadenas.

Mais, à cet égard, je dois attirer votre attention sur le fait que cette loi, insuffisante dans son texte, est tournée fréquemment.

Certaines grandes entreprises, désireuses d'accroître le nombre de leurs activités, en froient le texte ou l'interprètent de manière telle, que, pratiquement, de nouveaux établissements ou de nouveaux rayons s'ajoutent aux anciens. Je sais que l'administration des classes moyennes fait tout son possible pour l'éviter et je lui rends hommage, mais elle n'est pas suffisamment armée.

Un exemple tout récent : parce que, précédemment, un de ces grands établissements vendait quelques chicons et quelques tomates en caissettes, il s'est cru autorisé à établir un véritable commerce et, sur une grande échelle, vend tout ce que fournit le verdurier spécialisé et il est occupé à tuer tous les petits négociants verduriers de cette localité importante. Parce que tel autre vend actuellement et très accessoirement des lits en fer ou des chaises de jardin, il se croira autorisé à faire le commerce complet d'ameublement. Ce n'est assurément pas cela que le législateur a voulu lorsqu'il a voté la loi de cadenas. Dans les conditions actuelles, celle-ci est quasi inopérante; il faut donc choisir : ou bien laisser disparaître de nos villes tous les petits commerçants, ou bien les protéger efficacement.

Personne ne songe à provoquer cette disparition, dira-t-on, mais c'est insuffisant; il faut l'empêcher, et j'ai été satisfait en lisant hier, dans un grand quotidien bruxellois, qu'un de nos honorables collègues de la gauche libérale défendait sur ce point l'opinion que chaque année j'émetts ici.

Le problème des étrangers, commerçants en Belgique, a également retenu l'attention de la commission, et le rapporteur le signale en soulignant la concurrence qu'ils font au commerce belge.

Les conditions dans lesquelles vivent ces émigrants, leur peu de souci des charges fiscales et sociales et aussi les maigres salaires dont se contentent souvent leurs préposés, leur permettent d'exercer leur activité dans des conditions impossibles et que ne peuvent suivre les commerçants belges. Sur nos marchés, le long de nos rues notamment, une quantité de marchands ambulants et de colporteurs étrangers font des affaires au détriment du commerce régulier exercé par nos nationaux. Le gouvernement doit se préoccuper de cette concurrence et, surveillant de très près les activités de ces étrangers, doit en réduire le nombre à toute occasion et il doit s'assurer plus strictement que ces gens s'acquittent bien de toutes les obligations fiscales et sociales.

Dans le même ordre d'idées, il y aurait lieu aussi d'empêcher que des fabricants étrangers fissent une concurrence sans mesure à nos nationaux et ceux-ci devraient être mieux protégés; je sais que la question est délicate, mais je signale quand même en exemple ce que la France vient de décider en faveur des fabricants de chaussures de ce pays.

La France n'ayant pas reconnu l'annexion ou, si l'on préfère cet euphémisme, le « protectorat » de la Tchécoslovaquie par le Reich, il tombait sous le sens que rien de ce qui antérieurement était accordé à la Tchécoslovaquie ne pouvait être rétrogradé à l'Allemagne.

Le *Journal officiel* du 1^{er} avril a confirmé ce point de vue, les contingents de la Tchécoslovaquie s'y trouvant purement et simplement supprimés. En ce qui concerne la chaussure, cette suppression s'imposait encore plus impérieusement, surtout depuis qu'on sait que M. Jan Bata, sollicité par les autorités allemandes de reprendre la direction des usines de Zlin, a immédiatement accepté. Ainsi les usines monstres de Moravie vont-elles maintenant travailler dans le Reich et au profit du Reich.

En vertu du décret du 1^{er} avril, les 700.000 paires de chaussures qui annuellement entraient en France n'y entrent plus, et cela au profit des fabricants de chaussures français.

Je ne sais si nos relations internationales nous permettent de semblables mesures, mais j'en signale une qui s'imposerait en Belgique comme en France.

Une concurrence que nous dénonçons chaque année, c'est celle que l'Etat et divers établissements publics font également au commerce. Une commission d'enquête a été créée et a dû faire un rapport sur ces travaux; nous nous permettons de demander à M. le ministre quels en ont été les résultats et, éventuellement, quelles mesures ont été prises.

Chaque année aussi, mais nous clamons dans le désert, semble-t-il, nous avons demandé qu'une simplification fût apportée au régime des impôts, spécialement de la taxe professionnelle et des taxes assimilées au timbre.

Quand donc se rendra-t-on compte que l'on indispose bien inutilement les petits commerçants et artisans par la complexité des dispositions fiscales?

A cet égard, j'attire l'attention du gouvernement sur la proposition de loi déposée à la Chambre par M. Merget, préconisant d'étendre le système de forfait en matière de taxe professionnelle, d'accord avec les organisations qualifiées pour en discuter avec l'administration. Rien n'est plus déprimant pour le commerçant ou pour l'artisan que d'établir sa feuille d'impôts suivant les formules actuelles, auxquelles il ne comprend pas grand-chose, et de devoir discuter, quand on le lui permet, avec l'administration.

Il faut absolument s'attacher à simplifier les formalités et les calculs, et je pense que chacun y trouverait son compte; le commerçant accepte de payer sa part d'impôt, mais encore faut-il que celle-ci ne dépasse pas le raisonnable et qu'il sache exactement qu'il paye à raison de son bénéfice net.

Enfin, je veux dire quelques mots des charges sociales et du contrôle qui s'exerce à leur sujet. A cet égard, il nous est revenu que le gouvernement pensait à réduire au minimum le nombre de visites successives qui sont faites chez les patrons par les contrôleurs. Il songerait à réunir les différents contrôles en de mêmes mains. Ces visites successives par des contrôleurs spéciaux pour chaque genre de lois sociales énervent le petit patron; aujourd'hui, c'est la visite de l'inspecteur du travail, demain, celle du contrôleur des lois de pension et d'allocations familiales, puis celle du fonctionnaire chargé de l'application d'une autre loi, bref, ce sont des visites répétées, alors que le tout pourrait se faire en une même vacation.

Je souhaite que le gouvernement procède à cette simplification de la surveillance, assurément nécessaire, mais qui pourrait s'exercer aussi efficacement, tout en n'indisposant pas les contrôlés.

M. Roland. — C'est fait.

M. Servais. — Depuis quand?

M. Roland. — Depuis plusieurs mois.

M. Servais. — Je ne m'en suis pas aperçu jusqu'ici dans ma ville.

M. Roland. — Les services de contrôle sont fusionnés.

M. Servais. — C'est peut-être fait en théorie, mais pas en pratique.

M. Roland. — Mais si.

M. Servais. — Je regrette de ne m'en être pas aperçu jusqu'ici.

Quant à l'importance des charges sociales, nous avons dit l'an dernier qu'une pause devait avoir lieu, et nous renforçons cette année cette appréciation, vu la situation plus mauvaise que nous vivons. Tout le monde sait que l'année 1938 a été très peu lucrative pour les classes moyennes, et l'année 1939 le sera moins encore. Nous ne pouvons plus accepter de nouveauté ni d'aggravation dans ce domaine, et cependant, pour éviter une loi insuffisamment étudiée, le parlement a accepté, en décembre dernier, et pour deux trimestres, la perception d'une contribution à l'office national du chômage, ou plus exactement, pour combler un déficit budgétaire.

Et voici que le gouvernement s'est décidé à nous demander d'étendre à toute l'année la loi de décembre, si bien que pour 1939, c'est plus de 125 millions qu'on demanderait à tous ceux qui emploient du personnel. Nous avons été amenés, fin décembre, au vote de cette contribution pour six mois; renouveler ce vote pour une seconde période ne serait pas raisonnable, et s'il faut trouver une nouvelle

somme pour combler un déficit, c'est à l'ensemble de la population qu'il faut la demander et non à ceux qui sont déjà frappés beaucoup plus lourdement que d'autres et dont les affaires vont de mal en pis.

M. Moulin. — Si l'on avait voté l'assurance-chômage obligatoire, cela ne serait pas arrivé!

M. Servais. — D'accord pour un système d'assurance-chômage obligatoire, mais en attendant il ne nous appartient pas, à nous seuls, de payer, alors que des centaines de milliers d'ouvriers n'ont pas cru devoir s'affilier.

M. Roland. — Vous seuls? Vous oubliez que les ouvriers payent depuis longtemps.

M. Servais. — Nous seuls, absolument.

J'espère que M. le ministre des classes moyennes saura défendre, en l'occurrence, les intérêts dont il a la garde; les représentants des classes moyennes ne pourraient donner un vote affirmatif à cette proposition.

J'ai souvent attiré l'attention du gouvernement sur la question du crédit aux classes moyennes. On peut dire aujourd'hui que les organismes créés dans ce but fonctionnent bien, et l'autre jour on fêta, en dressant son bilan, la Caisse du Petit Crédit professionnel, institution qui a rendu déjà beaucoup de services; mais je répète chaque année aussi que les taux d'intérêt sont plus avantageux pour les autres catégories de citoyens que pour nous. Ceux-là, suivant qu'il s'agit d'ouvriers ou de petite propriété terrienne ou de prêts agricoles, payent 1 et 2 p. c. en moins que les commerçants et artisans. Pourquoi donc sommes-nous, ici encore, en état d'infériorité?

Enfin, je veux rappeler au gouvernement que la commission a estimé que la réduction de 62,500 francs de l'article du budget qui accorde un subside aux chambres des métiers et négociants est déplorable et que le ministre de l'époque a promis de s'attacher à trouver à un autre article du budget de quoi satisfaire ces organismes officiels, qui sont très maigrement dotés.

Depuis des années, à chaque remaniement ministériel, un paragraphe de la déclaration du nouveau gouvernement est consacré aux classes moyennes, qui vont de l'artisan à l'industriel, en passant par le commerçant et l'agriculteur. Au cours des discussions du budget du ministère de l'agriculture, il a été insisté sur le caractère urgent des mesures à prendre en faveur des exploitants de la terre, et je me rallie aux observations et demandes qui ont été faites en leur faveur.

Aujourd'hui, c'est de l'autre secteur des classes moyennes qu'il s'agit, et, en terminant, je demande au gouvernement de s'attacher spécialement à trouver les projets raisonnables, capables d'empêcher la prolifération de toute cette partie de la population qui ne demande rien d'autre à l'Etat que de l'aider à vivre en travaillant. *(Applaudissements à droite.)*

M. Tincier. — Mesdames, messieurs, je désire indiquer tout d'abord que discuter les chiffres apparaît illusoire, vu que les pouvoirs spéciaux peuvent transformer le budget.

Ce budget se discute dans une période de tension politique internationale et de dépression économique à l'intérieur de notre pays; en effet, nos commerçants, déjà frappés dans leurs chiffres d'affaires par la concurrence leur faite par les grands magasins, les Priba, Sarma et autres, vendant en grande partie des produits de provenance des pays fascistes, voient leurs chiffres d'affaires encore diminués par l'oppression et l'inquiétude dont notre population est étreinte devant les menaces d'agression des pays qui inondent véritablement la Belgique de leurs produits, ce qui leur est possible par la pratique d'une politique de bas salaires, longues heures de travail et de régression sociale de leurs populations.

Dans notre pays, cette politique de bas salaires oblige les travailleurs à s'approvisionner dans les grands magasins vendant des produits de qualité inférieure.

Il n'est pas rare, le soir, de parler avec des commerçants qui vous disent: « Aujourd'hui, je n'ai pas fait suffisamment d'affaires pour couvrir mes frais généraux. »

C'est par centaines que les faillites seront prononcées, et cette situation perdurera aussi longtemps que notre population n'aura pas repris confiance, et cette confiance ne lui reviendra que quand tous les pays démocratiques auront groupé leurs forces dans un front solide pour empêcher le déclenchement de la guerre rêvée par les pays fascistes.

Des causes intérieures interviennent aussi: je citerai le chômage, et en prenant le recensement effectué au cours de la semaine du 22 au 27 mai de cette année, nous voyons que la moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés a été de 181,170 unités contre 191,202 pour la semaine précédente, soit une diminution de 10,032 unités, mais une augmentation de 74,448 unités sur la semaine correspondante de 1937 et de 19,863 unités sur la semaine correspondante de 1938.

La diminution n'est pas la cause d'une reprise industrielle, mais elle résulte du fait que ces chômeurs ont trouvé à s'occuper dans les travaux saisonniers de l'agriculture, ce qui veut dire que quand ces travaux seront terminés, nous constaterons une nouvelle recrudescence du chômage.

La fermeture des Charbonnages du Levant de Flénu occasionne la mise sans travail de 4,500 ouvriers et employés, qui, avec leurs familles, totalisent un chiffre de 25,000 personnes qui verront leur pouvoir d'achat diminuer, amenant ainsi une diminution considérable du commerce et qui atteindra une masse de plus de 50,000 personnes.

La fermeture des Charbonnages du Levant, c'est aussi le coup de sonde préparant les diminutions de salaires, la restauration de la semaine de quarante-huit heures pour les mineurs, les attaques contre les congés payés; conquêtes des mineurs au cours de leur grande grève de 1936.

Il faut envisager l'aide des charbonnages riches aux charbonnages pauvres.

Cela est-il possible? Oui, car d'après un recensement fait en 1938, sur 67 charbonnages, 63 étaient en bénéfiques; 357 millions furent mis à la réserve ou servirent à des amortissements; 242 millions furent distribués en dividendes. Ces chiffres démontrent que les charbonnages riches pourraient sans peine venir en aide aux autres.

La question est urgente, une population risque d'être affamée.

Je me permets d'attirer, en passant, l'attention de l'honorable ministre sur la situation qui est créée aux populations de nos régions industrielles par suite des poussières répandues partout par les triages, qui abîment toute la végétation et occasionnent des dégâts aux immeubles.

Je cite Marcinelle et Marchienne-au-Pont.

Dans ces localités, il n'est pas possible aux ménagères de faire un travail sérieux de nettoyage, sauf le dimanche matin. Malgré les multiples plaintes, l'administration fait preuve d'une indifférence totale, ce qui indigné les habitants sinistrés et qui se disposent à poursuivre les auteurs des dégâts.

Dans l'industrie de la pierre, le chômage sévit avec intensité: 30 p. c. des ouvriers carriers travaillent en moyenne deux jours par semaine. L'absence d'une politique de grands travaux crée des difficultés à cette industrie; l'indifférence pour l'emploi des produits de nos carrières dans les travaux qui sont effectués laisse croire que les pouvoirs publics veulent réduire à la faillite une industrie nationale; en effet, on croit savoir que le projet de la nouvelle gare du Nord prévoit un emploi de 1,000 mètres cubes de pierres blanches étrangères; or, pour le revêtement extérieur des bâtiments publics, la pierre bleue dépasse en qualité et en beauté incontestablement tous autres matériaux.

Cinq cent soixante mille tonnes de pavés ont été achetés à l'étranger par les pouvoirs publics et pendant les trois années qui viennent de s'écouler,

Les économies que l'on croit réaliser ne sont pas toujours vraies, car elles occasionnent des dépenses supplémentaires pour l'indemnisation des travailleurs mis en chômage.

La situation est tout autre pour les capitalistes, qui, malgré le chômage, voient leurs bénéfices augmenter sans cesse. Voyons les résultats financiers de quelques sociétés métallurgiques:

Angleur-Athus: 47,588,512 francs en 1938, contre 37,317,561 francs en 1937;

Cockerill: 64,482,685 francs en 1938, contre 67,643,814 francs en 1937;

Thy-le-Château: 8,518,198 francs en 1938, contre 8,143,557 francs en 1937;

Sambre-et-Moselle: 15,551,384 fr. en 1938, contre 13,062,248 fr. en 1937;

Métallurgique Hainaut: 21,800,615 francs en 1938, contre 16,010,825 francs en 1937.

Pour 1938, le boni réalisé par la Providence, Ougrée-Marihaye et Phénix-Works est respectivement de 53,641,666 francs, 71,252,015 fr. et 21,443,157 francs.

Dans l'électricité, les comptes de la Société du Gaz et Electricité du Hainaut accusent, pour 1938, un bénéfice net de 38,658,693 francs contre 34,639,867 francs en 1937.

Nous voyons par ces chiffres que si la situation est désastreuse pour les petits commerçants et les travailleurs mis en chômage et menacés de devoir quitter la région qui les a vus naître, faute d'y trouver du travail, il n'en est pas de même pour les magnats de la finance, qui voient chaque année augmenter leurs chiffres de bénéfices.

Nous, communistes, nous luttons pour le régime socialiste, dans lequel sera définitivement supprimée l'exploitation de l'homme par l'homme; mais, dans le cadre du régime actuel, nous entendons étudier les moyens d'améliorer la situation économique qui s'empire chaque jour.

Nous estimons qu'il est possible d'apporter un changement heureux à la situation :

En élargissant le marché intérieur par le relèvement du niveau d'existence des masses laborieuses;

Par la réalisation de grands travaux d'utilité publique, en rééquipant économiquement le pays, par la création de nouvelles industries, par la modernisation de l'agriculture, ouvrant de nouvelles possibilités d'exportation;

En défendant l'économie du pays et du Congo contre le dumping des pays totalitaires, ce qui assurerait la remise au travail des chômeurs;

En luttant contre la vie chère par des mesures énergiques contre les trusts et les cartels, par la nationalisation de fait de l'électricité et des assurances;

En réformant l'index afin qu'il reflète fidèlement les fluctuations du coût de la vie.

Certes, le programme que nous proposons n'est pas une panacée. Une solution définitive et complète ne peut se trouver qu'en suivant la voie tracée, avec le succès que chacun doit aujourd'hui reconnaître, par nos camarades de l'Union soviétique.

Mais en attendant que la nécessité de cette solution soit apparue à nos concitoyens, nous nous refusons à nous croiser les bras et à contempler, impassibles, le gâchis croissant dans lequel risque de sombrer le pays où nous sommes nés.

Nous sommes convaincus que l'entente peut parfaitement se réaliser dès maintenant entre les démocrates, qui sont majorité dans le pays, pour entamer une politique économique nouvelle.

Le moment est venu de passer à l'action et d'unir les forces saines pour arracher le pays à l'abîme, pour éviter de faire retomber de nouveau le poids de la crise nouvelle sur les masses laborieuses.

M. Moulin. — Messieurs, lors de la discussion du budget des travaux publics, j'ai parlé de la situation pénible dans laquelle est plongé le Tournaisis.

Je m'en voudrais d'occuper très longtemps le temps de la Haute Assemblée en reproduisant aujourd'hui la situation angoissante de cette région.

Si j'interviens dans la discussion du budget des affaires économiques, c'est parce que j'estime que ce département est le plus qualifié pour mettre fin à la situation catastrophique qui étire le Tournaisis depuis bientôt dix ans.

Petit à petit, nous avons vu disparaître les industries.

Le bassin calcaire d'abord, qui occupait, il y a une quinzaine d'années, plus de 6,000 ouvriers, en compte encore actuellement 2,500.

Depuis plusieurs années, tant à la Chambre des représentants qu'ici même, au Sénat, l'attention du gouvernement a été attirée sur la position critique et pénible de ce coin de la province de Hainaut.

Malheureusement, ce fut en vain. Nos voix n'ont eu guère d'écho jusqu'à présent.

Si quelques essais timides ont été tentés en vue de résorber le chômage par l'exécution de quelques travaux d'envergure, rien n'a quand même été fait dans le but d'essayer de sauver le bassin calcaire du Tournaisis.

Mais le bassin calcaire ne constitue pas à lui seul l'activité industrielle du Tournaisis, hélas aujourd'hui disparue.

En effet, à Tournai même, il y avait des filatures; elles ont disparu au cours des dernières années. Des chocolateries, des tonnelleres n'existent plus qu'à l'état de souvenir.

De plus en plus, le chômage s'étend.

Ne fera-t-on rien en haut lieu qui permettrait de relever la situation économique du Tournaisis?

Il y a dans notre région une excellente main-d'œuvre qui ne demande pas mieux que d'offrir ses bras à l'industrie, au lieu de continuer à se déprimer dans le chômage.

On a beaucoup parlé des classes moyennes au cours de la discussion de ce budget.

Je suis complètement d'accord pour aider les classes moyennes. Il faudrait toutefois que celles-ci s'emploient elles-mêmes à ne pas se créer des difficultés mutuellement.

Mais comment voulez-vous très sérieusement venir en aide aux classes moyennes si le paupérisme grandit sans cesse par suite de l'extension du chômage? Le sort des uns est intimement lié au sort des autres; par conséquent, c'est permettre aux ouvriers de gagner de bons salaires qu'il faut pour aider les classes moyennes.

L'honorable rapporteur a parlé en termes éloquentes de la création de nouvelles industries. Toutefois, les effets à attendre de cette innovation, ce serait pour plus tard.

J'avoue que le présent m'intéresse tout autant que l'avenir, ce qui ne veut pas dire que je ferme les yeux sur ce qui arriverait plus tard.

Depuis bientôt dix ans, je le répète, la décadence industrielle se poursuit dans le Tournaisis.

Il est donc temps de songer à la rénovation économique de cette région.

C'est pour demander de vous atteler sérieusement à cette rénovation que j'ai retenu l'attention du Sénat pendant quelques instants, mais tout particulièrement l'attention de l'honorable ministre des affaires économiques. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Spreutel. — Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, à différentes reprises, j'ai eu l'honneur d'attirer l'attention du gouvernement et de mes collègues du Sénat sur la situation malheureuse qui atteint notre région à la suite de la disparition de plusieurs établissements industriels, alors qu'aucune perspective favorable n'est en vue pour l'avenir.

Des journaux ont souvent, sous la rubrique : « Le Borinage se meurt », exposé la situation dans laquelle cette région se mouvait désespérément depuis quelques années.

Malheureusement, cette partie du Hainaut continue à dépérir.

J'ose espérer que le gouvernement finira par entendre notre voix et qu'il s'intéressera au grave problème de la production, de la main-d'œuvre qualifiée et de la répartition plus équitable des matières premières.

Il y a quelques jours, M. Delattre, ancien ministre, faisait aussi appel au gouvernement et au pays pour que l'on trouvât une solution capable d'éviter l'arrêt des Charbonnages du Levant de Flénu, après tant d'autres puits qui sont inactifs.

Il n'y a pas que l'industrie charbonnière qui souffre en ce moment; il y en a d'autres qui disparaissent les unes après les autres et qui ne méritent pas le sort qui leur est fait.

Depuis ces quelques dernières années seulement, voici les firmes qui ont fermé définitivement leurs portes :

Ateliers de Construction de Flénu, Produits, occupant 200 personnes; Ateliers Joly, à Saint-Ghislain, occupant 100 personnes; Tuyauteries et Tréfileries belges, à Mons, occupant 50 personnes; Acieries de Mons, à Nimy, occupant 300 personnes; Fours à Coke de Quiévrain, occupant 130 personnes; Verreries et Gobeletterie de Saint-Ghislain, occupant 225 personnes; Verreries et Gobeletterie de Boussu, occupant 275 personnes; Verreries mécaniques de Jemappes, occupant 650 personnes.

M. Rutten. — Est-ce définitif?

M. Spreutel. — Oui, mon cher collègue.

En 1931, il y avait encore 50 puits en exploitation au Borinage. Il n'y en a plus que 24 aujourd'hui.

Notre région a occupé jusque 38,000 mineurs.

En 1930, l'enquête a révélé qu'il y avait encore 23,804 mineurs occupés, mais à ce jour, il n'en reste plus que 17,500.

Vous admettez que ces chiffres méritent de retenir notre sérieuse attention.

D'autres usines souffrent de la crise.

Les Faïenceries de Saint-Ghislain occupent plus de 300 ouvriers. Ils chôment alternativement à raison d'un tiers chaque semaine.

Les usines de produits réfractaires ne sont pas mieux loties et il en est ainsi pour la majeure partie des établissements, qui chôment à raison de 35 à 50 p. c. du personnel occupé.

En plus de la détresse de nos industries que je viens d'évoquer, deux des plus importants établissements sont à la veille de cesser toute activité, et pour ceux-ci, je supplie le gouvernement de mettre tout en œuvre pour qu'ils ne subissent pas le sort des autres...

Il s'agit d'abord des Ateliers de Construction mécanique de Boussu, qui furent universellement renommés et qui, malheureusement, ont été mortellement blessés par la guerre.

On y a occupé près de 500 ouvriers, on y construisait des locomotives, des appareils de sucreries, de brasseries, etc. Une fonderie de fer très importante y est annexée.

Aujourd'hui encore, il y a des employés, des techniciens et des ouvriers de valeur qui y travaillent depuis plus de quarante ans, et dans quelques jours, dans deux ou trois semaines, cet atelier aura cessé d'exister...

Vraiment, messieurs, je vous le demande, n'y a-t-il donc rien à tenter pour que cette usine continue à travailler?

Pour de grands travaux, pour les besoins de la défense nationale, ne peut-on solliciter les services de cette importante firme?

En second lieu, il s'agit encore des Laminiers de Nimy.

Cette usine est très bien équipée; alimentée par deux fours, elle peut laminer 220 tonnes par huit heures. Cela équivaut à une production de 5,200 tonnes par mois, à deux pauses.

A la suite de multiples démarches, elle a obtenu au maximum 1,800 tonnes de matières premières.

Elle peut occuper 450 ouvriers; il y en a eu, en 1937, 300, tandis qu'à présent, il y en a encore une centaine qui travaillent par alternance. A noter qu'au cours de l'an dernier, sur trois cents jours ouvrables, le personnel a travaillé cent douze journées.

Cette usine, en travaillant aux deux tiers de sa production, a fait des bénéfices capables de rémunérer le capital engagé.

Malgré cela, cette usine a été absorbée par « Cofinindus ». Pourquoi?

On prétend que son prix de revient était trop élevé. Nous estimons, nous, qu'elle pouvait faire face aux charges qui lui incombent.

Mais nous pensons, au contraire, que la part de matières premières obtenue du cartel de l'acier n'est pas étrangère à cette fusion, à moins que la Cofinindus ne l'ait reprise pour faire disparaître un concurrent sérieux, ce qui revient au même.

Mais le fait est que ce laminoir a deux mille tonnes en commande et qu'il ne reçoit pas les matières premières nécessaires à satisfaire la clientèle...

Je vous demande, monsieur le ministre, de bien vouloir examiner sérieusement la possibilité de faire tourner cette usine, en lui octroyant la quote-part de matières premières consenties par un groupe d'industriels transformateurs, dans le but humanitaire de laisser en vie cet important établissement et d'adoucir quelque peu la situation misérable de son personnel.

Monsieur le ministre, chers collègues industriels de cette Chambre, ne pouvez-vous vraiment pas nous aider à trouver une solution pour que notre région industrielle boraine ne meure point? Nous avons des institutions d'enseignement professionnel.

Au sein des organisations ouvrières professionnelles, nous avons mené une campagne intense en faveur de ces institutions post-scolaires, en disant, en répétant à tous propos qu'on allait y puiser un capital de savoir et de connaissances que l'on ne perdrait pas en chemin.

Comprenez-vous, mesdames et messieurs, quelle anxiété étreint les cœurs de nos populations laborieuses?

Quelles sont les perspectives d'avenir pour notre jeunesse?

Après l'enseignement professionnel, moyen ou supérieur, les parents de cette région déshéritée se demandent avec angoisse ce qu'ils vont faire de leurs enfants, si la situation ne s'améliore pas à brève échéance...

Mais je veux espérer malgré tout que M. le ministre voudra bien nous faire une déclaration sur les intentions du gouvernement en ce qui concerne le développement de sa politique économique du pays et sur les mesures qu'il compte prendre envers notre région, si éprouvée par la dépression constante de ses industries, en un mot, tout faire pour que renaisse enfin tout ce qui constitue la raison de vivre : le bonheur de pouvoir encore travailler! (*Vifs applaudissements.*)

M. Hans. — Il n'y a que les industriels qui n'applaudissent pas. (*Colloques.*)

Tout cela est inspiré par l'hostilité des industriels à l'égard de la classe ouvrière.

M. F. Demets. — Puis-je demander au gouvernement quand il compte déposer un projet de loi abolissant le Conseil des mines?

M. le président. — L'heure de la levée de la séance est arrivée. Nous reprendrons cette discussion à 2 heures. J'engage mes collègues à réduire dans toute la mesure du possible la durée de leurs interventions, étant donné qu'il y a encore huit orateurs inscrits et que nous devons terminer cette discussion aujourd'hui.

— La séance est levée à midi.

De vergadering wordt opgeheven te twaalf uur.

Cet après-midi, séance publique à 14 heures.

Heden namiddag, openbare vergadering te 14 uur.

N° 21.

SEANCE DE L'APRES-MIDI.
NAMIDDAGVERGADERING.

SOMMAIRE :

BUDGET (Discussion) :

AFFAIRES ÉCONOMIQUES :

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1939. Discussion générale. *Orateurs* : MM. Debeuckelaere, Sap, p. 309.

INTERPELLATION :

De MM. Finné et D'Haese. Vote sur ordre du jour. *Orateurs* : MM. Vos, Rutten, Jos. De Clercq, Van Dieren, Catteau, blz. 321. — Vote, p. 322.

MOTION D'ORDRE :

MM. de la Barre d'Erquelines, Dessain, p. 322.

RAPPORT (Dépôt) :

M. Van Remoortel : Proposition de loi d'amnistie des infractions connexes aux engagements volontaires dans les armées espagnoles, p. 322.

INHOUDSOPGAVE :

BEGROOTING (Behandeling) :

ECONOMISCHE ZAKEN :

Begrooting van het ministerie van economische zaken en middenstand voor het dienstjaar 1939. Algemeene behandeling. *Spreekers* : De heeren Debeuckelaere, Sap, blz. 309.

INTERPELLATIE :

Van de heeren Finné en D'Haese. Stemming over motie. *Spreekers* : De heeren Vos, Rutten, Jos. De Clercq, Van Dieren, Catteau, blz. 321. — Stemming, blz. 322.

ORDEMOTIE :

De heeren de la Barre d'Erquelines, Dessain, blz. 322.

VERSLAG (Indiening) :

De heer Van Remoortel : Wetsvoorstel van amnestie voor misdrijven in verband met vrijwillige dienstnemeningen bij de Spaansche legers, blz. 322.

PRESIDENCE DE M. GILLON, PRESIDENT.

VOORZITTERSCHAP VAN DEN HEER GILLON, VOORZITTER.

MM. Fernand Demets et J.-J. De Clercq, secrétaires, prennent place au bureau.

De heeren Fernand Demets en J.-J. De Clercq, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 heures.

De vergadering wordt geopend te 14 uur.

BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES POUR L'EXERCICE 1939. —
CONTINUATION DE LA DISCUSSION.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN ECONOMISCHE
ZAKEN EN MIDDENSTAND VOOR HET DIENSTJAAR 1939. —
VOORTZETTING VAN DE BEHANDELING.

M. le président. — Mesdames, messieurs, nous reprenons la discussion du budget des affaires économiques.

Het woord is aan den heer Debeuckelaere.

De heer Debeuckelaere. — Mevrouwen, mijne heeren, de behandeling van deze begrooting gaat door in heel uitzonderlijke omstandigheden. Inderdaad, wij zijn heden 8 Juni 1939, en nu pas bespreken wij de begrooting van economische zaken. De regering heeft, voor de zooveelste maal, reeds een reeks maatregelen getroffen, vele uitgaven gedaan en andere vergoedingen toegezegd en nu komt zij pas het parlement vragen om goedkeuring van het afgedaan werk. In die omstandigheden schijnt een bespreking tamelijk overbodig. Wij moeten daaraan toevoegen dat wij leven in een periode van volmachten waarbij de regering gemachtigd is « alle overdrachten te gelasten van in den loop van het dienstjaar voorziene kredietexcedenten onder de verschillende begrootingen en artikelen der gewone begrootingen die 's Rijks algemeene begrooting vormen », en tevens dat aan den Koning bepaalde machten worden toegekend, inzonderheid voor het bekomen van gunstiger voorwaarden voor de ontwikkeling van 's lands economie.

Dat beteekent dat er geen beperking bestaat noch in mogelijkheid van uitgaven noch in bevoegdheid en willekeurig, zonder eenige medezeggingschap van het parlement, de begrooting kan omvergegooid worden en heel andere wegen opgegaan dan de huidige voorgestelde begrooting ons laat voorzien.

Dat beteekent dat het onbegonnen werk is en nagenoeg nutteloos deze begrooting ernstig te bespreken.

We zijn echter in een domein dat zoo onbegrenst is aan mogelijkheden dat ik toch enkele suggesties wil naar voren brengen en enkele opmerkingen maken.

Bij het ontstaan van het ministerie van economische zaken, vóór enkele jaren, kwam er een opluchting in de zakenwereld. Velen meenden dat het reeds gebeurd was en rekenden er op dat de verdwenen welvaart onmiddellijk zou terugkeeren.

Het moest inderdaad een grootsch departement zijn waarvan deze algemeene welvaart afhangt in een land dat overbevolkt is; dat niet over voldoende levensmiddelen beschikt voor zijn eigen kinderen en geen voldoende grondstoffen vindt in eigen bodem om zijn nijverheid op te drijven.

Het moest bij de zware crisis de nieuwe wegen aanwijzen die de nijverheid zou volgen om daaraan te verhelpen.

Het is voorwaar geen gemakkelijke taak. De zoovele nijverheden zijn zoo uiteenlopend en verschillend van aard, hun behoeften zoo gevarieerd; de moeilijkheden hangen niet alleen af van den innerlijken toestand, maar ook en vooral van de buitenlandsche omstandigheden.

Ook moet er op gewezen dat ministers komen en gaan, en men moet vaststellen dat, bij voorbeeld, deze begrooting niet alleen niet het werk is van den huidige minister, maar zelfs niet van zijn voorganger.

Hoe wilt gij dat in dergelijke omstandigheden men ernstig werk levert wanneer iemand niet eens den tijd vindt om zich voldoende in te werken? Waar een nijveraer jaren vandoen heeft om volledig op de hoogte van zijn taak te geraken, wordt de leiding van een departement waar in den nood van die zoovele nijverheden moet voorzien worden, toevertrouwd aan een persoon die zeker van goeden wil is, maar weet dat hij slechts voor enkele maanden is aangesteld. Kan dan iets ernstigs gebeuren? Is er een departement dat min van titularis zou mogen vranderen?

Er zijn andere moeilijkheden op dewelke wij moeten wijzen. Andere redenaars hebben er reeds over gesproken. Deze moeilijkheden zijn niet afhankelijk van het departement van economische zaken. Er zijn heel wat moeilijkheden die gepaard gaan met innerlijke toestanden van andere departementen. Zoo zien wij dat landbouw en nijverheid geregeld in conflict komen en dat deze departementen ten onrechte als vijanden tegenover elkaar opkomen.

Wij zien dat het ministerie van financiën hier een overwegende rol speelt en te beslissen heeft over in- en uitvoerrechten, taksen en belastingen, daar waar nochtans het departement van economische zaken meester zou moeten zijn. Wij zien dat het ministerie van verkeerswezen voor betere verkeersmiddelen en speciale tarieven moet zorgen, terwijl het ministerie van economische zaken daarentrent niets in te brengen heeft.

Wij zien vooral dat het ministerie van buitenlandsche zaken en buitenlandschen handel alleen te beslissen heeft over alle mogelijke handelsvereenkomsten, clearings en contingentieering, terwijl nochtans alleen het ministerie van economische zaken de leiding van handel en nijverheid en naar binnen en naar buiten moet leiden.

Zoo komt dat na het instudeeren van een vraagstuk door het ministerie van economische zaken een ander departement op zijn beurt de zaak moet onderzoeken en zelfs wanneer eindelijk een akkoord bereikt wordt, — wat dikwijls niet het geval is, — reeds lang de zaak verloren is, omdat ze te laat komt. Ik zou voorbeelden kunnen aanhalen van dergelijke besprekingen, die meer dan twee jaar hebben geduurd.

We erkennen dus graag de groote moeilijkheden die aan het ministerie van economische zaken verbonden zijn. Mocht in deze periode van volmachten een hervorming tot stand komen waarbij aan dit departement eerst en vooral een continuïteit in de leiding verzekerd is en tevens het waarnemen van alle diensten die nu van andere departementen afhangen en waarin de verschillende problemen voor den in- en uitvoerhandel van dit land nu moeten onderzocht worden. De zakenwereld zou blijde toejuichen omdat iedereen ervan overtuigd zou zijn dat ten minste van dan af de mogelijkheid tot redding ontstaat.

We moeten, inderdaad, in alle oprechtheid zeggen dat tot nog toe weinig of niets werd bereikt. We hebben vele besprekingen gekend, talrijke commissies, vooral steeds nieuwe beloften, maar in werkelijkheid is er niets gebeurd.

En nochtans, een behoorlijke oplossing is van overwegend belang op dit oogenblik. Wij leven in een zwaren tijd en terwijl de besprekingen aan gang zijn, terwijl voortdurend wordt onderzocht of kan of mag ingegrepen worden, zien wij zoovele nijverheden reddeloos verloren gaan.

Intusschen gaat de crisis voort en terwijl de besprekingen voortduren en onderzocht wordt wanneer en waar mag ingegrepen, gaat menige nijverheid reddeloos verloren.

Lijk de verslaggever M. Van Coillie het uitdrukkelijk zegt, is er geen reden tot optimisme : er is minder productie, het zakencijfer vermindert, de werkloosheid groeit iederen dag aan.

Vele nijverheden werken met verlies en behalve deze die dank zij onderlinge overeenkomsten over een zeker monopolie beschikken of van speciale en dan ook tijdelijke voordeelige omstandigheden genieten, — zooals de metaalnijverheid, — moeten alle angstig de toekomst inzien.

Ik kan thans niet, in den beperkten spreektijd die ons is toegestaan, de verschillende oorzaken dier algemeene crisis onderzoeken, al moet ik er aan toevoegen dat het voor ons hoe langer hoe minder een abnormale periode is en wij ons nijverheidsleven moeten inrichten op de huidige levensvoorwaarden, dus de levensvoorwaarden van dezen krisistijd. Meer nog : ik moet er aan toevoegen dat in ons land, op dit oogenblik, de crisis veel intenser is dan in vele andere landen. In het ons medegedeelde verslag hebben wij gelezen dat de industriele opbrengst van ons land nagenoeg een der laagste is, en vooral dat, niettegenstaande overal en ook hier een groote vooruitgang geboekt werd in de laatste twintig jaar, de verhouding van vooruitgang met de andere landen voor ons falikant uitvalt.

Ik moet me beperken tot enkele opmerkingen.

In de eerste plaats wil ik er op wijzen dat in elk welgeordend land, en vooral bij ons, waar wij aangewezen zijn op in- en uitvoer, alle te nemen maatregelen moeten ondergeschikt zijn aan het algemeen belang.

Dat beteekent dat wanneer 't zij voor landbouw, 't zij voor nijverheid in het algemeen, 't zij voor een tak der nijverheid of van den handel in het bijzonder, een of ander dient gedaan te worden, in de eerste plaats moet onderzocht worden of het niet ten nadeele van het algemeen belang uitdraait.

M. De Smet heeft dit gisteren duidelijk aangetoond en ik wensch desaan gaande mijn stem bij de zijne te voegen. Hij heeft er op gewezen dat landbouw en nijverheid geen vijanden moeten zijn, maar die twee groote takken van ons bedrijfsleven moeten ondergeschikt blijven aan het algemeen belang en zij naast elkaar moeten staan en niet tegenover elkaar.

We weten met welke moeilijkheden de steenkolenmaatschappijen te kampen hebben. We zijn van meening dat alles moet gedaan worden wat mogelijk is om het bestaan ervan te verzekeren. We zullen alles doen wat kan om daarin te verhelpen.

Maar we mogen niet aanvaarden dat deze politiek uitsluitend ten voordeele dezer nijverheid — hoe belangrijk ook — zou gevoerd worden, ten laste van de gansche nijverheid en van het algemeen welzijn.

Op dit oogenblik werden reeds allerlei beschermingsmaatregelen genomen, zooals onrechtstreeksche toelagen, rechtstreeksche tusschenkomst bij de bestellingen, beperking van invoer, wat gelijk staat met een feitelijk monopolie en willekeurige prijzen.

Het moet dan ook onvermijdelijk noodlottig zijn voor de andere nijverheden die reeds zoo moeilijk den strijd kunnen volhouden en zoeken een lagen kostprijs te bereiken.

Ik weet dat herhaalde keeren er werd op gewezen dat er in die ontginningen nog overgroote lagen en hoeveelheden kolen zijn, dat, anderzijds, gezien de speciale ligging, de exploitatiekosten heel groot zijn en heel kostelijk vallen. Ik laat aan de bevoegde overheid over te onderzoeken welke de nijverheidsvoorwaarden zijn voor deze maatschappijen en hoe aan dien toestand kan verholpen worden. Maar in elk geval mag het niet gebeuren dat zij werken uitsluitend ten nadeele van de andere nijverheden en daarin van Staatswege gesteund worden.

Dergelijke handelwijze is tegenstrijdig met het algemeen belang. Hoe groot ook de belangstelling moet zijn, rondom het steenkolenvraagstuk, moet dit algemeen belang primeeren.

De nijveraer mag niet denken, wanneer er iets voor den landbouw wordt gedaan, dat het ten zijnen nadeele is, terwijl de boer evenwin mag zeggen dat hij tegenover de nijverheid verwaarloosd wordt. Beide takken zijn voor ons economisch bestaan van uitzonderlijke beteekenis en moeten dan ook volgens hun waarde tegenover dat bestaan geschat en gesteund worden.

In een goed geordend land moeten landbouw en nijverheid niet tegen maar naast malkaer staan, als zoovele onderdeelen van de gemeenschap.

Op dit oogenblik, meer dan ooit, spreekt men van de steenkolenpolitiek. Iedereen kent het belang van de steenkolen voor ons land, maar het de eerste en de meest noodige grondstof is.

Terwijl langs alle kanten gezocht wordt om den kostprijs naar omlaag te brengen en zoo goedkoop mogelijk te produceren, zou de algemeene politiek moeten er voor zorgen dat de grondstoffen aan den laagsten prijs kunnen geleverd worden.

Welnu, het staat vast dat in geen enkel land de steenkolen zoo duur zijn als hier.

Enkele woorden over het stelsel van contingentieering en vergunningen.

In een land zooals het onze, waar wij leven moeten van in- en uitvoer, moet men trachten de uitvoersmogelijkheden zoo groot mogelijk te maken. Daarom is het noodig alle uitvoersbelemmeringen weg te ruimen in de mate van het mogelijke.

Wij weten dat niet wij alleen daarover te beslissen hebben, dat het buitenland integendeel ons dikwijls dergelijke politiek opdringt en economische maatregelen neemt die voor ons gevaarlijk en zelfs noodlottig zijn.

Ik kan echter niet annemen dat voor deze zoo belangrijke maatregelen, die voor het bestaan en den bloei van onze nijverheid kunnen beslissend zijn, het ministerie van buitenlandsche zaken en buitenlandschen handel, en niet het ministerie van economische zaken, de leiding mag waarnemen. Inderdaad, beter dan wie ook, moet de leiding van dit departement den volledigen toestand van onze nijverheid kennen en weten welke maatregelen best den opbloei ervan verzekeren. Deze in de hand werken en, waar zulks niet kan, de belemmering ervan tegenhouden is het werk van de onderhandelaars bij dergelijke besprekingen. Welnu, hoe kan het ministerie van buitenlandsche zaken en buitenlandschen handel zulks verzekeren?

Ook hierbij past het nogmaals eraan te herinneren dat, zoo uit die besprekingen bepaalde voordeelen voortspruiten voor onze nijverheid, deze zoo verdeelend mogelijk moeten zijn onder de verschillende takken der nijverheid en, kan het niet, ten minste onder de verschillende nijveraars van denzelfden aard.

Het stelsel van vergunningen, dat uiterst gevaarlijk is, moet iedereen op gelijken voet stellen.

Terloops, wil ik er op wijzen dat het niet ernstig is bij een verdeling onder enkele handelaars enkel rekening te houden met, bij voorbeeld, handelaars die in 1935 dergelijken handel drijven en dezen van 1936 uitsluiten of omgekeerd. Deze klachten werden herhaaldelijk voorgebracht en beantwoordden volledig aan de gelijkberechtigting.

Hoe onzinnig daarmee te werk wordt gegaan, wil ik met een enkel voorbeeld toelichten.

Een vischhandelaar uit Oostende had zich vooral ingericht op den invoer van fijnen visch in Italië. Hij had een bloeienden groothandel tot stand gebracht en beschikte over een groot afzetgebied.

Toen kwam de oorlog van Italië met Ethiopie en het verbod nog handel te drijven met Italië.

Deze groothandel lag onmiddellijk stil.

Intuschen was tusschen Frankrijk en België een overeenkomst afgesloten om op de Fransche markt een zekere hoeveelheid visch te brengen. De vergunning daartoe werd aan enkelen voorbehouden. Hij werd uitgesloten omdat hij vroeger niet met Frankrijk handel dreef.

Door toedoen van bijzondere betrekkingen, kreeg hij persoonlijk een bestelling van viermaal 30,000 kilogram garnaal en 10,000 kilogram fijnen visch. Deze bestelling viel uitdrukkelijk buiten de hoeveelheden die aan onzen vischhandel waren toegekend.

Hij deed een aanvraag om die levering te mogen doen; hij gaf het bewijs dat, indien hij ze niet leverde, niemand die bestelling zou krijgen; hij toonde aan dat het een levering was die niet ten nadeele van wien ook was. Hij moest maanden wachten. Hij kreeg eindelijk de tijd dat, wat er ook mocht zijn, hij niet de bestelling mocht uitvoeren, omdat hij met Frankrijk geen handel in visch had gedreven gedurende bepaalde jaren. De bestelling ging verloren.

Ik wil tevens ook er op wijzen dat, indien de verdeling niet volledig kan zijn, het billijk is dat bij mogelijk speciale en groote financiële voordeelen die voor die enkele begunstigheden daaruit spruiten, deze niet uitsluitend aan die enkelen blijven voorbehouden, maar dat een deel ervan aan de gemeenschap moet ten goede komen.

Mag ik van deze gelegenheid gebruik maken om te vragen wanneer wij inzage zullen krijgen van het verslag van den heer Eyskens, koninklijken commissaris voor de contingentteering? Het zou van belang zijn de studie van dezen economist te kennen.

In de tijden van crisis die wij beleven, moeten nieuwe afzetgebieden gezocht worden.

Het staat vast dat vele markten voor ons zijn verloren gegaan, omdat wij door economische en handelsakkoorden weggecijferd zijn, omdat de uitvoer er beperkt is, omdat de invoerrechten er zoo hoog zijn dat het onmogelijk is nog te leveren, omdat er deviezenkontrole bestaat, omdat in eigen land alles wat wij kunnen leveren voorhanden is.

Het staat ook vast dat vele markten ons ontsnapt zijn omdat onze waar niet degelijk is afgewerkt en de verkoopprijs te hoog is.

Gedurende verschillende jaren hebben wij een kunstmatigen opbloei der nijverheid gekend, dank zij de muntontaarding. Gezien onzen lagen wisselkoers, was het ons mogelijk in andere landen aan betere prijzen te leveren. Op dit oogenblik, gezien deze gunstige prijzen, werd van de degelijkheid min rekening gehouden.

Nu is dat alles voorbij. Wij staan met concurrenten, dikwijls uit groote landen, die meer dan wij gewicht in de schaal kunnen leggen bij het afsluiten der handelsovereenkomsten, die meer natuurlijk hun eigen afzetgebied hebben, die over reusachtigen steun der geldmarkt beschikken.

Onze mogelijkheden zijn beperkt; de handelsakkoorden werken meest nadeelig voor ons; we zijn uitsluitend op in- en uitvoer aangewezen. We moeten dus zoeken.

We moeten tevens nieuwe nijverheden oprichten en de oude verbeteren om daarin te slagen.

Ik weet wel, het is reeds honderdmaal gezegd en herhaald, maar er kan niet genoeg gewezen worden daarop.

Vele nijverheden gaan bij ons te niet bij gebrek aan onderlegd personeel, niet alleen werklieden, maar vooral directie.

Na den oorlog, wanneer het in de toenmalige economische omstandigheden heel gemakkelijk was een nijverheid in te richten en oogenschijnlijk winsten te verwezenlijken, zijn de nijveraars uit den grond gerezen. Iedereen wilde nijveraar worden: het was zoo gemakkelijk; hun gebuur, die niet beter was dan zij en die niet meer gewast, verdiende zooveel geld. Zoo kregen we een reeks fabrieken, vooral van weinig ingewikkelde nijverheden. De centen werden bijeengebracht, uit een of andere bestaande firma werd een of meer vakmannen gehaald en de directie werd toevertrouwd aan personen die dikwijls niet wisten wat anders te beginnen en niet uit goesting, maar om iets te doen te hebben, de leiding waarnamen. Van industriële opleiding wisten ze niets, hun meestergast zorgde voor de fabricatie, de verkoop ging van zelf. Zoo duurde het jaren, maar de crisis kwam, of liever wat zij crisis heetten, en de ondergang.

ANN. PARLEM. SÉNAT. — SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1939.
PARLEM. HAND. SENAAT. — BUITENGEWOON ZITTINGSJAAR 1939.

Zeker is het dat, in ons land, vele weinig ingewikkelde nijverheden werden ingericht, waar er nagenoeg geen vakkenis vereischt werd en zeker niet bestond, maar waar ook de minste tegenslag noodlottig moest zijn.

Willen wij nieuwe wegen opgaan, nieuwe markte veroveren, nieuwe nijverheden oprichten, we moeten in de eerste plaats zorgen voor degelijk onderlegd personeel van hoog tot laag.

De leiding daarvan moet toevertrouwd worden aan ingenieurs, die hun zaak hebben ingestudeerd en bereid zijn kost wat kost ze omhoog te brengen.

Hun werklieden moeten onderlegd zijn. Is er, in de laatste jaren, heel wat inspanning aan den dag gelegd voor het technisch onderwijs, we moeten bekennen dat wij nog niet over de voldoende ontwikkelde krachten beschikken.

Het volstaat u te laten opmerken dat, volgens de officieele gegevens, op dit oogenblik in dit land, 52,000 vreemde bedrijfsleiders zijn; dus 52,000 vreemdelingen die een leidende plaats in onze nijverheid innemen, die morgen bereid zijn een nijverheid op te richten op anderen bodem om met de onze te wedijveren en nu alle middelen aan de hand hebben om zich daartoe voor te bereiden, die geen reden hebben lijk eigen landgenooten om deze nijverheid voor hun eigen volk te bewaren.

Die 52,000 plaatsen behooren ons toe.

De heer H. Vos. — Dat is zeer eenzijdig.

De heer Debeuckelaere. — Dat is uw standpunt. Daarover zou ik wel graag verder spreken, maar het gaat hier niet in deze bespreking met beperkte spreekbeurt. De vreemdelingen hebben zich in ons land gevestigd en, dikwijls, het brood ontnomen van ons eigen menschen.

De heer H. Vos. — En soms brood hebben gegeven!

De heer Debeuckelaere. — Maar vooral ontnomen!

Deze onderlegde werkrachten zullen eindelijk de meer verfijnde en volledig afgewerkte produkten kunnen fabriceren. Wij zijn het land dat grondstoffen invoert, half afgewerkt om daarna naar het buitenland te sturen en er te laten zorgen voor de volledige afwerking, die tevens ook de meest rendeэрnde is.

Van die gelegenheid kan er gebruik gemaakt worden om de zoovele werklozen weder aan het werk te helpen, om de jonge werklozen op te leiden en her aan te passen.

Dan ook, zal de regeering dienen te onderzoeken of met het oog daarop, de uitgaven voor de werkloosheid van diegenen die op die wijze aan het werk worden geholpen, niet geheel of ten minste gedeeltelijk kunnen gegeven worden aan steun voor het bewerken van die nieuwe afzetgebieden, voor het inrichten van nieuwe nijverheden, steun die natuurlijk moet ten goede komen aan onze eigen bevolking.

Indien op die manier een reeks werklozen aan het werk worden gesteld, zal de werkloosheid verminderen en, bijgevolg, ook de som der vergoedingen die uit dien hoofde worden uitbetaald.

Hetzelfde geldt voor de industriële uitrusting. Over het algemeen laat onze uittuiling te wenschen over. Wij kennen fabrieken, waar het op dit gebied rampzalig is gesteld. Ik weet dat de fout in de eerste plaats ligt bij de nijveraars zelf, die, gedurende zoovele jaren, in de bloeiperiode vergeten hebben dat er ook andere tijden kunnen komen en niet dachten aan moderniseeren. Ging het voor hen alleen, dan zou ik gerust zeggen dat men hen aan hun lot kon overlaten. Maar die nijverheden behooften niet alleen aan de patronen, zij behooren in feite aan de gemeenschap. Als de nijverheid lijdt, ondervindt de gemeenschap daar ook schade van.

Er moet dus ingegrepen worden ten voordeele van die gemeenschap, en komen sommige maatregelen onrechtstreeks ten goede aan die nalatige nijveraars, in de eerste plaats is het de gemeenschap die er van geniet, wat primeert.

Vele stemmen zijn reeds opgegaan om een verbetering van het kredietwezen te vragen. Vooral met het oog op den uitvoer in bepaalde landen, is het delcredere-systeem noodig.

Nog een punt: Meent de heer minister niet dat het hoog tijd wordt het systeem van ruilhandel te overwegen?

Er zijn een reeks landen waar wij vroeger goede klanten tellden en belangrijke markten. Nu zijn ze niet meer in staat te kopen, omdat ze niet kunnen betalen, omdat er deviezenkontrole bestaat, omdat dikwijls met andere landen een overeenkomst op ruilhandel gestund, is tot stand gekomen.

We hebben niet te onderzoeken of de ruilhandel op zich zelf goed is. We moeten enkel vaststellen dat wij enkel dank zij dit stelsel in staat zijn bepaalde markten terug te winnen, die nu voor ons verloren, misschien reddeloos verloren zijn.

Krijgen we voor onze waren geen deviezen, dan krijgen we toch grondstoffen en levensmiddelen, die wij, anders, met deviezen moeten betalen, dan hebben we werk voor de nijverheid en opslorping van de werkloosheid.

Over den middenstand en het vreemdelingenvraagstuk hebben reeds andere sprekers breedvoerig gehandeld. Ik sluit mij aan bij al hun desiderata.

Het mag niet uit het oog verloren worden dat de middenstand ongeveer 600,000 personen telt, dat hij ieder jaar toeneemt, wegens allerlei economische toestanden, wat op nagenoeg tien jaar een toegroei van 40 t. h. beteekent.

Deze stand die een groot deel der bevolking vertegenwoordigt heeft recht op leven, op een menschaardig bestaan en mag niet langer verwaarloosd worden.

Bij deze begroting, is het onbegonnen werk de cijfers te bespreken. Een enkele opmerking wil ik nochtans doen. Ik heb te vergeefs gezocht naar verrechtvaardiging van de voorgestelde verminderingen. Ofwel was de vroegere begroting willekeurig opgesteld ofwel is de vermindering gewild en op niets gesteund.

Zoo wordt het bedrag voor de tentoonstelling van New-York voor een bedrag van 19,700,000 frank met 200,000 frank verminderd.

Zoo wordt het honorarium van advocaten en pleitbezorgers, dat vroeger beraamd was op 75,000 frank, nu gebracht op 25,000 frank. Waarom? Ik weet niet waarop roeger dit bedrag gesteund was, maar ook nu weet ik evenmin waarom het verminderd wordt.

Vóór enkele dagen hebben de parlementsleden uit Henegouwen den diepen nood van de Borinage aangeklaagd en vooral van het steenkolenbedrijf. Terecht hebben zij de aandacht van de regering getrokken op het belang van dezen achteruitgang.

De regering heeft beloofd alles te doen wat zij vermag. Het is haar plicht.

Maar ik wil van mijn kant den heer minister wijzen op den diepen industrieelen ondergang van Zuid-Vlaanderen en wil op mijn beurt vragen wat de heer minister zal doen om daaraan te verhelpen.

Vlaanderen is nog steeds het arm Vlaanderen, het land van de groote werkloosheid.

Mag ik u tevens vragen hoe het staat met de toepassing van de bestuurswet in het ministerie van economische zaken en de indeeling van het personeel?

Nog niet lang geleden werd in de pers er op gewezen dat in de economische zaken Vlaanderen het stiefkind blijft.

Het algemeen verband van het Vlaamsche rijksperoneel heeft een onderzoek ingesteld omtrent de wijze waarop de wet van 28 Juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken wordt nageleefd, meer bepaaldelijk omtrent de wijze van toepassing van artikel 9, § 4, van vermelde wet.

Bevoegde paragraaf huldigt het principe van het invoeren van een passend evenwicht tusschen al de betrekkingen die aan de kandidaten van elke taalgroep dienen voorbehouden te blijven.

Voor het hoofdbestuur van den Staat, zal een passend evenwicht worden in acht genomen bij het vaststellen van het getal betrekkingen die aan de kandidaten van elke taalgroep worden voorbehouden.

In de hoofdbesturen van het departement van middenstand en economische zaken zijn op dit oogenblik 390 bedienden, beampten en ambtenaars werkzaam, waarvan 183 ingeschreven op de Vlaamsche personeelsrol, of 46.8 t. h.

Deze toestand is heel anders voor de betrekkingen, in de meeste en vooral in de belangrijkste graden der hiërarchie.

Indien ik goed ingelicht ben, is uw departement ingedeeld in zes hoofdafdeelingen :

1. Het algemeen secretariaat : secretaris-generaal, Fransche rol;
 2. Administratie van het mijnwezen : directeur-generaal, Fransche rol;
 3. Administratie van nijverheidswezen : inspecteur-generaal, d. d. directeur-generaal, Fransche rol.
- Bij koninklijk besluit van 7 Maart 1938, werd deze administratie afgeschaft en vervangen door den studiedienst van het departement. Het hoofd van dezen dienst werd nog niet definitief benoemd. Niemand werd met de leiding ervan gelast. De baron Snoy, ingeschreven op de Fransche rol, heeft eigenmachtig de leiding waargenomen.
4. Administratie van den binnenlandschen handel : directeur, dd. directeur-generaal, Fransche rol.
 5. Administratie van het middenstandswezen : directeur, d. d. directeur-generaal, Vlaamsche rol.
 6. Technische administratie van het vak-, nijverheids- en huis- onderwijs : directeur-generaal, Vlaamsche rol.

In het geheel dus vier Nederlandsch onkundige ambtenaren op de zes.

Laat ons nu eens de verschillende hoofdafdeelingen onderzoeken : de toestand is nog slechter.

I. — Algemeen secretariaat.

Fransche rol.	Vlaamsche rol.
Eén secretaris-generaal.	Eén dd. directeur-generaal (tweetalig adjunct); Eén rechtskundig adviseur.
1. Algemeene comptabiliteit, personeel, enz :	
Eén directeur-diensthooft; Eén bureelhooft.	Eén dd. directeur (tweetalig adjunct); Eén onderdirecteur.
2. Beurzen en tentoonstellingen :	
Eén directeur-diensthooft; Eén directeur; Eén onderdirecteur.	
3. Nijverheidsoriëntering :	
Eén inspecteur-diensthooft.	
4. Handelseconomie :	
Eén inspecteur; Eén bureelhooft.	Eén inspecteur, dd. directeur-diensthooft.

II. — Administratie voor het mijnwezen.

Fransche rol.	Vlaamsche rol.
Eén directeur-generaal.	Eén inspecteur-generaal (tweetalig adjunct).
1. Technische, economische en sociale vraagstukken :	
Eén hoofdingenieur, directeur der mijnen diensthooft; Twee hoofdinspecteurs (een van hen is taaladjunct alhoewel hij niet het Nederlandsch machtig is); Eén directeur; Eén ingenieur.	
2. Dienst der springstoffen :	
Eén hoofdinspecteur.	Eén hoofdingenieur-directeur der mijnen; Eén ingenieur.
3. Aardkundige dienst :	
Eén hoofdingenieur-directeur der mijnen diensthooft; Eén hoofdgeoloog (taaladjunct, alhoewel het Nederlandsch onkundig); Twee ingenieurs.	

III. — Administratie van het nijverheidswezen.

Fransche rol.	Vlaamsche rol.
Eén directeur.	
1. Technische zaken :	
Drie hoofdinspecteurs; Eén onderdirecteur; Vijf inspecteurs.	Vijf inspecteurs.
2. Economische geschillen :	
Eén doctor in de rechten.	
3. Economische onderhandelingen :	
Eén directeur-diensthooft; Eén doctor in de rechten.	Eén bureelhooft, dd. onderdirecteur (tweetalig adjunct); Eén bureelhooft.
4. Contingenten en vergunningen :	
Eén directeur-diensthooft; Eén onderdirecteur; Vier bureelhooften; Eén Staatslandbouwkundige.	Eén onderdirecteur (tweetalig adjunct).

IV. — Administratie van den binnenlandschen handel.

Fransche rol.	Vlaamsche rol.
Eén directeur dd. directeur-generaal.	
1. Wetgeving en algemeene zaken :	
Eén directeur-diensthooft; Eén bureelhooft; Eén doctor in de rechten.	

2. Handels- en nijverheidseigendom :

Eén directeur-diensthooft; Eén bureelhuofd dd. onderdirecteur (tweetalig adjunct);
Eén bureelhuofd. Eén bureelhuofd.

3. Ijkdienst :

Eén hoofdinspecteur. Eén inspecteur-generaal diensthoofd, Nederlandsch onkundig; Eén hoofdinspecteur, Nederlandsch onkundig; (beiden ten onrechte op de Vlaamsche rol)
Eén inspecteur.

4. Dienst der statistiek en handelspolitie :

Eén onderdirecteur; Eén bureelhuofd dd. onderdirecteur (tweetalig adjunct).
Eén bureelhuofd.

5. Delcredere dienst :

Eén directeur-diensthooft.

V. — Administratie van het middenstandswezen.

Fransche rol. Vlaamsche rol.
Eén directeur dd. directeur-generaal.

1. Algemeene diensten :

Eén directeur-diensthooft.

2. Directie :

Eén directeur-diensthooft. Eén onderdirecteur; Eén bureelhuofd dd. onderdirecteur (tweetalig adjunct).

3. Inspectiediensten :

Eén e.a. inspecteur;
Drie inspecteurs;
Eén inspectrice.

VI. — Technische administratie van het vak-, nijverheids- en huishoudonderwijs.

Fransche rol. Vlaamsche rol.
Eén directeur-generaal.

1. Algemeene administratieve zaken :

Eén bureelhuofd.

2. Inspectiediensten :

Drie hoofdinspecteurs; Acht hoofdinspecteurs;
Zes hoofdinspectrices; Vier inspecteurs;
Eén inspectrice. Zeven inspectrices.

Laat ons daaraan voegen de speciale diensten :

Speciale diensten.

Fransche rol. Vlaamsche rol.

I. Koel- en vriesdiensten.

Algemeene directie :

Eén directeur-diensthooft; Eén onderdirecteur (tweetalig adjunct) (behoort niet tot den hoofddienst).
Eén directeur;
Eén bureelhuofd.

II. Nationaal Mijninstituut.

Directie :

Eén administrateur-directeur hoofdingenieur der mijnen;
Eén hoofdingenieur der mijnen.

III. Dienst voor steun en ravitaillering aan de burgerlijke bevolking.

Diensthooft.

Dus, op 21 diensten zijn er 17 beheerd door Nederlandsch-unkundigen en slechts 3 door ambtenaren ingeschreven op de Vlaamsche rol.

Dezelfde toestand heerscht ook in de commissies en raden die van het departement afhangen en waarin de Rijksambtenaars door den minister afgevaardigd worden.

Wat de taaladjuncten betreft, er zijn er slechts 2 op de 19 die moeten in dienst gesteld worden.

Men moet niet opwerpen dat men rekening moet houden met de verworven rechten.

Ik wijs er op dat de laatste vijf jaren — dus na het afkondigen der wet van 28 Juni 1932 — er acht nieuwe diensten in het leven werden geroepen en slechts twee ervan werden toevertrouwd aan

ambtenaars ingeschreven op de Vlaamsche rol. Drie doctors in de rechten werden insgelijks aangenomen, allen ingeschreven op de Fransche rol en Nederlandsch onkundig.

Ik eindig.

Mijnheer de minister, lijk anderen reeds gezegd hebben, hebt gij dikwijls stoute taal gesproken, hebt ge dikwijls gedurfd wat anderen niet durfden. Bij de kiezers van uw arrondissement staat gij bekend als een moedig man.

Ge kent den nood van onze nijverheid, ge weet dat deze nijverheid niet behoort aan enkelen, maar aan de gansche gemeenschap, dat de welvaart van de nijverheid de opslorping van de werkloosheid beteekent en de welvaart van het gansche land. Gij zelf hebt geklaagd over den nood van onze Vlaamsche nijverheid.

Er werd gezegd, en we hebben het zoo dikwijls ondervonden, dat de taal van een eenvoudig parlamentslid niet meer telt wanneer hij minister wordt.

In dit grootsch departement kunt ge veel doen. Laat ons nu zien dat de aanklacht van den volksvertegenwoordiger door den minister zaken is. (*Handgeklap bij de Vlaamsche nationalistien.*)
aanhoord wordt en dat eindelijk er een minister van economische

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. —
Mevrouwen, mijne heeren, de commissie voor economische zaken en middenstand van den Senaat heeft een gelukkige beslissing getroffen wanneer ze het merkwaardig en uitvoerig gedocumenteerd verslag van den achtbaren heer Van Coillie, wiens afwezigheid op deze vergadering algemeen wordt betreurd...

De heer Debeuckelaere. — Behalve door den heer De Smet.

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. —
... tot grondslag van deze bespreking heeft genomen.

Samen met de zeer actueele bemerkingsen welke de huidige verslaggever, mijn achtbare voorganger de heer De Smet, er aan toegevoegd heeft, vormt het een uiteenzetting die werkelijk, op zeer gevatte en zeer overzichtelijke wijze den economischen toestand van het land zooals hij thans blijkt te zijn in beeld brengt.

Het verslag van den heer Van Coillie, opgemaakt in November 1938, vangt aan, als ik me zoo mag uitdrukken, in een zeer pessimistische tonaliteit.

Het is te begrijpen : al de statistische gegevens, inderdaad, waarover de verslaggever beschikte, wijzen er onbetwistbaar op dat de toestand in 1938 merkkelijk minder gunstig was dan in 1937 en in 1929. De eerste maanden van 1939 zijn niet beter, integendeel. En alhoewel men zich nu in de metaalnijverheid, ten gevolge van speciale omstandigheden, over een zekere opflakking mag verheugen, die misschien van voorbijgaanden aard zal zijn, blijkt het pessimisme van den verslaggever gewettigd. 's Lands economie heeft verleden jaar onbetwistbaar een nieuwen gevoeligen knak gekregen. Er zal wederom in harde en moeilijke voorwaarden moeten gewerkt worden om het verloren terrein te heroveren.

Wat men van den minister van economische zaken verwacht.

Ik zal thans niet veel beschouwingen maken rond het verslag van den heer Van Coillie, dat, ik herhaal het, onder alle opzichten merkwaardig is en het werk van iemand die onze economie grondig heeft ingestudeerd.

Het is inderdaad « dat » niet wat u vandaag hoofdzakelijk van mij verlangt.

U verwacht van mij, mevrouwen, mijne heeren, te vernemen hoe « ik », pasbenoemde minister van economische zaken, die de zware taak heb aanvaard onze economie, zoo goed als 't kan, door de crisis heen te helpen, zoo goed als 't kan, in staat te stellen haar vroegere machtspositie terug te veroveren en zoo mogelijk nog te versterken, u verwacht te vernemen wat « ik » persoonlijk over den toestand denk en welke richtlijnen ik in het beleid van ons economisch leven voornemens ben te volgen.

Waarom ik liever met mijn uiteenzetting gewacht heb.

Dat verlangen is volkomen gewettigd, en ik begriip opperbest het ongeduld dat hier en daar, hier in 't parlement, in de pers en elders, tot uiting komt om iets meer bepaalds te vernemen over mijn persoonlijke inzichten en deze van de gansche regering.

Met deze uiteenzetting had ik nochtans liever nog enkele weken gewacht. Niet omdat ik mij onmachtig zou voelen of schrik zou hebben van de verantwoordelijkheid die ik zal op te nemen hebben; niet omdat ik me nog geen klaar beeld zou gemaakt hebben over den toestand in zijn geheel beschouwd en de algemeene oplossingen die noodig blijken; ook niet omdat ik zou terugdeinzen vóór de moeilijkheden die zich gedurig voordoen en opeenstapelen. Niets van dat alles. Ik heb geen schrik van de moeilijkheden. Hoe grooter ze zijn, en hoe beslister en hardnekkiger ik ze aanpak.

Maar ik had liever gewacht omdat ik, vooraleer een uiteenzetting te doen over een vraagstuk, om 't even hetwelke, in het eerst, niet alleen in zijn groote trekken, maar ook in zijn bijzonderheden wil instudeeren; omdat ik er een hekel aan heb te spreken alleen voor

't plezier van te spreken; omdat ik absoluut wil zeker zijn van hetgene ik zeg en dat ik daarom persoonlijk al de gegevens die me ter hand gesteld worden wil controleren en nagaan; omdat ik er altijd tegenover me zelf zoowel als tegenover derden een eerekwesitie van gemaakt heb woord te houden. Als ik zeg dat ik zulke of zulke daad zal stellen, dan stel ik ze ook...

De heer Van Dieren. — Dat is voor M. van Zeeland.

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — ... maar daarom ook, vooraleer ik een belofte doe of een verbintenis neem, wil ik er zeker van zijn dat ik ze kan houden en naleven. Ik zou het beschamend vinden voor mij, vandaag zekere verklaringen die ik zou afleggen of zekere beloften die ik zou doen te hooren toejuichen, als ik zelf het gevoelen zou hebben dat u binnen enkele weken of maanden de vraag zoudt moeten stellen: « Wat is er nu van dat alles in huis gekomen? »

Een absoluut noodzakelijk en eerste werk.

Ik ben nu pas enkele weken aan de leiding van 't departement van economische zaken. Ik durf de getuigenis afleggen dat ik er mijn tijd niet heb verspeeld. Al de uren, laat me zelfs zeggen al de minuten, die ik buiten het vervullen van mijn zware en drukke ambts- plichten heb kunnen beschikbaar maken, zijn besteed geworden:

I. Aan de studie:

- a) Van den toestand van onze economie in haar geheel;
- b) Van den bijzonderen toestand van onze groote economische bedrijven en ondernemingen;
- c) Van den aard en de structuur van onze betrekkingen met het buitenland.

II. Aan de studie en het onderzoek der mogelijke oplossingen, in 't bijzonder aan de studie en 't onderzoek:

- a) Van hetgene ik, als minister van economische zaken, in het kader van de algemeene regeeringspolitiek, alleen en zonder tusschenkomst van andere ministerieele departementen kan verrichten;
- b) Van hetgene slechts na afspraak en in samenwerking met andere departementen kan geschieden;
- c) Van de manier waarop de samenwerking tusschen de verschillende departementen vroeger is geschied; wat aan die samenwerking te kort is gebleven; hoe ze, mijns inziens, in de toekomst moet ingericht en verbeterd worden;
- d) Van de maatregelen en oplossingen die mijn voorgangers in voorbereiding hadden en van de oorzaken van het uitblijven of mislukken van sommige ervan;
- e) Hoe het ministerie van economische zaken, dat, op dit oogenblik, niet heelemaal geschikt is om de taak te vervullen waartoe het aangewezen is, moet heringericht en aangevuld worden, enz. Het zal het ook zijn.

Dit is, mevr. w. en, mijne heeren, een absoluut noodzakelijk en eerste werk, maar 't is geen licht werk. Niemand onder u zou me als een ernstig man aanzien, moest ik hier beweren dat ik er mee klaar gekomen ben. Ik ben niet klaar met die volledige studie; ik kon er niet klaar mee zijn en niemand kan noch mag redelijkerwijze van mij verwachten dat ik hier vandaag *à la variété* met een stel oplossingen zou vóór den dag komen voor al de bijzondere en soms zeer moeilijke en ingewikkelde vraagstukken die mij iederen dag voorgelegd worden.

Met die studie ben ik nochtans tamelijk ver gevorderd. Ik meen dat ik klaar zie in den toestand en ik weet waar ik naartoe wil en ik weet ook wat mogelijk is en wat het niet is. Een aantal oplossingen, in zoover ze mogelijk zijn en van mij afhangen, zijn gereed; andere zijn in voorbereiding. De besprekingen ook, in verband met een doelmatige samenwerking tusschen de betrokken ministeries zijn in een ver gevorderd stadium gekomen.

Samenvatting van den toestand, de positie van België in de wereldeconomie is veranderd.

Ik kom nu tot den kern zelf van deze bespreking.

U wenscht te weten wat ik over den toestand denk? Ik zal er geen doekjes om winden en u onbewimpeld van vooraf aan mijn meening zeggen: De toestand, van boven af gezien en in zijn geheel beschouwd, is veel minder goed dan vóór 1914, en hij doet zich ook, voor de toekomst, minder goed voor.

Op grond van de talrijke aanduidingen en gegevens die wij over de evolutie van ons economisch leven in den loop van het laatste kwart eeuw beschikken, mag men hem pessimistisch beoordeelen. Ik weet het wel, sedert den oorlog hebben wij goede naast slechte jaren gehad. Maar wanneer men de balans opmaakt van het gebeurde, dan mag men, mijns inziens, als samenvatting ervan geven: een feitelijke en aanzienlijke vermindering — al lijkt het soms anders — van onzen nationalen rijkdom en een totale wijziging, in 't kwade, ten gevolge van allerlei omstandigheden, van onze concurrentiemogelijkheden in het buitenland.

De positie van België in de wereldeconomie is veranderd. Wij zijn niet meer de voortbrenger die de laagste koopprijzen heeft. Vóór den oorlog, in het regiem van vrijheid dat toen heerschte, ondergingen wij, zonder last, de concurrentie van de andere landen, zoowel op onze nationale markt als in de vreemde afzetgebieden.

Thans echter zijn we gedeeltelijk verdrongen in verschillende vreemde markten. Zelfs op onze eigen markt ondergaan wij, op tot hertoe nooit gekende wijze, den druk van de vreemde concurrentie.

De essentieele kenmerken van het economisch leven in ons land.

Het is niet van belang ontbloeit in algemeene bewoordingen even te herinneren aan de essentieele kenmerken van het economisch leven in dit land: Een zeer dichte bevolking, waar het industrieel en commercieel element overwegend is, leeft op een kleine oppervlakte land. Op de letter genomen, zijn we geen rijk land; groote individueele fortuinen zijn hier een zeldzaamheid. Groote reserven opgestapeld in een tijdverloop van eeuwen voorspoed en bloei hebben wij niet. Regelmatige bronnen van belangrijke inkomsten ontbreken en natuurlijke rijkdommen zijn niet in groote mate voorhanden.

Onze natuurlijke rijkdommen van eenig belang zijn, in de eerste plaats, de bodem die, op sommige plaatsen, zeer vruchtbaar is. Daarnevens hebben we, in den ondergrond, steenkool, de eenige grondstof van betekenis die wij bezitten.

De eenige groote rijkdom waarop wij in laatste instantie aangewezen zijn, is de « arbeid » van onze menschen.

Om onze dichte bevolking te kunnen voeden, moeten we, zoowel uit noodzakelijkheid des middels als des gebods, met onzen arbeid, zooveel nieuwe rijkdommen en goederen als maar mogelijk is, scheppen en voortbrengen.

Onze positie vóór den oorlog.

In dit betrekkelijk arm midden hebben wij ons toch vóór den oorlog prachtig kunnen opwerken. In de rangen van de Europeesche landen stonden wij aan de spits. Wij mogen met fierheid op een immer groeienden welstand wijzen. Sedert 1830, is onze bevolking meer dan verdubbeld. Onze productie, zoo landbouw- als nijverheidsproductie, had een verbazende uitbreiding genomen. Onze landbouwers hadden uit den grond gehaald al wat ze er uit halen konden. Onze nijveraars lieten zich door niemand overvleugelen, veroverden markt op markt en verdrongen, zoo in binnen- als in buitenland, de meest ernstige vreemde mededingers. Onze werklieden stonden bekend als de besten onder de besten. Als samenvatting mogen wij zeggen dat iedereen met hard werken het betrekkelijk goed kon stellen.

Iedereen, uitgenomen — en dat was de groote schaduwzijde van het vooroorlogse regiem — de werklieden, die voor hun arbeid niet de vergoeding ontvingen waarop ze, in alle eerlijkheid beschouwd, recht hadden.

Ook vóór den oorlog noopte onze betrekkelijke armoe aan natuurlijke rijkdommen ons ertoe uit den vreemde de ontbrekende grondstoffen en voedsel te betrekken. Ook dan moesten wij er voor betalen met een weerwaarde door onzen arbeid aan de grondstoffen gegeven. Ook dan waren wij tegenover het buitenland in een dubbel verband van afhankelijkheid eenerzijds de invoer van voedsel en grondstoffen, anderzijds de uitvoer van gemanufactureerde producten.

Zoolang echter het internationaal ruilverkeer zich langs vrije banen kon ontwikkelen, leverde de oplossing van het vraagstuk geen bijzondere moeilijkheden op.

Onze positie na den oorlog.

Wanneer echter ten gevolge van de naoorlogse wijzigingen, instortingen en ontgoochelingen, zoowel van economischen als van politiek aard, een steeds grooter aantal landen zich in de constellatie der wereldeconomie gingen losmaken, en elk van die landen zijn eigen weg wenschte te gaan, toen onderging de waardeverhouding van het Belgisch probleem diepgaande wijzigingen en stonden wij vóór de vraagstukken waarmede we nu sinds enkele jaren worstelen.

Aldus komt de Belgische economische politiek vóór de opgave te staan nieuwe aanpassingsvormen te vinden en ze te voeren. de economische gebruiken in te voeren.

Nadeelige factoren.

Om de moeilijkheden van die opgave even toe te lichten, wil ik uw aandacht vestigen op de belangrijkste der verschillende factoren die nadeelig inwerken op onze huidige huishouding.

a) Gewijzigde handelspolitiek der groote industriele Staten.

Op de eerste plaats hebben wij de radicale wijzigingen op het gebied der handelspolitiek gevoerd door de groote industriele landen.

Vóór den oorlog en in de eerste jaren na den oorlog was in de meeste landen het internationaal ruilverkeer principieel vrij; de beperkingen bij middel van toelichten dienden enkel als uitzonderingen beschouwd te worden op het principe der vrijheid. Op basis van het regime van de clausele der meest-begunstiging stonden de landen echter, bij middel van verdragen, contractueel een deel van hun bewegingsvrijheid voor een geruimen tijd af.

Thans echter is beperking het principe geworden. Elk land wenscht over zooveel mogelijke bewegingsvrijheid te beschikken om zijn eigen in- en uitvoer te regelen. Wanneer het zich toch contractueel verbindt, dan is het slechts voor zeer korten tijd. Het voorwerp der overeenkomsten is niet meer zoo zeer het bepalen van toelichten dan wel het vastleggen van in- en uit te voeren kwantiteiten of van betalingsregelingen.

In die omstandigheden, om dan nog niet te spreken van financiële en monetaire hinderpalen, is elke stabiliteitsbasis aan het internationaal ruilverkeer ontnomen en worden de gegevens van de op te lossen bijzondere vraagstukken voortdurend gewijzigd. De thans overheerschende handelspolitieke strevingen kunnen als volgt samengevat worden :

Zoo weinig mogelijk invoeren en zooveel mogelijk in den vreemde verkoopen of ten minste niets meer koopen in het buitenland dan er verkocht kan worden. Er komt nog deze verzwarende omstandigheid bij, dat de wederkeerigheid niet alleen nagestreefd wordt *in globo*, maar tegenover elk land afzonderlijk.

België, met zijn relatief beperkte economische en politieke macht, kon niet anders dan de wet van den sterkste ondergaan en zich schikken naar de nieuwe eischen.

Ik moet u niet wijzen op de gevolgen van deze radicale omvorming in de internationale economische verhoudingen op de nationale economie. Op de vreemde afzetgebieden vinden wij den weerstand meer en meer georganiseerd vanwege de plaatselijke regeeringen, onder den druk van hun eigen economische en financiële problemen. Wij stuiten er ook op de verscherpte, dikwijls onrechtmatige, ja zelfs oneerlijke verkoopsmethodes van onze concurrenten.

b) Overbewaterkuiging in 't binnenland.

Op onze binnenlandsche markt zijn wij getroffen door de kwalen van de overbewaterkuiging in sommige bedrijven, als gevolg van de mindere absorptiemogelijkheden van het buitenland en als gevolg van de economische aanvallen die door de vreemde producenten op onze eigen nationale verbruiksmogelijkheden met een groeiende stoutmoedigheid uitgevoerd worden.

De gevolgen van die nieuwe verhoudingen zijn duidelijk merkbaar, zoowel op den omvang als op de richting van onzen export.

c) Wijzigingen in de richting der handelsstromingen.

Wat de omvang van onzen export betreft, hebt u in het verslag van den heer Van Coillie de noodige bijzonderheden gevonden.

Ook in de richting der handelsstromingen zijn belangrijke wijzigingen ingetreden in de laatste jaren.

Vóór den oorlog werd meer dan 71 t. h., volgens de waarde van onzen uitvoer, opgenomen door onze buurstaten, Engeland, Duitschland, Frankrijk, Nederland en door de Vereenigde Staten van Amerika. In 1928 bedroeg hun aandeel nog 64.6 t. h. van onzen gezamenlijken uitvoer; in 1933 is hun aandeel geleidelijk geslonken tot 60 t. h.; in 1936 is er een verhooging tot 63 t. h., en in 1938 een nieuwe verlaging tot 59.4 t. h. Deze aanzienlijke teruggang is, in een groote mate, toe te schrijven aan het economisch regime dat zich in die landen heeft ontwikkeld, vooral met verdubbelde kracht na 1930.

Engeland heeft een politiek ingevoerd van scherp tolprotectionisme en van preferentiele behandeling der landen die behooren tot het Britsche wereldrijk. De Vereenigde Staten hebben een steeds hooger geworden tolmuur opgebouwd, die voor sommige producten onoverkomelijk is. Frankrijk en Nederland hebben een groeiend beroep gedaan op het systeem der kwantitatieve beperking bij den invoer. Duitschland heeft zich doebewust op het plan der autarcie gesteld.

Vele der andere landen, die onze afzetgebieden zijn van overzee, hebben hun invoer beperkt om financiële of monetaire redenen. Daarbij dient gevoegd dat velen onzer vreemde concurrenten op de buitenlandsche markten behooren tot landen die, op basis van een voldoende ruime en sterk beschermde binnenlandsche markt, een exportpolitiek beoefenen, die voor doel heeft den verkoopprijs in den vreemde merklijk lager te houden, — dank zij allerlei Staatstusschenkomst, — dan dezen die ze op hun inheemsche markten kunnen verkrijgen.

d) Verarming als gevolg van den oorlog.

Wijders is ons concurrentievermogen zoowel op de binnenlandsche als op de buitenlandsche markten verminderd door de verarming die het land heeft getroffen als gevolg van den oorlog en de zware lasten die daardoor op onze economie gelegd zijn geworden.

e) Onvoldoende aanpassing van onze economische uitrusting.

Ons concurrentievermogen is ook verminderd door gebrek aan voldoende aanpassing van onze economische uitrusting.

Deze nalatigheid is in zekere mate toe te schrijven aan den artificieelen toestand van euphorie die gesproken is uit den monetair toestand van de jaren 1926-1931, die namelijk toegelaten heeft de noodzakelijke wijzigingen uit te stellen. In de volgende jaren is evenmin veel aan dit euvel verholpen, intengendeel; zoodat vele bedrijfstakken de gedurende jaren verloren tijd thans moeten inhalen.

Vóór den oorlog was onze industriële productie georiënteerd naar goederen van lage prijzen, geëxporteerd naar al de markten van de wereld. Dit kon gebeuren dank zij een concurrentie die zeer sterk individualistisch gericht was, maar bijna altijd gebaseerd was op zeer lage verkoopprijzen ten nadeele van de kwaliteit.

De economische evolutie na den oorlog bracht in vele overzeesche gewesten de oprichting met zich van nieuwe nijverheden die georiënteerd waren naar laaggeprijsde massaartikelen en die bijgevolg rechtstreeks in conflict traden met onze eigen exportartikelen.

f) Andere nadeelige factoren.

Ten slotte, een minder actieve kredietpolitiek en een gebrek aan systematische vorming van kwaliteitsarbeidskrachten en ondernemingleiders hebben zeker onze kansen op welslagen niet vergroot.

Noodzakelijke invoer van grondstoffen en voedingswaren.

Bij het overzicht van den toestand, in zijn gunstige en ongunstige bestanddeelen, moet rekening gehouden worden van het feit dat we verplicht zijn een aantal zaken in te voeren, voedingswaren en grondstoffen, die we slechts door den uitvoer van « arbeid », in vorm hoofdzakelijk van afgewerkte producten, kunnen betalen.

We voeren onbetwistbaar zaken in die we, hier op onze binnenmarkt, door onze eigen producten zouden kunnen vervangen. Maar we kunnen toch onzen invoer niet beneden zekere grenzen laten brengen, eerstens omwille van onze relatieve armoede en grondstoffen en tweedens omwille van den bepaalden graad van materielen en cultureelen welstand dien we hebben bereikt en waaraan het moeilijk zou zijn, zelfs in een geringe mate, te verzaken. Hoe meer grondstoffen we ten andere kunnen invoeren, hoe beter.

Tegenover die noodzakelijkheid echter waarin we ons bevinden in te voeren, staat ook de verplichting uit te voeren, en aangezien de uitvoer thans kwantitatief geslonken is, moeten we kwalitatief, dus volgens een verhoogde waarde, het verloren terrein herwinnen et uitbreiden. Dat kan alleen gebeuren met meer kwaliteitsproducten uit te voeren, dat wil zeggen producten die meer arbeid, ja zelfs duurder arbeid incorporeeren. Meer dan ooit moeten we dus onzen nationalen arbeid valoriseeren, beteren en meer arbeid exporteeren dan vroeger, omdat onze levensstandaard nu hooger staat dan vroeger en omdat we dien levensstandaard voor het sociaalwelzijn van onze bevolking moeten kunnen bewaren.

De heer Van Dieren. — En beter technisch onderwijs.

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik zal er straks over spreken.

Wat is nu, tegenover den toestand, zooals ik hem kom te schetsen, de economische politiek van de regeering, en in 't bijzonder deze van den minister van economische zaken? Ik zal niet heelmaal volledig kunnen zijn, om de redenen die ik heb opgesomd, maar ik zal trachten zeer klaar te zijn.

A. Geen nieuwe devaluatie.

Zooals de minister van financiën het reeds gedaan heeft in de uiteenzetting van de financiële politiek, sluit ik als hulpmiddel of redmiddel, beslist elken toevlucht uit tot een nieuwe devaluatie, omdat ze, mijns inziens, slechts een zeer kortstondige verbetering kan brengen, noodzakelijkerwijze gevolgd door een diepere inzinking en verarming. (*Zeer wel! aan de rechterzijde.*)

B. Geen specifiek landbouwprotectionisme, geen specifiek nijverheidprotectionisme, maar verdediging van heel onze economie.

In een aantal kringen heeft men gewaarschuwd tegen de neiging die ik zou hebben aan overdreven landbouwprotectionisme te doen. De achtbare heer Henricot heeft gisteren ook uiting gegeven aan die vrees. In andere kringen, daarentegen, die nochtans met de eerste verwant zijn, heeft men gewezen op een zekere onrust die in landbouwmiddens zou heerschen, ten overstaan van de politiek die ik ten voordeele van de nijverheid, maar te hunnen nadeele, zou willen voeren.

De Senaat zal me toelaten hier eventjes bij stil te staan. Ik wil geen misverstanden, en zeker niet op dit terrein. Ik ben minister van landbouw geweest en ik heb de eer gehad door de beide landbouwgroepen van Kamer en Senaat gevierd te worden. De verslaggever van het budget van landbouw in den Senaat, de

heer Limage, heeft me in een zijner verslagen en ook hier, in publieke zitting, deze hulde gebracht « dat ik den dank van den ganschen landbouwersstand verdiende ».

Ik heb toen nochtans dezelfde realistische politiek gevoerd die ik nu zal voeren; politiek die uitsluitend deze was van de verdediging van « al » onze belangen. Ik heb toen nochtans nooit geaarzeld, mijnheer Henricot, de landbouwers zekere directieven te geven en ze te waarschuwen tegen verkeerde bescherming.

En ik wensch hier te herhalen wat ik gezegd heb tijdens de bespreking van de begroting van landbouw, op 15 Februari 1934.

« Als minister van landbouw, acht ik me absoluut niet gebonden alleen de landbouwbelangen in 't oog te houden, evenmin als ik oordeel dat, om voldoening te geven aan zekere nijverheidskringen, ik aan de landbouwers niet te verrechtvaardigen opofferingen zou moeten opleggen. Aan de eenen zooals aan de anderen antwoord ik dat de nijverheid geen vijanden heeft dan dezen die haar willen verdedigen zonder rekening te houden van de andere belangen; zooals ook de ergste vijanden van den landbouw dezen zijn die door overdreven eischen de gansche bevolking tegen hen zouden opjagen. De minister van landbouw die geen rekening zou houden van de belangen van de nijverheid en die zich in de uitoefening van zijn ambt niet uitsluitend op het terrein van 't algemeen belang zou plaatsen, zou in de volstreekte onmogelijkheid zijn voor onze landbouwers de voordeelen te bekomen waarop ze recht hebben. »

Vanwege een minister van landbouw die aldus de belangen van de nijverheid verdedigd, was dat nog zoo slechts niet gezegd, nietwaar, mijnheer Henricot?

Ik heb daarna den toestand geschetst van den landbouw en van de nijverheid, zooals deze zich toen voordeed, en gezegd dat het de plicht was van de landbouwers die door een politiek van nationale solidariteit waren gered geworden, nu ook de nijverheid te helpen redden; dat ze daarom directieven moesten aanvaarden, dat ze zekere kulturen moesten uitbreiden of inkrimpen naar gelang de omstandigheden het algemeen belang en het belang der nijverheid het zouden vereischen; dat overal waar het mogelijk was de invoer van landbouwproducten als ruilmiddel moest dienen voor den uitvoer van nijverheidsproducten.

Die uiteenzetting, mevrouwen, mijne heeren, die, zooals de *Parlementaire Handelingen* het vermelden, herhaaldelijk werd toegejuicht, besloot ik als volgt :

« Op dit oogenblik, in volledige overeenstemming met den minister van nijverheid, wiens tegenstrever ik niet ben op economisch terrein, maar wel de medewerker; in volledige overeenstemming met den minister van buitenlandse zaken en met al mijn collega's van de regeering, voer ik onderhandelingen waar, naar mijn oordeel, de belangen van den landbouw niet staan tegenover deze van de nijverheid. Ik zal geen enkele toegeving doen die van aard zou zijn de politiek in gevaar te brengen die door mijn departement ten voordeele van den landbouw wordt gevoerd. Ik ben beslist alles toe te geven wat, zonder de thans bereikte resultaten te verminken, de nijverheid zou kunnen dienen. Ik heb de overtuiging dat ik, op die wijze, het best het belang van den landbouw, van de nijverheid en van de algemeenheid dien. »

Dat is, mevrouwen, mijne heeren, de taal die ik heb durven te spreken toen ik minister van landbouw was. Nu, als minister van economische zaken, dien ik er geen woord aan te veranderen. Geen woord. Ik heb me nooit op het enge standpunt van de bijzondere belangen willen plaatsen.

Onze economie vormt een geheel. 't Is van boven op met het oog op al de belangen, dat men ze moet beschouwen en dat ik ze beschouw. 't Is in dien geest dat ik mijn taak als minister van economische zaken heb opgevat. En 't is dank daaraan ook dat ik, ik heb er de diepe overtuiging van, resultaten zal bereiken.

C. Geen bescherming van nijverheden die niet meer leefbaar blijken.

De heer Van Dieren. — Zeer wel!

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Geen dag gaat voorbij of ik krijg een aantal vragen om steun aan nijverheden, die zich in moeilijken toestand bevinden. Ieder bijzonder geval wordt onderzocht en overal waar het kan zal de regeering tusschen komen om de productievoorwaarden te vergemakkelijken of de afzetgebieden te verruimen.

Maar ook hier wil ik zeer duidelijke taal spreken. Te zieke of te zwakke nijverheden dienen best uitgeschakeld, nadat, wel te verstaan, alle redelijke hulpmiddelen om getroffen nijverheden bij te staan, op een wijze die verenigbaar is met het algemeen welzijn, zullen uitgeput of machteloos zouden gebleken zijn. Het economisch beleid moet aangepast worden aan levenskrachtige ondernemingen en het productieapparaat moet zich aanpassen aan de veranderde economische toestanden. Iedere poging die gedaan wordt om een te zwakke of te zieke nijverheid te beschermen en te steunen, blijft

noodzakelijkerwijze zonder gevolg. Ze verlengt nutteloos een doodstrijd die fataal tot een definitief einde moet leiden en ze verlamt de meer gezonde takken van onze nationale bedrijvigheid. Onder alle opzichten is het resultaat ongunstig.

Ik heb dat gezegd in mijn antwoord aan de Kamerleden, die me geïnterpelleerd hebben over de sluiting van de koolmijn te Flénu. Ik heb het vroeger reeds gezegd op 24 Augustus 1934, toen ik, als minister van financiën, het commentaar heb gemaakt van de besluitwetten van 22 Augustus 1934, in verband met de uitbreiding van het krediet en een goedkoop krediet.

« Het ligt geenszins in de bedoeling van de regeering », zegde ik toen, « de verdwijning te vertragen van de ondernemingen die hun einde naken. Zij die verliezen hebben ondergaan, moeten ze dragen. Ze moeten dus de geveerde amortisaties doen, de noodige kapitaalvermindering verrichten of zelfs likvideeren. »

Ik blijf getrouw aan dat standpunt. Anders handelen ware elke heropleving van onze economie in den weg staan.

D. De meest mogelijke vrijheid.

Als vierde algemeene richtlijn zeg ik dat, rekening houdende, natuurlijk, met de omstandigheden, de meest mogelijke vrijheid moet heerschen. Onze economische activiteit moet zich kunnen ontwikkelen in een atmosfeer zonder dwang.

Het vrije initiatief moet zich kunnen ontplooiën en ook de verantwoordelijkheid dragen van zijn daden, althans in die gebieden die noodzakelijkerwijze op de actie van den privaten ondernemer aangewezen zijn. Dat wil echter niet zeggen dat de Staat zich afzijdig mag houden in alle omstandigheden. Integendeel. Er zijn gevallen waar het privaot initiatief in gebreke blijft; er zijn aangelegenheden die de actiemogelijkheden van den individueelen ondernemer te boven gaan of die het algemeen belang van te dichtbij betreffen. Dan moet hij tusschenkomen. Daar ligt zijn natuurlijk actiegebied, maar zijn rol moet steeds zuiver aanvullend en aanmoedigend blijven.

E. Onvoorwaardelijke bescherming, met al de middelen die te onzer beschikking zijn, van onze binnenlandsche markt en van onzen exporthandel.

Bij onze vijfde richtlijn is geen uitleg noodig. Ik kom ten anderen straks breedvoerig terug op de maatregelen die ik, in verband daarmee, wensch te treffen.

Maatregelen tot bescherming en uitbreiding van de binnenlandsche markt.

Deze algemeene richtlijnen getrokken zijnde, laat ons nu nagaan wat, na een eerste en onvolledig onderzoek, kan gedaan worden. En dit, eerst en vooral, in verband met de bescherming en de uitbreiding van onze binnenlandsche markt.

Het lijkt me soms wel dat het belang van onze binnenlandsche markt wordt onderschat en dat men te veel gehypnotiseerd is door de noodzakelijkheid waarin we ons bevinden een deel onzer productie uit te voeren. Volledige en juiste statistieken over den afzet onzer producten ontbreken, maar ik geloof wel dat ik dicht bij de waarheid ben als ik beweer dat de binnenmarkt er minstens de 2/3 tot de 3/4 van opslorpt. Wij hebben slechts nu na te gaan hoeveel vreemde producten hier worden verbruikt, om tot het besluit te komen dat het binnenlandsch afzetgebied op breede schaal kan worden verruimd en voor onze nijverheid nog breede toekomstmogelijkheden biedt.

Senator Van Overbergh, wiens afwezigheid ik betreur, maar aan wien ik hier hulde moet brengen voor zijn toewijding aan de bevordering van onze interne expansie, heeft sedert jaren ten bate van onze nationale markt, met woord en pen, een strijd gevoerd die de bewondering afdwingt, maar die, van officieele zijde, niet genoeg is gevolgd geworden, althans niet genoeg effectieven steun heeft genoten. Ik heb zijn voorstellen, evenals deze die van andere zijde worden gedaan, onderzocht. Er zijn maatregelen te treffen. Ze zullen getroffen worden.

1. Belgisch fabrikaat.

De Belgische producenten moeten er een eer instellen uitgelezen producten voort te brengen. Het feit dat men aangesloten is bij een bepaald organisme, dat slechts diegenen tot lid aanvaard die onder opzicht van de kwaliteit hunner producten soliede waarborgen bieden, is zeker van aard de voortbrengst en den afzet te dienen. In Holland bestaat sedert twee en twintig jaar een dergelijke instelling, « Nederlandsch fabrikaat » genoemd, waar niemand verplicht is deel van te maken, maar waarvan men het lidmaatschap zeer op prijs stelt en die de grootste diensten heeft bewezen.

Ik zal het noodige doen opdat een dergelijke instelling, « Belgisch fabrikaat » genoemd, in den kortst mogelijken tijd zou tot stand komen. (Zeer wel! op verscheidene banken.)

2. Nationale merken en oorsprongsmerken van vreemde producten.

De Belgische verbruiker moet in staat zijn te weten welke de oorsprong is van de producten die hij zich aanschaft. Het is buiten

twijfel dat, in algemeenen regel, hij bij gelijke kwaliteit aan het Belgisch product de voorkeur zou geven. In de meeste gevallen echter is de verbruiker niet in staat den oorsprong van de koopwaar na te gaan. In de Vereenigde Staten is het oorsprongsmerk door de wet verplicht op al de artikelen. In Frankrijk procedeert men per decreet en is het oorsprongsmerk verplichtend op honderden artikelen. Ik ben bezig met de verschillende wetgevingen te onderzoeken en een beslissing die rekening houdt met de realiteiten zal niet uitblijven.

3. Herinrichting van de handels- en nijverheidskamers.

De handels- en nijverheidskamers, die nu reeds zekere diensten bewijzen, zouden in het economisch leven van het land een veel groter en deugdelijker rol kunnen spelen. Sedert 1935 reeds heeft men, in verband met de herinrichting van de Kamers, besprekingen gevoerd die echter niet tot goed einde konden gebracht worden. Ik heb ze hernomen en heb reeds kunnen vaststellen dat de oppositie die, in zekere middens, tot uiting was gekomen, geluwd is. Ik hoop wel dat ik, in volledig accoord met de belanghebbende middens, in November aanstaande een wetsontwerp zal kunnen neerleggen.

4. Betere inrichting en werking van de commissie voor openbare aanbestedingen.

Het mogelijke moet gedaan worden — en hierop is hier dezen morgen herhaaldelijk gewezen in de verschillende uiteenzettingen die door de leden, zoowel van rechts als van links werden gedaan — opdat de openbare besturen en geconcedeerde diensten daaromtrent uitsluitend Belgische producten zouden aankopen. De commissie van openbare aanbestedingen, die onder leiding staat van den algemeenen secretaris van mijn departement, heett, onder opzicht, reeds nuttig werk verricht. Ze zou echter nog op meer doelmatige manier kunnen optreden. Ik zal, in samenwerking met de andere betrokken ministeries, zorgen dat het zoo zij. *(Zeer wel! op verscheidene banken.)*

5. Controle van de kartels en de prijzen.

Ik heb de noodige orders gegeven om een zeer ernstige controle uit te oefenen op de kartels in verband voornamelijk met de prijzen die ze opleggen. Wij staan hier vóór een zeer zwaar probleem.

In vele gevallen maken de prijzen die in dergelijke omstandigheden opgelegd zijn alle redelijke concurrentie onmogelijk of schepden ze een totale wanverhouding tusschen de eigenlijke waarde van het product en hetgeen er van wordt gevraagd. Zoo noodig, zal ik niet aarzelen gebruik te maken van de moreele sanctie waarover ik thans alleen beschik om publiek de vastgestelde misbruiken aan te klagen. Desnoods ook zal ik aan 't parlement vragen me grootere machten toe te kennen. *(Zeer wel! rechts.)*

6. Maatregelen tegen dumping.

We zijn op dit oogenblik onvoldoende gewapend tegen oneerlijke concurrentie, onder meer tegen deze die onder vorm van dumping geschiedt. We zijn niet altijd in de mogelijkheid te ontdekken waar en in welke omstandigheden dumping wordt gepleegd. En als we op de hoogte zijn van de misbruiken die onder dat opzicht bestaan, zijn we niet altijd in de mogelijkheid er een einde aan te stellen. Die zaak is in studie en zal later haar beslag krijgen. *(Zeer wel!)*

7. Oneerlijke concurrentie op de binnenmarkt, hoofdzakelijk vanwege vreemdelingen. *(Zeer wel! op verscheidene banken.)*

Ik hoef hier geen uitleg te geven. Iedereen kent de misbruiken en klaagt ze aan. Een algemeene regeling is niet gemakkelijk om treffen. De regeering heeft dienaangaande van het parlement, in de wet op de speciale machten, de noodige macht gekregen om handelend op te treden. Een besluitwet is in voorbereiding in mijn departement en zal niet lang meer uitblijven.

8. Betere regeling voor de contingenten, voornamelijk van deze die voor doel hebben ons tegen vreemde mededinging te beschermen.

Men klaagt, en met reden, over de manier waarop de contingenten worden toegestaan en gebruik in verband voornamelijk met de bescherming van onze binnenmarkt tegen vreemde mededinging. Die kwestie werd vroeger reeds onderzocht. Een koninklijke commissaris werd aangesteld, de heer Eyskens, die een uitvoerig verslag heeft neergelegd. Een commissie werd benoemd. Beslissingen werden getroffen, maar niet alle werden uitgevoerd. Ik heb de studie van dat probleem doen hervatten met de bedoeling een spoedige oplossing te bereiken.

9. Tot stand brengen van nieuwe nijverheden.

Het is voldoende de oogen te openen om te zien hoeveel vreemde producten men hier verbruikt, die hier niet voortgebracht worden, maar die we toch gemakkelijk zouden kunnen voortbrengen. Het oprichten van de nieuwe nijverheden heeft niet alleen een belang

voor onze binnenmarkt, maar ook voor onze uitvoerhandel, in verband voornamelijk met den uitvoer van fijnere afgewerkte producten.

Het is met het oog op het oprichten van nieuwe nijverheden en de voordeelen die er aan moeten verleend worden om met kans van welslagen van wal te steken, dat ik speciale machten heb gevraagd en verkregen. Een ontwerp van besluitwet is daaromtrent klaar. Enkele gevallen werden reeds onderzocht. Het initiatief moet hier natuurlijk van de belanghebbenden zelf uitgaan en zeer bijzondere voorzorgsmaatregelen zijn geboden om eventuele misbruiken te beletten, om b. v. te voorkomen dat zoogezegde « nieuwe » nijverheden de mededinging zouden komen doen aan onze gevestigde ondernemingen.

Het ligt in mijn bedoeling, in den kortst mogelijken tijd, op aanschouwelijke wijze, de aandacht van onze nijveraaars te trekken op de vreemde producten die hier verkocht worden en die, met kansen van succes, hier zouden kunnen voortgebracht worden. *(Zeer wel! op verscheidene banken.)*

10. Andere maatregelen.

Tal van andere maatregelen zijn in studie, zoo b. v., de coördinatie van de handelsforen in het binnenland, de standaardisatie van een aantal producten van groot verbruik; het o. a. met het oog op de terecht gevreesde ongelijke beweging der groot- en kleinhandels-prijzen, probleem der verdeling; de valorisatie van de grondstoffen van mindere hoedanigheid die we invoeren; de zeer moeilijke kwestie van het *numerus clausus* toegepast op de nijverheid, enz.

Enkele dier studiën zijn reeds tamelijk ver gevorderd. Andere zijn dat minder; allemaal worden ze gedaan met den wil ze in den kortst mogelijken tijd tot goed einde te voeren.

Maatregelen tot bevordering van den uitvoer.

Ik heb zoeven gezegd dat het mogelijke moet gedaan worden om onze binnenlandsche markt uit te breiden.

De heer Van Overbergh. — *Zeer wel!*

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik ben gelukkig u hier thans te zien, mijnheer Van Overbergh. ik heb u zoeven hulde gebracht en het spijt mij dat gij niet aanwezig waart, toen ik gesproken heb van de noodzakelijkheid om onze binnenmarkt uit te breiden.

Niet minder krachtig dient opgetreden te worden ter zake van onzen uitvoer. We moeten een deel van onze productie uitvoeren, 't is een levenskwestie. Zonder uitvoer kan er, in onzen toestand, geen sprake zijn van invoer. En hoe meer we afgewerkte producten kunnen uitvoeren, hoe meer ook we nieuwe grondstoffen zullen kunnen invoeren waarvan de bewerking nieuw en krachtiger leven in heel onze economie brengen moet.

Ook hier zal ik geen theorie verkopen, maar me alleen laten leiden door de eischen van de naakte werkelijkheid.

a) Offensieve handelspolitiek.

Tegenover het buitenland moeten wij, overal waar noodig blijkt, een offensieve handelspolitiek voeren; wij moeten niet als brave stumperds ons alles laten welgevalen en klakkeloos blijven toezien op de slagen die de agressieve handelspolitiek onder mededingers ons in binnen- en buitenland toebrengt. Het zijn wij niet die gewild hebben dat, in de internationale handelsbetrekkingen, het egoïstisch principe van het *do ut des* toegepast wordt.

Maar wanneer dit dan toch het geval is, moeten wij de tegenstrevers met gelijke wapens behandelen en resoluut bevestigen dat wij geen handel wenschen te drijven met dezen die ons negeeren.

b) Politiek van wederkeerigen ruil.

Met de landen die ons niet negeeren, moeten we ook, in alle omstandigheden en zoover als het mogelijk is, een politiek van wederkeerigen ruil voeren.

Ik ga verder. Niettegenstaande een maximum vrijheid in de internationale betrekkingen het hoogste goed is kan, noch mag in de huidige omstandigheden toegelaten zijn, altijd vrij te laten koopen daar waar de producten misschien van een ietwat betere hoedanigheid zijn of daar waar ze « in geld uitgedrukt » het goedkoopst zijn. *(Zeer wel! op verschillende banken.)*

De « hoedanigheid » van het product moet zeker, in algemeenen regel, op de eerste plaats, in aanmerking komen. In de moeilijke en harde crisisperiode die we doormaken, moet de verbruiker zich desnoods met een ietwat mindere kwaliteit kunnen tevreden stellen, als de kleine opoffering die hij zich langs die zijde moet getroosten, voor gevolg kan hebben dat onze nijverheid bestellingen krijgt en dat een aantal werklozen aan het werk kunnen gesteld worden. *(Zeer goed! op vele banken.)*

In algemeenen regel ook, moet men vrij laten koopen daar waar men het « goedkoopst » koopen kan.

Het begrip « goedkoop », in de tijden die we thans beleven, is echter al te dikwijls verkeerd opgevat. Het is niet omdat een product enkele franken minder kost dan elders, dat het « goedkoop » is, in termen van het internationaal ruilverkeer.

Als het ons mogelijk is nijverheidsproducten af te leveren, in betaling van geïmporteerde stoffen, zelfs wanneer deze ietwat duurder zijn dan daar waar men weigert in voldoende mate Belgische goederen te koop, dan zeg ik dat die ietwat duurder prijzen toch nog veel « goedkoper » zijn voor onze nationale economie in haar geheel beschouwd in de hypothese van een equivalenten ruil dan in die der eenzijdigheid. (*Zeër goed! op vele banken.*)

Ik ben vast besloten in deze aangelegenheid handelend op te treden, volgens een formule die op dit oogenblik in onderzoek is.

c) Aanmoediging van den export. — Verruiming van den delcredere-dienst.

Daar waar de export zich langs normale of langs voorbereide banen kan ontwikkelen, moet hij daadkrachtig aangewakkerd worden.

De actie van den « Nationalen Dienst voor het Delcredere », die reeds in het verleden zooveel diensten heeft bewezen, moet verruimd en verstevigd worden. Het zal zoo zijn, mijnheer Van Dieren, of het u aanstaat of niet aanstaat...

De heer Van Dieren. — Het zal mij aanstaan.

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Des te beter dan.

De kwestie is in de volmachtswet voorzien en zal eerstdaags haar beslag krijgen. Een ontwerp van wijziging werd me door den beheerraad van den delcredere-dienst voorgelegd. Het geeft me niet heelemaal voldoening en ik wensch er sommige zaken aan te veranderen. De dienst van het delcredere zal, in alle geval, over een dotatie van 250 miljoen beschikken en het plafond van de actiemiddelen zal van de huidige 1,200 miljoen op 1,750 miljoen. 't is te zeggen dus zevenmaal de dotatie, gebracht worden. (*Zeër well!*)

d) Tusschenkomst in maritieme verzekeringen tegen oorlogsrisico.

Een andere moeilijkheid is opgerezen ingevolge de verscherpte oorlogsneurose der laatste maanden en waarvoor dringend een oplossing werd gezocht. Ik bedoel namelijk de aanzienlijk duurder geworden verzekeringspremies voor het vervoer van goederen ter zee, waardoor een nieuwe handicap aan onze exportmogelijkheden werd gesteld. Die toestand is niet eigen aan ons land.

In andere landen, zooals in Engeland, Nederland, Frankrijk, Denemarken, enz., worden middelen overwogen of zijn er reeds in toepassing gesteld om den Staat geheel of ten deele te doen tusschenkomen.

Wij zijn niet achterwege gebleven en een ontwerp werd daarentrent klaar gemaakt. Het zou reeds in toepassing gesteld zijn, indien ik verleden week niet een dringend verzoek had gekregen om de belanghebbenden eerst te hooren alvorens de nieuwe regeling in toepassing zou worden gesteld. Tot op heden hebben de omstandigheden mij nog niet toegelaten ze te ontvangen. Zoohaast de bespreking van het budget geëindigd is, zal ik die kwestie verder afhandelen. (*Zeër well!*)

e) Bevordering van internationale ententes.

Mijn achtbare voorganger, senator Barnich, heeft onlangs in een persgesprek als zijn meening te kennen gegeven dat de ententes tusschen producenten van verschillende landen moeten aangemoedigd worden. Zijn advies sla ik niet in den wind.

Ik doe de kwestie bestudeeren, en overal waar het afsluiten van ententes tusschen producenten van verschillende landen aan de Belgische economie kan ten goede komen, zal ik voorzeker niet nalaten ze met de middelen die mij ter beschikking staan, aan te moedigen.

f) Administratieve hulp.

Het spreekt ook van zelf dat ik er zorg zal voor dragen dat de diensten van mijn administratie, te allen tijde, de ondernemers in ons land, in hun pogingen tot expansie van onze export op de buitenlandse markten, ter hulp zouden staan.

Noodzakelijkheid van het privaats initiatief.

Bij de opsomming van enkele der maatregelen die de regering wenscht te nemen tot bevordering van den uitvoer, wensch ik de volgende beschouwingen te voegen :

De zorg tot behoud of verruiming onzer buitenlandse afzetmogelijkheden komt natuurlijk in de eerste plaats tot uiting in de onderhandelingen met het buitenland, waarbij de vertegenwoordigers van het departement van economische zaken en middenstand zoo dicht mogelijk betrokken worden, opdat geen enkel aspect van het probleem uit het oog zou verloren worden.

Het handhaven en het veroveren van nieuwe afzetmogelijkheden is echter niet mogelijk « alleen » door de inspanning van de administratieve diensten.

De politiek der handelsakkoorden alleen is niet bij machte ons land een rendeerenden export te verzekeren. De exporteerende

bedrijfstakingen en de exporttechniek zelf moeten daartoe aan de tegenwoordige vereischten beantwoorden. Het privaats initiatief moet zich doen gelden.

a) Prospectie der afzetgebieden.

In het verleden hebben vindingrijkheid en durf der privé-ondernemers wonderen verricht in de overzeesche gebieden. Thans ook nog heeft het privaats initiatief een groote kracht te behouden. Thans ook nog moeten de belanghebbende bedrijfstakingen groote zorg besteden aan een planmatige prospectie van de vreemde afzetgebieden, niet alleen naar deze waarheen onze export zich traditioneel richt, maar ook en vooral naar die landen waarvan de economische uitrusting, op moderne leest geschoeid, in vollen gang is.

Zooals de heer eerste-minister Pierlot het onlangs verklaarde : « onze uitvoerders moeten een politiek van aanwezigheid op de vreemde markten voeren ».

Het is in dezen geest dat zoo pas een economische zending, uitgaande van het privaats initiatief, onder leiding van minister Fortomme, de verschillende landen van Zuid-Amerika is doortrokken, ten einde ter plaatse de verschillende mogelijkheden voor den afzet te bestudeeren.

Naar de verklaringen door de leden dezer zending afgelegd te oordeelen, zouden de beste resultaten te verwachten zijn.

b) Kwaliteitsverzorging.

Men mag ook niet het belang van een rationeele productie, geleid volgens de regelen der hoogst mogelijke doelmatigheid, onderschatten. De tegenwoordige moeilijkheden in het internationale ruilverkeer mogen niet uit het oog doen verliezen, dat de individueele inspanning van iederen dag, vooral voor degenen die een onderneming hebben te leiden, hoogste plicht en trouwens volstrekte noodzakelijkheid is.

Die inspanning moet ook gaan naar de kwaliteitsverzorging van het product, naar de verkoopsmethoden, naar al datgene wat van ouds de techniek van de nijverheid, den landbouw, den handel uitmaakt, doch onophoudelijk tot hoogere volmaking moet worden gebracht.

c) Tucht en ordening moeten er zijn.

Ik had het daareven over de exporttechniek. Deze moet berekend zijn op de nieuwe toestanden ontstaan uit het feit dat sommige landen, die een vergaand nationalisme, de autarcie of zelfs het Saatsmonopolie huldigen, op de buitenlandsche markten verschijnen, niet meer zooals wij in den persoon van afzonderlijk optredende, elkaar beevchtende exporteurs, doch verleend en gewapend met de macht van het eengezind daarachterstaande land.

De heer Van Dieren. — Italië!

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — De aanpassing onzer exporttechniek door een hechtere tucht onder onze uitvoerders en tot zelfs onze producenten, waar dit in het algemeen belang noodig mocht blijken, beteekent niet dat wij den weg van het uitgesproken economisch nationalisme noch dien van de zoogenoemde geleide economie moeten opgaan.

De heer Deumens. — Maar wel van het solidarisme.

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik heb het bij den aanvang verklaard en ik herhaal het met klem, dat beperkingen van de individueele vrijheid, op economisch gebied, slechts duldbaar zijn in de mate vereischt door het algemeen belang, daarbij rekening gehouden met de tijdsnoodwendigheden. (*Zeër well! op verscheidene banken.*)

Wanneer wij pleiten voor meer tucht, voor een betere coördinatie van 's lands krachten, dan zien wij daarin uitsluitend verweermiddelen tegen den economischen druk en de economische gedragingen in het buitenland.

De heer Van Overbergh. — Zeër well!

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Die verweermiddelen mogen niet verder gaan dan het doel het eischt in welks dienst ze staan. Maar het is een nationale plicht voor alle producenten en uitvoerders, er zich aan te onderwerpen. (*Zeër well! op verscheidene banken.*)

Het vraagstuk van den kostprijs.

Mijn uiteenzetting, hoe onvolledig ze ook is, wordt lang. Tal van punten had ik echter nog gewenscht aan te raken, zoo bij voorbeeld : de kwestie van de vreemde arbeiders; het technisch onderwijs; de samenwerking tusschen wetenschap en nijverheid; de kredietpolitiek; de tusschenkomst van mijn departement in de noodzakelijke documentatie van onze handelaars en nijveraars, enz.

Ik doe die opsomming alleen om te toonen dat die verschillende punten niet aan mijn aandacht ontsnapt zijn. Ik moet het voor vandaag echter daarbij laten. Ik wensch nochtans een woord te zeggen over drie vraagstukken : het vraagstuk van den kostprijs, dat van de beroepsorganisatie en dat van den middenstand,

Senator Van Coillie, in zijn merkwaardig verslag, behandelt tamelijk breedvoerig de kwestie van de kostende prijzen. Wat baat het, zegt hij, dat wij alle belemmeringen uit den weg ruimen, als wij op de buitenlandsche markt tegenover de concurrenten komen te staan die waren van dezelfde of van betere hoedanigheid aan betere prijzen kunnen aanbieden. Wij moeten er ons van overtuigen, gaat hij voort, dat men niet ongestraft steeds naar de voortbrengst kan blijven belasten. En verder, zegt hij nog dat de sociale en andere lasten deze niet mogen overtreffen, die op de nijverheid drukken in die landen waarmede wij op de buitenmarkten in concurrentie komen.

België is traditioneel steeds het land geweest van de lage kostprijzen, hetgeen trouwens gepaard ging met de productie van zware en massagoederen, waarin kwaliteitsarbeid een relatief geringe rol speelt. Thans echter is iedereen akkoord om te zeggen dat we meer den weg ontmoeten van kwaliteitsproducten die een hooger percentage van gespecialiseerden, dat is duurden arbeid inhouden.

Nu blijkt het, dat in vergelijking met die onzer concurrenten, onze kostprijzen te hoog liggen. Zulks wordt geconfirmeerd door talrijke rapporten van onze diplomatieke en consulaire vertegenwoordigers in het buitenland. Er stelt zich dus hier een probleem van verlaging van den kostprijs, waarop de achtbare verslaggever gisteren heeft gewezen en waaraan we wilens nilens, zoo we onzen export willen handhaven of niet meer zien afbrokkelen, een oplossing moeten geven.

Allerlei lasten die sedert de oorlogsjaren in een versneld tempo worden opgevoerd, drukken zwaar op den gang van het zakenleven.

Als we willen kwaliteitsproducten met een hooger percentage « arbeid » exporteerden, dan moeten wij, op een andere wijze, rekening houden van den kost van dezen belangrijken factor van voortbrenging. In vergelijking met vóór den oorlog, is nu de toestand, wat betreft den factor « arbeid », totaal gewijzigd. De loonen zijn merkkelijk hooger dan vóór den oorlog, de arbeidsduur daarentegen is veel verminderd.

Ik zou niet willen dat men mij hier verkeerd begrijpe en dat men, al ware het maar voor een oogenblik, zou kunnen veronderstellen dat ik iets van de loonen van de arbeiders zou willen afnemen of de sociale voordeelen verminderen of wegnemen, die te hunnen voordeele werden gestemd. Maar feiten zijn feiten.

Onze concurrenten arbeiden meer en soms aan lager loonen dan wij. We moeten dezen toestand onder oogen durven te nemen en alle belanghebbenden moeten op objectieve wijze het vraagstuk onderzoeken om tot een oplossing te komen die in 't kader van 't algemeen belang bevrediging kunnen brengen. (Zeer goed! rechts.)

Het vraagstuk van de beroepsorganisatie.

Van vele zijden wordt er terecht gewezen op de verschillende voordeelen die een welbegrepen beroepsorganisatie zou kunnen afwerpen voor de economische weerbaarheid van ons land.

Het ligt buiten twiifel dat de ongeordende concurrentiestrijd van Belgische exporteurs onderling aan onze afzetmogelijkheden reeds groote schade heeft berokkend. Ook met het oog op probleemstellingen van binnenlandschen aard zou een geordend bedrijfsleven goede vruchten kunnen afwerpen.

Het vraagstuk der beroepsorganisatie is echter uiterst kiesch en ingewikkeld. De oplossing die wij er aan zullen geven zal van het hoogste belang zijn voor het economisch leven van dit land in de toekomst.

Ik ben het eens met den achtbaren heer verslaggever senator Pierre De Smet, waar hij in zijn verslag zegt « dat de algemeene beroepsorganisatie in het beginsel gunstig wordt onthaald door de openbare meening ».

Dat niet iedereen accoord gaat over de wijze en de vormen waarop de beroepen zouden dienen georganiseerd te worden, wordt bewezen door de verschillende, somtijds tegenstrijdige voorstellen die werden bekend gemaakt.

Na langdurige studie en ruime raadpleging van allerlei belangrijke beroepsgroeperingen, had de regering, verleden jaar, een ontwerp van wetsvoorstel klaar gemaakt. De toenmalige omvorming van de regering heeft niet toegelaten dit wetsvoorstel op het bureau der Kamers neer te leggen.

Mijn achtbare voorganger, de heer minister Heymans, heeft op zijn beurt het probleem onderzocht en zijn opvatting onder vorm van een wetsontwerp op het bureau van den Senaat neergelegd in November van verleden jaar. Ten gevolge van de Kamerontbinding is ook dit ontwerp vervallen.

U zult begrijpen dat ik me in deze hoogst belangrijke aangelegenheid niet overhaastig uitspreek. Ik zal zoo vlug mogelijk de verschillende voorstellen, die het tot wettekst hebben gebracht, onderzoeken.

Evenals de heer verslaggever De Smet, ben ik van oordeel dat een degelijke beroepsorganisatie een werk van belang is, doch ook van duur. Het moet geleidelijk tot stand komen en zich aanpassen

aan onze tradities van vrijheid. Het is een kwestie van opvoeding der geesten, die zich stilaan moeten rekenschap geven dat een geordende bedrijfsvoering een noodzakelijkheid is, zowol in binnenlandsche aangelegenheden als om de situatie van onzen export op de buitenlandsche markten te handhaven en zoo mogelijk uit te breiden.

Wanneer zulke overweging en zulk gevoelen stilaan tot rijpheid komen en zich in tastbare vormen willen omzetten, dan is de plicht van de regering die natuurlijke evolutie, uit omstandigheden gegroeid, te steunen en tot vollen bloei te laten komen.

Ik ben van oordeel dat dit oogenblik is aangebroken. Ik wil spoedig tot een resultaat komen.

In het licht der voorbereide of vroeger neergelegde wetteksten, en van de talrijke reacties die ze in de bevoegde bedrijfsmiddelen hebben verwekt, zal ik ervoor zorgen dat na het verlot een ontwerp klaar zij. (Zeer wel!)

Het middenstandsvraagstuk.

Er blijft nu nog het middenstandsvraagstuk, dat ik, in een volgende omstandigheid, breedvoeriger zal behandelen.

Het middenstandsvraagstuk is er hoofdzakelijk één van algemeene politiek. In de omstandigheden die we echter sedert den oorlog doormaken, is een speciale vooruitstrevende middenstandspolitiek noodig gebleken. Ze moet voor doel hebben « aan den middenstand in de algemeene economie van het land de economische functie voor te behouden welke hij tot nog toe gewoon was als de zijne te beschouwen : namelijk het ambachtswezen en de detailhandel, alsmede bepaalde kleine nijverheidsbedrijven ».

A. — Oorzaken van den achteruitgang van den middenstand.

De naoorlogsche omstandigheden, en vooral de talrijke crisisverschijnselen die er mee gepaard gingen, hebben meegebracht dat de taak van den middenstand in onze economie herhaaldelijk en van verschillende zijden is aangetast geweest, met het dubbel gevolg :

1° Dat het algemeen zakencijfer der middenstandsbedrijven op abnormale wijze aan 't verminderen ging, en

2° Dat de economische bedrijvigheid die aan den middenstand toegewezen bleef in zulke uitzonderlijke omstandigheden moest worden te baat genomen dat nagenoeg alle winstmarge verdween en dat de levensstanding van den middenstand geweldig ging dalen.

De oorzaken welke de bron waren van deze slechte gevolgen zijn talrijk en van zeer verschillende herkomst; enkele dienen echter speciaal vermeld :

1° De technologische werkloosheid in nijverheid en handel en zelfs in den landbouw, die tal van onvoorbereide en ongeschikte personen naar middenstandsbedrijven deed komen;

2° De inwijking, die een aantal vreemdelingen in het land bracht welke, door den nood gedreven, in de meest abnormale omstandigheden ambacht en kleinhandel gingen uitoefenen, men mag zeggen in voorwaarden die hen tot de koelies maakten van het bedrijf;

3° Het ingrijpen van het grootbedrijf dat, enerzijds, trachtte ook den kleinhandel en de ambachtelijke bedrijven te trusteeen en de kleinnijverheid te verdringen en, anderzijds, overging tot het oprichten van economaten en patronale magazijnen welke de middenstanders uit hun economische functie in zekere mate hebben ontzet;

4° Het ontstaan van het zogenaamde « zwart bedrijf » geheim ambachts- en handelsbedrijf gedreven door vreemdelingen of door Belgen die ten slotte aan cumul deden buiten sociale en fiscale lasten om, wat de eigenlijke middenstanders in onmogelijke voorwaarden van mededinging stelde;

5° De schaarschte en de duurte van het handelskrediet, onvermijdelijk gevolg van elke crisis;

6° De groote uitbreiding genomen door ongewone handelsmethoden, die dikwijls oversloegen tot praktijken van oneerlijke mededinging : aldus leurahandel, handel met premien, uitverkoopen, occasieverkoopen, enz.;

7° De stijgende technische eischen gesteld aan de leiders van de middenstandsbedrijven;

8° De verzwaring der fiscale lasten.

B. Redmiddelen.

Elke dezer oorzaken dient rechtstreeks te keer gegaan, en zulks ligt dan ook in mijn bedoeling.

Het terrein werd hier reeds op zeer ruime wijze door mijn voorgangers ontgonnen. Ik zelf heb reeds, als minister van den middenstand, in 1932, 1933 en 1934 gelegenheid gehad om een aantal maatregelen te treffen. Ik zal de opsomming niet doen van hetgeen reeds verwezenlijkt werd, maar me er bij bepalen een woord te zeggen over wat nog te doen staat en in de onmiddellijke toekomst te verwezenlijken is.

a) Oneerlijke mededinging.

Eerstens over de abnormale mededinging waar een werk van herziening, vervollediging en vereenvoudiging noodzakelijk is.

Wanneer ik spreek van abnormale mededinging, dan bedoel ik niet alleen handelspraktijken die we gewoon zijn te noemen « oneerlijke » mededinging, doch alle economische verschijnselen die gericht zijn op een verdringing van den middenstand uit de economische taak die hij gewoon is te vervullen en die wetgever en regeering hem ook voorbehouden hebben.

Onder « abnormale » mededinging zijn dus onder meer betrokken de vraagstukken betreffende de economische werkzaamheid van de vreemdelingen, de beperking der grootwarenhuizen, de beperking van den handel met premiën, van opruimingen en uitverkoop, occasieverkoop en in 't algemeen alle verkoopen die aan het publiek worden voorgesteld, op zulke wijze dat de koper er uit moet besluiten tot abnormale prijsbepaling, enz.

Sommige dier vraagstukken, zooals ik het reeds aantoonde in het deel mijner uiteenzetting waar ik het had over de maatregelen die tot bescherming van de binnenlandsche markt dienen getroffen te worden, kunnen door de volmachtwet geregeld worden en zullen het ook zijn.

b) Patentrecht.

Tweedens wil ik een woord zeggen over het « patentrecht » dat in 1919, om redenen van fiscaal aard, werd afgeschaft.

Ik ben voornemens het patentrecht terug in te voeren.

De heer Janssens. — Uitstekend!

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — De volmachtwet laat het mij toe, en vooraleer tot een definitieve formul van toepassing over te gaan, zal ik de belanghebbende groeperingen raadplegen.

Er is natuurlijk geen spraak van een herstel van het patentrecht met fiscale bedoelingen. Het moet, mijns inziens, een middel zijn om, in de maat van 't mogelijke, een einde te stellen aan sluikhandel en cumuuls en om het noodige onderscheid te vestigen tusschen verschillende handelsbedrijvigheden die nu in de praktijk wel eens worden samengevoegd door bepaalde personen en niet steeds in het belang der economische orde.

c) Het wetsvoorstel « van Ackere ».

Aldus houdt het patentrecht innig verband met de beroepsorganisatie. En dat is het derde punt dat ik wil aanraken. Het spreekt van zelf dat de regeering hierbij zal te zorgen hebben dat de beroepsorganisatie van ambachten en neringen geen inbreuk plege op de beginselen en richtlijnen der algemeene beroepsorganisatie. Doch van dien hoek uit, vrees ik geen erge moeilijkheden, gezien de inschikkelijke houding der senatoriale commissie voor economische zaken en middenstand, die aan haar achtbaren verslaggever opdracht gaf om juist die verzoening van den regeeringstekst en van den tekst van het voorstel « van Ackere » te bewerken.

Het lijkt geen twijfel dat de oplossing voor vele van de moeilijkheden welke de regeering en de geadministreerden op dit oogenblik ondervinden, in de samenwerking ligt van de regeering en zelfs van de wetgevende macht, met de georganiseerde beroepen.

d) Het middenstandsinstituut.

Een vierde punt dat ik even aanraak is het middenstandsinstituut, waarvan de inrichting eerlang zal geschieden en waarvan de regeering een geschikte hulp verwacht. Die inrichting zou reeds geschied zijn indien niet speciale en onvoorziene omstandigheden, die gansch buiten den wil en zelfs buiten het bereik der regeering lagen, de candidaten voordracht hadden vertraagd.

Ik wil het nu daarbij houden. Ik heb u onbewimpeld gezegd welke de tendens is die voorzitten zal bij mijn werk : aan den middenstand zijn functie in zake ambachtsbedrijf, kleinhandel en kleinnijverheid in het economisch leven van het land behouden.

Laat me nu den tijd om tot de uitvoering over te gaan. Ik heb de gewoonte niet het bij woorden te laten. Ik stel er een punt van eer op, bij een volgende bespreking over het middenstandsvraagstuk, in den Senaat, op verwezenlijkingen, die uw goedkeuring wegdragen, te kunnen wijzen.

Slotbeschouwingen.

Senator Van Coillie, in zijn merkwaardig verslag, zegt dat men van den minister van economische zaken noch van de regeering mirakelen mag verwachten die als bij tooverslag alle moeilijkheden zouden oplossen en aan het land een plots vernieuwde welvaart schenken.

U verwacht geen mirakelen. U verwacht richtlijnen en daden die van aard zijn onmiddellijk verbetering te brengen, in wel omschreven bepaalde gebieden, bijzonder met het oog op onze exportmogelijkheden en de bescherming van onze binnenmarkt. De richtlijnen heb ik gegeven. De daden zijn mogelijk en zullen gesteld worden. De resultaten, naar we hopen, zullen niet uitblijven.

Het spreekt echter van zelf, dat, zooals ik er reeds op gewezen heb, deze vooruitgezette maatregelen en richtlijnen noch definitief noch volledig zijn. Zij zullen aangevuld en aangepast worden, naar gelang den loop der wisselende omstandigheden en gebeurtenissen.

Ik wil nu deze lang geworden uiteenzetting van enkele mijner inzichten op het gebied der economische politiek niet sluiten zonder er nogmaals, met nadruk, op te wijzen dat het een gevaarlijke illusie is te meenen dat onze economische toekomst kan gered worden door tusschenkomst van de openbare machten alleen.

Van veel grooter belang is de inspanning der individueele producenten en van de arbeiders aller klassen, zoowel die van den geest als die van de handen, om ons geschokt economisch bestel op betere en veiliger banen te bewegen.

M. Harmegnies. — Permettez-moi de vous interrompre, monsieur le ministre, pour souligner que vous n'avez pas répondu à M. le rapporteur, qui a soulevé la question du Charbonnage du Levant de Flénu. Des milliers de travailleurs ont été jetés à la rue hier; vous ne prenez même pas la peine de leur adresser une parole d'espoir!

M. J.-J. De Clercq. — Ne faites pas d'électoratisme, monsieur Harmegnies!

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik heb hier geen enkel bijzonder vraagstuk willen aanraken.

MM. Bouilly et Harmegnies. — En français!

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik heb de algemeene richtlijnen aangeduid welke de regeering zal volgen in haar economische politiek; ik heb gezegd welke maatregelen zij zal treffen om onze binnenmarkt uit te breiden... (Onderbreking van den heer Harmegnies. — Rumor. — De voorzitter hameri.) ... om onze exportpolitiek te bevoordeelen.

Ik heb geen enkel afzonderlijk vraagstuk willen aanraken omdat er niet één, maar tien, maar honderd en nog meer vraagstukken zijn, die ik den tijd nog niet heb gehad in te studeeren.

Wat het geval van Flénu betreft, kan ik u zeggen dat de regeering bezig is met het onderzoek.

Ik ben sinds enkele weken minister van economische zaken. Uw vrienden, mijnheer Harmegnies, hebben gedurende vijf jaar in de regeering gezeten. (Toejuchtingen rechts. — Rumor van tadrijke en heftige gesprekken. — De voorzitter hameri.)

M. le président. — Messieurs, permettez-moi de vous faire remarquer que M. le ministre fait un très gros effort depuis une heure et demie pour exposer son budget. Jusqu'à présent, le débat a été particulièrement digne. Je désire qu'il garde ce caractère.

Je prie les membres de ne pas interpellier comme ils viennent de le faire. Six orateurs appartenant aux différents groupes sont encore inscrits dans cette discussion; ils auront donc l'occasion de s'expliquer.

La parole est à M. le ministre.

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik zeg dat uw vrienden ook gedurende vijf jaar deel hebben uitgemaakt van de regeering. (Heftig rumor. — Onderbrekingen links.)

M. Servais. — Pourquoi M. Delattre n'a-t-il rien fait?

M. le président. — Si vous ne tenez pas compte de mes observations, je me verrai dans l'obligation de suspendre la séance.

M. Van Dieren. — Notre collègue a dit quelque chose de très vrai! (Rires.)

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Uw vrienden uit de Bërinage, die gedurende vijf jaar ook in de regeering hebben gezeten, kenden het kolenvraagstuk. Zij hebben geen gelegenheid gehad of zijn in de onmogelijkheid geweest een oplossing voor te stellen die kon aanvaard worden door de Kamers. Hoe wilt gij dat ik, in enkele weken, vóór den dag kom met een behoorlijke oplossing? (Zeer juist! rechts.)

Het vraagstuk van Flénu wordt onderzocht, zooals het vraagstuk wordt onderzocht van de werkloosheid in het algemeen.

Ik vind het jammer en zeer betreuenswaardig dat daar 4,000 werklieden zonder werk vallen, maar er zijn thans in het land meer dan 200,000 werklozen.

Er zijn er bijzonder veel in Antwerpen en in het Vlaamsche land. Voor al die werklozen moet worden gezorgd. Alles zal gedaan worden om tot een fatsoenlijke oplossing te geraken. Maak van het geval van Flénu geen politieke zaak. (Handgeklap rechts. — Rumor en gesprekken op de socialistische banken.)

De heer Sobry. — De minister spreekt niet voor een deel van het land, maar voor geheel het land.

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik geloof dat uw tusschenkomst op dit oogenblik alleen een middel is om aan demagogie te doen. Het vraagstuk van de werkloosheid vormt een geheel.

M. Harmignies. — Vous pratiquez la politique de Ponce-Pilate. Vous vous lavez les mains du sort des mineurs. (Colloques.)

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Als gij zegt dat ik een politiek van Pontius-Pilatus voer, dat ik geen verantwoordelijkheid durf nemen, dan zal u niemand hier geloovent.

De heer Sobry. — Zeer juist!

De heer Sap, minister van economische zaken en middenstand. — Ik zou zeer gelukkig zijn indien voor het geval van Flénu een oplossing kon gevonden worden, die aan de werklieden, in 't kader van het algemeen belang, voldoening zou schenken. Ik houd me bezig met de studie van het vraagstuk; maar de oplossing is niet zoo gemakkelijk te vinden. Ten andere, ware zij zoo gemakkelijk te vinden geweest, dan zouden de vorige ministers reeds met een oplossing daar geweest zijn, die iedereen bevredigd zou hebben. Aan gezien zij het niet hebben gedaan, is het wel het bewijs dat zij het niet konden. (Bravo! en handgeklap rechts. — Uitroepingen links.)

Wanneer het schip in nood is, roept de kapitein « all hands on deck ». Ons economisch schip is in nood.

Ik doe dus beroep, vooraleer het te laat is, op de medewerking van allen, in vrijwillig aanvaarde ordening, en elk op de plaats waar zijn bevoegdheden of de levensstrijd hem gevoerd heeft.

Ik reken vooral op de medewerking van de nu reeds georganiseerde beroepen en bedrijfstakken. Zij moeten aan de regeering, en bijzonder aan den minister van economische zaken, den polsflag en de nooden doen gevoelen van de economische sectoren waarin ze bevoegd zijn, nooden en wenschen ontdaan van alle particularistisch of collectief egocentrisme.

Mevrouwen, mijne heeren, de opdracht die me gegeven werd is groot en de taak zwaar. Ik heb er geen schrik van. Als ik op de medewerking die ik u vraag mag rekenen, — en ik reken er best op, — ben ik zeker dat ik ze tot goed einde zal voeren. (Langdurige toejuichingen rechts.)

M. le président. — Je propose au Sénat d'interrompre la discussion du budget des affaires économiques, dans laquelle six orateurs sont encore inscrits. Comme il serait matériellement impossible d'épuiser ce débat aujourd'hui, nous pourrions en remettre la suite à mardi prochain et clôturer dès à présent la liste des orateurs, toutes les opinions ayant été exprimées.

M. Bouilly. — Je vous prie, monsieur le président, de vouloir bien m'inscrire.

M. Harmegnies. — Je demande également à être inscrit.

M. le président. — J'inscris donc encore MM. Bouilly et Harmegnies.

M. Godding. — Veuillez m'inscrire également, monsieur le président.

M. le président. — N'exagérons pas, sans quoi nous n'en finirons jamais. Si la liste des orateurs s'allonge, nous ne pourrons épuiser la discussion en moins d'une journée.

M. R. Bernard. — Je demande cependant que vous m'inscriviez également, monsieur le président, mais je vous promets que mon intervention ne prendra que quelques minutes.

M. le président. — J'inscris donc encore MM. Bouilly, Harmegnies, Godding et Rodolphe Bernard, la liste des orateurs étant ainsi arrêtée. (Assentiment unanime.)

ORDRE DU JOUR DEPOSE PAR MM. FINNE ET D'HAESE EN CONCLUSION DE L'INTERPELLATION A M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUR LA NON-APPLICATION, DANS L'AGGLOMERATION BRUXELLOISE, DE LA LOI DU 14 JUILLET 1932 SUR L'EMPLOI DES LANGUES DANS L'ENSEIGNEMENT. — VOTE.

MOTIE INGEDIEND DOOR DE HEEREN FINNE EN D'HAESE ALS BESLUIT OP HUN INTERPELLATIE TOT DEN MINISTER VAN OPENBAAR ONDERWIJS, OVER DE NIET-TOEPASSING, IN DE BRUSSELSCH E AGGLOMERATIE, VAN DE WET VAN 14 JULI 1932 OP HET TAALGEBRUIK IN HET ONDERWIJS. — STEMMING.

De heer voorzitter. — Mevrouwen, mijne heeren, wij gaan nu over tot de stemming over de dagorde van de heeren Finné en D'Haese, luidend als volgt :

« De Senaat,

» Gehoord de ondervraging door de heeren D'Haese en Finné gericht tot den minister van openbaar onderwijs en de verklaring van den minister,

» Stelt vast dat de wet van 14 Juli 1932 op het gebruik der talen in het onderwijs in de Brusselsche agglomeratie niet wordt nageleefd;

» Is van oordeel dat aan de aldaar doorgedreven politiek die ten nadeele van het Vlaamsche volk, Vlaamsche kinderen van hun volksaard vervreemdt, een einde moet worden gesteld;

» Wijst de regeering op haar plicht de sancties, in de wet voorzien, aan te wenden om aan deze rechteloosheid een einde te stellen, en gaat over tot de dagorde. »

« Le Sénat,

» Entendu l'interpellation adressée par MM. D'Haese et Finné à M. le ministre de l'instruction publique et les explications de celui-ci,

» Constate que la loi du 14 juillet 1932 sur l'usage des langues dans l'enseignement n'est pas observée dans l'agglomération bruxelloise;

» Estime qu'il importe de mettre fin à une politique qui, au détriment du peuple flamand, détourne des enfants flamands de leur caractère ethnique;

» Rappelle le gouvernement à son devoir d'appliquer les sanctions prévues dans la loi en vue de mettre fin à cette carence du droit, et passe à l'ordre du jour. »

Plusieurs membres ont demandé à pouvoir justifier leur vote. Je leur donnerai la parole, mais il est bien entendu que la discussion est close et que, sous aucun prétexte, elle ne peut rebondir.

De eerst ingeschrevene is de heer Vos. Ik geef hem het woord.

De heer H. Vos. — Uit het antwoord van den achtbaren heer minister, op de interpellanten en op de redenaars die gisteren het woord voerden, moet ik opmaken dat de regeering geen wijziging van de wet op het taalgebruik in onderwijszaken overweegt. In die omstandigheden, en zonder al de termen van de dagorde die voorgesteld wordt, voor onze rekening te nemen, verklaar ik, in naam van enkele mijner vrienden en van mij zelf, dat wij voor die dagorde zullen stemmen, omdat, waar de wetsovertreding klaarblijkelijk is, het geboden is dat de regeering ze met sancties beteugele.

Ik voeg er bij dat, waar de regeering dat initiatief waarover ik spreek niet meent te moeten nemen, het door onze vrienden zelf zal worden genomen.

M. Rutten. — Mesdames, messieurs, la droite constate que l'application des lois linguistiques laisse singulièrement à désirer dans l'agglomération bruxelloise. Cependant, beaucoup d'entre nous ne voteront pas l'ordre du jour pour ne point sembler critiquer un gouvernement à peine arrivé au pouvoir et qui a pris les engagements les plus formels de faire appliquer les lois linguistiques, notamment dans l'agglomération bruxelloise.

De heer Jos. De Clercq. — Mevrouwen, mijne heeren, mijn vrienden en ik zullen de dagorde stemmen, omdat, zooals ten andere algemeen erkend wordt, de wet van 1932 niet loyaal wordt toegepast in de Brusselsche agglomeratie. Maar wij houden er aan te verklaren, dat wij de meening zijn toegedaan dat de verantwoordelijkheid van dezen toestand niet kan gelegd worden op de huidige regeering, die de stellige verbintenis heeft genomen de taalwetten overal te doen toepassen, belofte wier vervulling wij dan ook met vertrouwen tegemoet zien.

De heer Van Dieren. — Mevrouwen, mijne heeren, het is ontegensprekelijk dat wij de dagorde voorgesteld door onze vrienden Finné en D'Haese zullen stemmen; hoe gematigd de bewoordingen ook zijn, en om alle misverstand te vermijden, mag ik zeggen, in naam van de ondertekenaars van de dagorde, dat het niet het inzicht is geweest kritiek uit te oefenen op de thans bestaande regeering. Wij erkennen dat zij nog geen gelegenheid heeft gehad om in te grijpen. Wij voegen er dus bij dat de stemming die wij van u vragen, voor ons en voor niemand de betekenis zal, kan of mag hebben van een kritiek, tot nog toe op de huidige regeering. Ik doe dus met vertrouwen een beroep op het solidariteitsgevoel van alle Vlamingen dezer vergadering om de dagorde te stemmen.

M. Catteau. — Le groupe libéral ne votera pas l'ordre du jour présenté par MM. Finné et D'Haese.

Après les déclarations que j'ai faites moi-même, après les précisions et les rectifications de chiffres que M. le ministre de l'instruction publique, de son côté, a apportées à la tribune, il est contraire à la vérité de dire, comme le prétendent les signataires de l'ordre du jour, que la loi de juillet 1932 sur l'emploi des langues dans l'enseignement n'est pas observée dans l'agglomération bruxelloise.

D'autre part, il est tout de même essentiel de rappeler une déclaration qui fut faite, au cours de la discussion, par M. D'Haese. Il y avait très peu de membres présents hier, à la fin de cette discussion...

M. Borginon. — M. Catteau recommence la discussion.

M. le président. — Nous ne pouvons rouvrir la discussion.

M. Catteau. — Je ne recommence pas la discussion. (*Oh! oh! sur les bancs nationalistes flamands.*)

M. Van Dieren. — Alors, M. D'Haese pourra vous répondre.

M. Catteau. — Je constate simplement que M. D'Haese, me reprochant d'avoir parlé de l'intérêt de la Belgique, a déclaré : « Cette invocation abusive de la Belgique devient surtout un danger pour la Belgique, car, pour l'énorme majorité des Flamands, au point de vue national, l'intérêt du peuple passe avant l'intérêt de l'Etat. La Flandre d'abord, la Belgique ensuite, tel est l'ordre des valeurs. » (*Très bien! sur les bancs nationalistes flamands et sur plusieurs bancs à droite.*)

M. F. Demets. — Qui dit : « Très bien » ?

M. Van Dieren. — Tout le monde, sur nos bancs. (*Colloques.*)

M. le président. — Je vous prie de ne pas interrompre.

M. Catteau. — Un tel langage ne sera jamais sanctionné par un vote libéral. (*Applaudissements sur les bancs libéraux.*)

— Il est procédé à un vote par appel nominal sur l'ordre du jour.

Er wordt overgegaan tot hoofdelijke stemming over de dagorde.

135 membres y prennent part.

135 leden stemmen mede.

78 répondent non.

78 stemmen neen.

48 répondent oui.

48 stemmen ja.

9 membres s'abstiennent.

9 leden onthouden zich.

En conséquence, l'ordre du jour n'est pas adopté.

Derhalve wordt de dagorde verworpen.

Ont répondu non :

Hebben neen gestemd :

MM. André, Bernard (Henri), Bernard (Louis), Bernard (Rodolphe), baron Boël, Bouilly, Buisseret, Carton de Tournai, Casterman, Catala, Catteau, Clesse, Coenen, Cools (Georges), Criqueion, Crokaert, De Clercq (Jean-Jos.), baron de Dorlodot, comte de la Barre d'Erquelines, Demets (Fernand), Demoulin, De Smet (Pierre), chevalier Dessain, Dierckx, Disiere, Dautrepoint, Flagey, Fobe, Forton, baron Gendebien, Gilbert, baron Gillès de Pélichy, Gob, Goblet, Godding, Guinotte, Hans, Harmegnies, Henricot, Housiaux, Jamoulle, Janssens, Jauniaux, Joachim, Labouille, Lalemand, Legrand, Leurquin, Limage, Logen, Loumaye, Molet, Moulin, baron Moyersoen, Nihoul, baron Nothomb, Olyff, baron Orban de Xivry (Etienne), Petit, Pholien, Rogister, Roland, Rolin, Ronvaux, Rutten, Servais, vicomte Simonis, Mme Spaak (Marie), MM. Spreutel, Temmerman, Thenaers, Tirou, van Ackere, Van Belle, Van Overbergh, Van Remoortel, Verheyden et Gillon.

Ont répondu oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Borginon, Bossuyt, Broeckx, Claessens, Claus, Debeuckelaere, De Boodt, De Brouwer, De Bruyne, De Clercq (Joseph), De Lille, De Maegh, De Nauw, Deumens, Devos, Dewals, D'Haese, Donvil, Fehrenbach, Finné, Gabriel, Goemans, Houben, Leuridan, Leysen (Edmond), Lysens (Jozef), Missiaen, Neels, Orban (Mauritz), Pincé, Ronse, Smits, Sobry, Toch, Van Cauwenbergh, Vandenbulcke, Van Dieren, Van Eyndonck, Van Hoestenbergh, Vanhonselbrouck, Van Roosbroeck, Van Vlaenderen, Verbrugge, Vergeylen, Vermeylen, Verstraete, Vos et Wittevrongel.

Se sont abstenus :

Onthielden zich :

MM. Boon, Brunet, Diriken, Heyndels, Mignolet, Noël, Rombaut, Tincler et Vigneron.

M. le président. — Les membres qui se sont abstenus sont priés de faire connaître les motifs de leur abstention.

M. Boon. — Nous nous sommes abstenus, car nous estimons que le mal n'a pas l'importance signalée par les honorables interpellateurs. D'autre part, nous sommes d'accord pour dire que : 1° l'enfant doit recevoir l'enseignement principal dans sa langue maternelle, complété par l'étude obligatoire de la seconde langue; 2° le gouvernement doit avoir le souci de faire appliquer loyalement les lois linguistiques qu'il a fait voter.

MM. Mignolet et Vigneron déclarent s'être abstenus pour les mêmes motifs.

M. Brunet. — Je me suis abstenu pour les motifs indiqués par M. Boon et, en outre, en ma qualité de conseiller communal de Bruxelles.

De heer Diriken. — Ik heb mij onthouden omdat de voorgelegde motie de toepassing der strafbepalingen voorstelt, terwijl het uit de bespreking gebleken is dat de bestaande taalwetten leemten bevatten die hun integrale toepassing onmogelijk maken.

De heer Heyndels. — Onze groep heeft zich onthouden en niet neen gestemd omdat wij voor de eerlijke toepassing zijn der taalwetten en voor gelijke rechten in feite van Vlamingen en Walen.

Wij hebben niet ja gestemd : 1° omdat uit verklaringen hier door bevoegde Vlamingen tijdens de interpellatie afgelegd, blijkt dat de taalwetten, zooals zij zijn opgesteld, niet toepasselijk zijn in het Brusselsche en er dan ook van geen sancties kon sprake zijn; 2° omdat wij onze stem niet willen vereenigen met de stellers van de interpellatie en dezer motie, wier demagogie enkel voor doel heeft de Vlamingen op te hitsen tegen de Walen en hier een zelfde troebele atmosfeer te scheppen welke aan Hitler toegelaten heeft op gewelddadige wijze een einde te stellen aan de taalrechten en de zelfstandigheid van het Tejechische volk.

MM. Noël et Tincler déclarent s'être abstenus pour les mêmes motifs.

De heer Rombaut. — Ik zou de motie goedgekeurd hebben omdat ik van oordeel ben dat de taalwet op het onderwijs in alle oprechtheid en overal moet geëerbiedigd worden. Maar ik onthield mij bij deze stemming omdat ik heb kunnen vaststellen dat de ondervragers hoofdzakelijk hun aanklacht hebben gericht tegen het officieel onderwijs van Groot-Brussel en dat zij de grove wantoestanden op taalgebied in het vrij onderwijs niet schijnen te kennen.

MOTION D'ORDRE. — ORDEMOTIE.

M. le comte de la Barre d'Erquelines. — Mesdames, messieurs, le Sénat a décidé, il y a quelques semaines, de ne pas fusionner les commissions et de maintenir notamment distinctes la commission des transports et celle des P. T. T. Or, le budget des communications qui nous est soumis comprend des crédits se rapportant aux transports pour environ 200 millions et aux postes pour environ 400 millions.

La commission des transports a désigné son rapporteur, mais ce dernier est mandaté pour faire rapport exclusivement sur les crédits concernant les transports; il n'a reçu aucun mandat de la commission des P. T. T. en ce qui concerne les dépenses afférentes aux postes.

Dans ces conditions, je me permets de suggérer au Sénat d'inviter la commission des P. T. T. à désigner un rapporteur qui s'occuperait des crédits qui, dans le budget des communications, intéressent les postes, tandis que le rapporteur de la commission des transports ferait rapport uniquement sur les crédits intéressant la section des transports. Il y aurait donc deux rapporteurs, chacun ne s'occupant que des crédits concernant la commission dont il fait partie.

Je puis déclarer que cette manière de voir rencontre l'assentiment des présidents de la commission des transports et de celle des P. T. T.

De heer ridder Dessain. — Ik sluit mij aan bij de zienswijze van den voorgaanden spreker, heer graaf de la Barre, te meer daar er tot hiertoe steeds een afzonderlijke bespreking is geweest voor verkeerswezen en P. T. T. Ik denk dat er tijd zou kunnen gewonnen worden, indien men tegelijkertijd de rekening van de regie van P. T. T. bespreekt, want dan zou er ook maar één behandeling kunnen zijn voor de begroting van verkeerswezen, P. T. T. en regie. Dit natuurlijk onder voorbehoud van goedkeuring door de commissie van P. T. T.

M. le président. — Puisqu'il n'y a pas d'opposition, il sera déferé au désir de M. le comte de la Barre d'Erquelines.

DEPOT D'UN RAPPORT. — INDIENING VAN EEN VERSLAG.

M. Van Remoortel. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat le rapport de la commission de la justice, qui a examiné la proposition de loi d'amnistie des infractions connexes aux engagements volontaires dans les armées espagnoles.

M. le président. — Ce rapport sera imprimé, traduit et distribué, et l'objet qu'il concerne inscrit à la suite de l'ordre du jour.

Notre prochaine réunion aura lieu mardi prochain à 10 heures. Elle sera consacrée à la suite de la discussion du budget du ministère des affaires économiques. Il est entendu que la liste des orateurs est close.

— Le Sénat se constitue en comité secret à 4 h. 30 m.

De Senaat houdt zitting met gesloten deuren te 4 u. 30 m.

Mardi, le 13 juin 1939, séances publiques à 10 heures et à 14 heures.

Dinsdag 13 Juni 1939, openbare vergaderingen te 10 uur en te 14 uur.